

DEVANT LA COUR DE SURETÉ DE L'ÉTAT

Jean Thiriot et Bernard Rey s'écrient :

“Vive la pensée-maotsétoung, léninisme de notre époque !”

(Voir pages 4 et 5)

I'HUMANITÉ



rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

I F Boite Postale 134, Paris-20'
C.C.P. H.R. : N° 3022672 - LA SOURCE

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS ET D'ETUDES
MARXISTE-LENINISTE
AU SERVICE DES LUTTES DES OUVRIERS, PAYSANS
ET INTELLECTUELS

2^e ANNEE **N° 58**
JEUDI 30 AVRIL 1970

PREMIER MAI DE LUTTES DANS LE MONDE

PROLÉTAIRES ET PEUPLES OPPRIMÉS !

A l'assaut de l'Impérialisme

du Révisionnisme, de la Réaction !

Provocation de troubles, échec, nouvelle provocation, nouvel échec, et cela jusqu'à leur ruine — telle est la logique des impérialistes et de tous les réactionnaires du monde à l'égard de la cause du peuple ; et jamais ils n'iront contre cette logique. C'est une loi marxiste. Quand nous disons : « l'impérialisme est féroce », nous entendons que sa nature ne changera pas, et que les impérialistes ne voudront jamais poser leur coutelas de boucher, ni ne deviendront jamais des bouddhas, et cela jusqu'à leur ruine.

Lutte, échec, nouvelle lutte, nouvel échec, nouvelle lutte encore, et cela jusqu'à la victoire — telle est la logique du peuple, et lui non plus, il n'ira jamais contre cette logique. C'est encore une loi marxiste. La révolution du peuple russe a suivi cette loi, il en est de même de la révolution du peuple chinois.

« L'époque dans laquelle nous entrons et qui s'étendra sur une cinquantaine, voire sur une centaine d'années, sera une grande époque. Elle verra un changement radical du système social à l'échelle mondiale ; ce sera une époque de grands bouleversements, une époque sans pareille dans l'histoire ».

CITATIONS DU

PRÉSIDENT MAO-TSE TOUNG



MAO-TSÉ TOUNG à Yen-an

Certains dirigeants du P.S.U se démasquent !

Depuis un certain temps déjà, Rocard a jeté son masque de social-démocrate « de gauche » pour révéler sa véritable nature en s'exhibant avec le trotskyste Krivine.

Encouragés par l'attitude de leur dirigeant, au-réolé par la « victoire » électorale qui l'a fait entrer dans le cirque de la bourgeoisie intitulé Assemblée nationale, d'autres dirigeants du PSU, ceux de la Fédération de la Seine en particulier n'ont pas hésité à signer avec le P.C.F. un communiqué honteux contre les activités de « certains groupes », visant par là évidemment les militants marxistes-léninistes et de la pensée-maotsétoung.

Après une telle ignominie, ils se sont sentis obligés de « revenir en arrière » en précisant qu'ils restaient les alliés des « groupements révolutionnaires » (!).

Mais qui donc croit encore ces politiciens opportunistes ? Et qui ne stigmatise la ligne « Rocard » dont l'ambition consisterait à regrouper « socialistes », « trotskystes », « révisionnistes » et autres traîtres avec les révolutionnaires sincères et conséquents, les premiers étant le cavalier et les seconds le cheval.

Non, messieurs de la direction du P.S.U., vous vous fourvoyez en croyant que l'on peut unir trahison et fidélité. Et vous le verrez bien le 1^{er} mai, ou, comme le 15 novembre dernier, vous irez grossir les rangs révisionnistes, en compagnie de vos amis trotskystes, tandis que manifesteront de leur côté les marxistes-léninistes, moins nombreux, mais plus honnêtes. Les marxistes-léninistes dénoncent et rejettent vos combines sans principe et appellent les militants du PSU, authentiquement révolutionnaires, à en dégager les conséquences logiques en se joignant à leurs camarades marxistes-léninistes.

Tous ensemble, au coude à coude, le 1^{er} mai, dans la lutte contre l'Etat des monopoles et ses laquais révisionnistes et réformistes !

Un succès : La vente de masse de notre numéro spécial

Les commandes concernant le présent numéro exceptionnel de notre H.R. ont dépassé en nombre très largement celles, déjà appréciables, de la précédente vente de masse.

Les C.D.H.R. qui ont battu tous les records et se sont placés en tête sont ceux d'Aix-en-Provence (700 exemplaires).

Mais, tout en nous félicitant de ce précieux succès, nous devons souligner que le prix de revient du tirage de ce numéro constitue une charge à régler rapidement de l'ordre de 15 000 francs (1 million et demi AF). Aussi lançons-nous un appel pressant à tous les C.D.H.R. et diffuseurs, parmi lesquels de nombreux « nouveaux venus », pour qu'ils nous règlent d'urgence les ventes effectuées.

L'abondance de matière et le caractère de notre numéro du 1^{er} mai nous oblige à remettre aux numéros suivants notre rubrique « Le dossier est ouvert » qui comporte encore de nombreux éléments. Nous avons également reçu de multiples messages de soutien de C.D.H.R. provenant soit de la région parisienne soit de province. Nous les publierons par la suite.

Le bimestriel «Aujourd'hui la Chine» n°8 est paru. (1F.) Passez vos commandes : 32, rue Maurice Ripoché - Paris 14^e.

FEU SUR LES COLONNES ENNEMIES

Attention aux Ottos!!!

Vous connaissez monsieur de Habsbourg-Lorraine ? Non, sans doute. Tout au plus savez-vous qu'un Habsbourg quitta précipitamment le trône austro-hongrois en 1918, les peuples de feu la double monarchie ayant signifié un peu rudement son congé à la famille impériale et royale (Kaiserliche und Koenigliche) autrichienne. L'un des rejetons de la tribu s'est donc reconverti dans le journalisme, en France.

C'est pourquoi, le 5 avril, les bourguignons lecteurs de « Bien Public », journal réactionnaire dijonnais, auront eu la surprise de voir dans leur journal habituel, un éditorial dudit Otto, agrémenté (?) d'une photo de ce noble personnage.

Otto se penche sur la jeunesse « rebelle », comme il dit. Avec la condescendance qui sied à son rang, bien sûr...

A l'en croire, la jeunesse ne se révolte pas contre l'exploitation et l'oppression. Ce sont là des mots peu distingués qu'un Habsbourg ne saurait écrire. Non ! l'état d'esprit « révolutionnaire et anarchique » de la jeunesse s'expliquerait par l'évolution économique et technique du monde moderne, ainsi que par l'extraordinaire expansion des moyens d'information.

Ah l'heureux temps où les gens ne pouvaient pas s'informer ! Mais il y a pire :

Les moyens d'information sont devenus un véritable miroir déformant de la réalité. Ils doivent montrer ce qui est intéressant, ce qui « frappe ». Donc par définition, ce qui n'est pas le normal quotidien. Les désordres et la contestation reçoivent ainsi une place bien plus large que celle qui devrait logiquement leur revenir.

En somme, Mai 1968, ce n'est pas de la faute aux « triblions gauchistes », comme dit le bon Marchais, mais de la faute à Léon Zitronne, et la séquestration de Guichard par les paysans du blocage nantais a été inspirée

par Jacqueline Beaudrier ou Michel Droit. Que n'y avions-nous songé plus tôt !

Mais l'illustre (?) Otto ne perd pas courage. Les triblions ne sont qu'une minorité. La preuve ? « Paris Match » et la S.O.F.R.E.S. l'ont dit :

L'enquête récemment effectuée pour « Paris Match » par la S.O.F.R.E.S. est très significative à cet égard. Beaucoup jugeront ses résultats bien surprenants.

Ainsi seulement 4 pour cent des jeunes appartiennent aux mouvements gauchistes et 7 pour cent sont communistes - contre 21 pour cent dans le total de la population. 81 pour cent se prononcent pour le mariage traditionnel et seulement 1 pour cent pour les formes collectives scandinaves. 46 pour cent sont opposés aux contraceptifs, etc...

LES DÉLIQUESCENTS DE «ROUGE»

La Bruyère disait que « passer pour un sot aux yeux d'un imbécile est un plaisir délicat ».

Non moins délicat est le plaisir que les marxistes-léninistes éprouvent de se voir taxés de... déliquescence idéologique, et par qui ? Par les trotskystes de « Rouge » !

Ces messieurs ne décolèrent pas depuis le Congrès de l'UNEF, où l'influence des marxistes-léninistes de « l'Humanité Rouge » s'est révélée en force, barrant efficacement la route aux révisos de l'U.N.E.F. - « Renouveau » et aux trotsko-réformards de l'A.J.S. Aussi, peut-on lire dans le n° 59 de « Rouge » (paru le 13 avril), les élucubrations suivantes, signées Henri WEBER :

« l'Humanité Rouge » se targue d'avoir une ligne étudiante élaborée, consignée dans une savante brochure. Mais la déliquescence de ce mouvement est telle que, dans la pratique, les étudiants de H.R. s'alignent le plus souvent sur les Mao-Spontex ou sur les anarcho-maoïstes de la « Gauche Proletarienne ».

Allons, tant mieux ! La jeunesse forme l'essentiel des noirs bataillons de la majorité silencieuse... Ils sont même plus « modérés » que leurs parents ! Avec un peu de chance, cette génération réinstallera le Roi à Paris et l'Empereur à Vienne, payera des cotisations aux syndicats jaunes et à l'U.J.P. !

Vive l'Empereur ! et vive la S.O.F.R.E.S. !

Seulement voilà, mon cher Otto, entre les sondages et la réalité, il y a une certaine marge.

Dans les classes sociales condamnées, comme la votre, on préfère les rassurants mensonges des journalistes, des philosophes et des préfets de police aux ordres... et un beau jour, on se retrouve sans couronne, et même parfois sans tête...

Ils sombrent tour à tour dans toutes les variétés de l'ultra-gauchisme étudiant...»

En fait d'alignement sur la « Gauche Proletarienne », nous signalons ou « brillant » chroniqueur de « Rouge », que son groupe, à l'instar de la G.P., justement, s'est retiré de l'UNEF sans y avoir mené la lutte, se condamnant, comme la G.P., à n'avoir aucune prise sur le mouvement étudiant. (A moins que ce repli stratégique ne soit finalement que la reconnaissance du fait que les étudiants, dans leur masse, sont allergiques aux thèses trotskystes de « Rouge »)...

Les attaques des ultra-droitières de « Rouge » contre l'HR sont fort réjouissantes, si être attaqué par l'ennemi est une bonne chose...

Etre attaqué en même temps par Marchais, Krivine, les magouilleurs de tous poils, et l'appareil répressif de l'Etat bourgeois, voilà qui nous rassurerait sur la justesse de notre ligne, si nous avions le moindre doute à ce sujet.

SECOURS ROUGE (du précédent numéro)

Total précédent		2.125,05 F
Lycée Gabriel Fauré	Paris	10,00 F
C.D.H.R.	Saint-Maur	52,00 F
Des amis	Champigny	30,00 F
C.D.H.R.	Reims	172,00 F
C.D.H.R.	Aubagne	50,00 F
C.D.H.R.	Ermont	30,00 F
Collecte à la librairie		
Le Phénix	Paris	185,75 F
S.	Paris-19 ^e	30,00 F
C.D.H.R. Bergson	Paris	15,00 F
Technicien fac		
de Sciences	Paris	50,00 F
A.J.C.	La Garenne-Colombes	20,00 F
C.D.H.R.	Strasbourg	85,00 F
Un soldat du contingent	Strasbourg	30,00 F
Collecte	Strasbourg	117,50 F
2 sympathisants	Paris-6 ^e	100,00 F
Total général		3.102,30 F

Versé 100 F - pour les camarades Thriot et Rey.

En avant vers les 15 millions (précédent numéro)

Total précédent		122.521,80 F
C.D.H.R. Saint-Maur (Avril)	Saint-Maur	775,00 F
Un lecteur ouvrier	Saint-Maur	4,00 F
Une journée de travail pour les 15 millions et un 16 pages		
Anonyme	Grenoble	50,00 F
C. L.	Marseille	450,00 F
A. J. militaire	Ploermel	81,00 F
R. L.	S. P.	100,00 F
P. C.	Var	10,00 F
	Clermont-Ferrand	20,00 F
Pour les 24 pages du 1 ^{er} mai (collecte)		
C.D.H.R.	Paris	650,00 F
C.D.H.R.	Pau	20,00 F
C.D.H.R.	Salon-de-Provence	50,00 F
G. D.	Arnouville	150,00 F
Collecte à Mariage	Lons-le-Saunier	127,50 F
Une abonnée	Paris-18 ^e	10,00 F
C.D.H.R. Bergson	Paris	35,00 F
Pour un 16 pages permanent		
Anonymes	Paris	175,00 F
Sympathisants ouvriers	Le Mans	225,00 F
C.D.H.R.	Alès	145,00 F
Cercle Eugène Varlin	Versailles-Nord	60,00 F
Un chauffeur poids-lourd	Vitry	370,00 F
P.D.R.	Avignon	30,00 F
Lycée Voltaire	Montreuil	85,00 F
C. M.	Paris	25,00 F
	Mont-de-Marsan	50,00 F
C.D.H.R.	Guingamp	10,00 F
C.D.H.R. (mars)	Strasbourg	200,00 F
A.J.C.	La Garenne	70,00 F
C.D.H.R.	Toulouse	17,00 F
C.D.H.R.	Clermont-Ferrand	30,00 F
R. G.	Aumale	18,00 F
Total général		126.514,30 F

PROCÈS CONTRE «L'HUMANITÉ ROUGE» LE 8 MAI A NANCY

Comme nous l'avons indiqué dans de précédents numéros, la justice bourgeoise attaque notre journal en diffamation et injures publiques pour avoir osé dire que Grosjean, l'exploiteur du bâtiment de Nancy était un buveur de sang et pour avoir reproduit le texte du groupe rouge de combat de Nancy, texte dénonçant ce vil bourgeois pour l'exploiteur qu'il est.

C'est une autre forme d'attaque de l'ennemi de classe, attaque plus ouverte contre notre hebdomadaire marxiste-léniniste.

Dès à présent, mobilisons-nous pour faire de ce procès un procès public contre le patron et l'Etat des monopoles, pour en faire le procès public que nous faisons au système capitaliste et à tous ses valets. Par tracts, affiches, meetings, dénonçons devant les masses ce qu'est la justice de classe de la bourgeoisie, justice au service exclusif de la classe dominante. Le procès aura lieu le vendredi 8 mai 1970, à Nancy, à 9 heures du matin. Que les camarades de la région Est, et en particulier ceux de Nancy et de sa banlieue, assistent et soutiennent, par leur action et leur présence, à ce procès politique.

Faisons de ce procès public une journée de lutte contre les exploiters capitalistes et leurs valets.

A bas la justice bourgeoise !
A bas l'Etat des monopoles !
Vive le socialisme !

ÉCOUTONS CET HYMNE RÉVOLUTIONNAIRE QUI VIENT DU CIEL, C'EST "L'ORIENT ROUGE" !

Jean THIRIOT, ouvrier d'usine, ancien militant du Parti communiste français et de la C.G.T., « resté fidèle à sa jeunesse » et Bernard REY, étudiant communiste marxiste-léniniste, ont été lourdement condamnés par la Cour de Sécurité de l'Etat capitaliste. Mais au regard de l'Histoire, ils figureront parmi les premiers militants révolutionnaires à s'être dressés pour engager avec courage et résolution une lutte conséquente contre la bourgeoisie monopoliste qui exploite et opprime notre peuple, et pour démasquer la trahison révisionniste des dirigeants actuels du Parti « communiste » français. Devant le tribunal, à peine venaient-ils de proclamer, au mépris public de leurs condamnations imminentes : « **Vive la pensée-maotsétoung, léninisme de notre époque !** » qu'éclatait dans le monde l'extraordinaire nouvelle : la Chine socialiste a réussi à placer sur orbite spatiale un satellite de 173 kilos. Deux fois plus lourd que le premier « Spoutnik » soviétique, douze fois plus lourd que le premier « Explorer » américain !

Quelle joie pour Jean et Bernard, pour Michel ZEITINDOJGLOU lui aussi en prison à Nice, quelle joie pour nous tous, quel cadeau inestimable du Peuple Chinois, de son Parti communiste, de son grand dirigeant le président MAO, aux prolétaires et peuples révolutionnaires du monde, en ce 100^e anniversaire de la naissance de LENINE, pour ce 1^{er} mai 1970 !

Les nains révisionnistes et réactionnaires sont atterrés, restent interloqués devant la rapidité de l'ascension de la CHINE Rouge dans tous les domaines. Le journal de la bourgeoisie prétendue libérale « Le Monde », si complaisant pour les guévaristes et faux maoïstes de la « Gauche prolétarienne » et d'autres groupes sans principes, peut bien présenter à sa manière tendancieuse et malhonnête le procès de la Cour de Sécurité de l'Etat bourgeois, ou, toutes les autres feuilles, de « L'Huma-blanche » à « L'Aurore » feindre d'ignorer les condamnations des militants inculpés de « **reconstitution du Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France** », les voici, une fois de plus, ridiculisés précisément par le succès chinois dû à l'idéologie dont se réclament les camarades condamnés, dont nous nous réclameons, dû à l'arme invincible du léninisme de notre époque, la pensée-maotsétoung !

Le contraste est frappant entre la lancée réussie de l'engin chinois d'une part, l'échec de la dernière expérience américaine d'Apollo et la débâcle économique soviétique reconvenue par Brejnev lui-même, d'autre part. En ce 1^{er} mai 1970 brille avec éclat le mouvement ascendant du socialisme dans le monde, en Albanie comme en Chine, tandis que déclinent à une vitesse accélérée l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique.

Mais revenons en France. Le 14 septembre 1968 « Le Monde » s'empressait de commenter un rapport de « **L'Institut stratégique de Londres** » pour expliquer savamment que « **le programme nucléaire chinois accusait du retard** » et dénigrer les réalisations chinoises. Tentative dérisoire en vérité pour se rassurer soi-même et rassurer les lecteurs bourgeois profondément inquiets. La Chine socialiste n'avait-elle pas déjà réussi une première expérience d'explosion atomique le 16 octobre 1964, une première expérience d'explosion thermo-nucléaire le 17 juin 1967 ?

Mao Tsé toung avait proclamé plusieurs années auparavant : « **Le peuple chinois a du caractère et de plus il est capable. Il saura dans un avenir qui n'est pas lointain atteindre et dépasser les niveaux d'avant-garde dans le monde.** »

Dénonçant la trahison du Khrouchtchev chinois, qui prônait la théorie de « **l'escargotisme** », faite de suivisme et soumission aux révisionnistes soviétiques, le président MAO expliquait encore au peuple chinois : « **Nous ne pouvons emprunter les sentiers battus du développement technique suivis par les autres pays,**

nous ne pouvons nous traîner péniblement derrière les autres. Nous devons rompre avec la routine et pleinement tirer profit des techniques d'avant-garde, afin de faire de notre pays, en une période historique pas trop longue, une puissance socialiste moderne. »

Quelles bêtises, quelles inventions calomnieuses n'ont pas publiées les plumitifs révisionnistes et réactionnaires au sujet de la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne ! A les en croire, la Chine aurait été livrée au chaos, à l'anarchie, précipitée dans le gouffre des désordres et l'effondrement de toutes ses structures ; l'économie était sacrifiée, en crise, au bord du désastre ! Tous ces journalistes au service de la domination de classe réactionnaire essayaient de dénaturer et diffamer la directive du président MAO « **faire la révolution et promouvoir la production** » ou bien feignaient d'ignorer le point 12 de la « **Décision du Comité Central du Parti Communiste Chinois sur la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne** », adoptée le 8 août 1966 :

« **Politique à l'égard des hommes de science, des techniciens et du personnel ordinaire : au cours du présent mouvement, il faut continuer à appliquer la politique « d'unité-critique-unité » à l'égard des hommes de science, des techniciens et du personnel ordinaire, pourvu qu'ils soient patriotes, travaillent activement, ne s'opposent pas au Parti et au socialisme et ne soient pas de connivence avec l'étranger. Une attention particulière doit être accordée aux hommes de science et aux membres du personnel scientifique et technique qui se sont distingués dans leur travail. Quant à leur conception du monde et à leur style de travail, nous pouvons les aider à se réformer graduellement.** »

Marchais, partisan comme Marcellin des méthodes de répression dures et violentes contre les « gauchistes » et les « maoïstes », peut bien simuler, pour donner le change à ceux qu'il trompe, son opposition à la « loi anti-casseur » fondée sur la responsabilité collective, à cette loi scélérate fasciste, qu'il a sollicitée à longueur de déclarations, articles et discours ; il peut bien écrire que son Parti ne défendra jamais les militants révolutionnaires ; s'il entend la nouvelle musique qui tourne autour de la terre, il ne pourra plus ignorer qu'il est condamné par l'Histoire, qu'il devra rendre des comptes à la classe ouvrière, pour l'avoir trompée de ses mensonges grossiers sur le Parti Communiste Chinois, sur l'œuvre de Mao Tsé Toung.

Le satellite chinois qu'acclament à l'unisson les peuples d'ASIE, d'AFRIQUE et d'AMERIQUE LATINE, ainsi que les prolétariats révolutionnaires d'EUROPE et d'AMERIQUE DU NORD, constitue déjà un démenti cinglant aux mensonges du Secrétaire général du P.C.F. Celui-ci, à la Mutualité, l'autre soir, prétendant avec impudence célébrer la mémoire de LENINE pour mieux trahir sa doctrine, tenta d'accréditer l'idée que les « **Citations de Mao Tsé Toung** » sont dogmatiques ! Camarades encore adhérents de base du P.C.F. et travailleurs influencés par son idéologie et sa politique, vous qui lisez peut-être « **L'Humanité-Rouge** » pour la première fois, achetez donc ce « **Petit Livre Rouge** » et vérifiez vous-mêmes que MARCHAIS a menti pour vous

induire en erreur et pour servir, avec duplicité et certes de manière camouflée à vos yeux, non pas les intérêts de votre classe, mais ceux de la bourgeoisie.

Marchais agit comme un contre-révolutionnaire et chante en chœur avec la pire réaction dès qu'il s'agit de la Chine rouge, dès qu'il s'agit de la poursuite par Mao Tsé Toung de l'œuvre révolutionnaire immortelle de MARX, ENGELS, LENINE et STALINE !

Quant à vous, camarades étudiants et ouvriers marxistes-léninistes, qui croyez juste de ne pas dissocier dirigeants et militants de base du Parti « communiste » français dans nos légitimes attaques contre l'idéologie et la politique révisionnistes, reportez-vous donc à la sage et juste attitude de principe des camarades chinois vis-à-vis non seulement du peuple soviétique, mais aussi des membres du Parti communiste de l'Union Soviétique, telle qu'elle est exprimée au chapitre 7 du texte « **Léninisme et social-impérialisme** » que nous publions page 22 du présent numéro. Cessez, camarades, d'imaginer que la révolution prolétarienne en France se fera sans ces millions d'hommes et de femmes sincères et honnêtes, trompés encore aujourd'hui par le prestige et le passé d'un Parti vieux de cinquante années ! Comprenez que rien ne sera décisif, si positif soit-il, qui se limite aux facultés, à Vincennes ou à Nanterre, tant que le mouvement révolutionnaire ne partira pas des usines, du cœur de la classe ouvrière, tant qu'il ne sera pas dirigé effectivement par l'avant-garde des ouvriers, par son Parti léniniste de l'époque-maotsétoung, soutenu et appuyé par la masse même de la classe !

Ce 1^{er} mai est l'occasion partout pour les marxistes-léninistes de se rapprocher de la classe ouvrière, d'aller là où elle se trouve réellement, dans le but de l'arracher à l'influence du révisionnisme moderne.

Même si dix ou cinquante nervis du service d'ordre policier du P.C.F. se conduisent envers vous comme des fascistes, déjouez leurs provocations et n'oubliez jamais que, par delà leur attitude, vous avez à gagner des milliers et des centaines de milliers de travailleurs que leurs intérêts de classe doivent conduire à une prise de conscience révolutionnaire, contre la réaction, en démasquant le révisionnisme.

Désormais, au-dessus de nos têtes, passe et passeront le premier satellite chinois et ceux qui le suivront.

Avançons avec enthousiasme !

Jean THIRIOT, Bernard REY, Michel ZEITINDOJGLOU sont condamnés par la justice bourgeoise : mais rien ne pourra empêcher la victoire de la révolution prolétarienne en France comme dans le monde !

Salut au grand marxisme !

Salut au grand léninisme !

Ecoutons cet hymne révolutionnaire, qui vient du ciel et nous engage à l'union et à l'action !

Ecoutons « **L'Orient rouge** » !

Salut à la victorieuse et invincible pensée-maotsétoung !

Vive le 1^{er} mai de lutte et de combat de l'an 1970 !

**Abonnez-
vous...**

Nom	abonnement ordinaire :
Prénom	20 F pour 6 mois
Adresse	40 F par an
.....	abonnement de soutien :
.....	40 pour 6 mois
.....	80 par an
.....	abonnement pour
.....	l'étranger (par avion) :
.....	120 F par an

C.C.P. « L'HUMANITE ROUGE »
30226.72 Centre La Source

A bas la répression! A bas la répre

PARIS: Meeting contre la répression

Le meeting des diverses organisations (C.D.H.R., P.S.U., Lutte Ouvrière, Ligue Communiste, C.A., etc.) qui a eu lieu à la salle Lancry, à Paris, a réuni environ 500 personnes.

On peut faire un très rapide bilan des enseignements qui peuvent être tirés de ce meeting, et en tirer quelques leçons :

1) Une fois de plus, pour ce type d'action, la classe ouvrière était faiblement représentée (10 à 20 % d'après une enquête rapide).

2) Seuls les camarades d'H.R. ont dénoncé, sans ambiguïté, la ligne révisionniste du P.«C.»F. Ils ont été très largement soutenus par la salle. (La plupart des interventions des camarades ouvriers ont été consacrées à dénoncer la trahison révisionniste).

De même, pour la fascisation, bien que là nous devons certainement mener une sérieuse bataille politique.

3) Les trotskystes ont été isolés en défendant leurs positions conciliatrices vis-à-vis du P.«C.»F. (cf. aussi leur « étonnement » quand des centaines de jeunes et des ouvriers acclamèrent à plusieurs reprises le nom de Staline).

4) Si aucune proposition d'action unitaire n'a été décidée à ce meeting, il faut toutefois noter qu'une réunion de bilan est prévue pour cette semaine. Les C.D.H.R. feront des propositions : manifestations pour le procès des marxistes-léninistes (création de comités contre la fascisation, à la base).

D'autre part, ce qui est nécessaire, c'est que les C.D.H.R. développent leur action propre ; l'action unie n'est qu'une étape, un moment de la lutte et nous ne subordonnons en aucun cas notre politique et nos actions à celles des autres mouvements.

Deux enseignements à tirer pour conclure :

— Notre travail parmi la classe ouvrière est très insuffisant. Les divers meetings parisiens regroupent surtout la petite bourgeoisie de gauche. La classe ouvrière reste en dehors du coup.

— Il faut engager le débat sur la question : doit-on ou non conclure des accords avec les courants réformistes, en particulier avec les trotskystes ? Doit-on appliquer le mot d'ordre : « Jamais de compromis » ?

Cette question n'est pas encore éclaircie dans nos rangs. Que les camarades écrivent au journal sur cette question.

N.B. Nous dénonçons l'attitude d'un groupe, qui, bien que ne diffusant plus H.R., s'est présenté à la tribune sous le faux nom de C.D.H.R. alors que ce groupe ne diffuse pas H.R. et l'attaque, n'a pas le droit d'usurper son nom. Que les camarades trompés de ces ex CDHR engage la lutte contre les liquidateurs de notre presse et de notre mouvement.

Manifestation à l'appel de l'U.N.E.F. dirigée par les étudiants amis de « l'Humanité Rouge ».

Le jour de l'ouverture du procès devant la Cour de Sécurité de l'Etat, plusieurs centaines de manifestants ont fait retentir dans Rennes les justes mots d'ordre « libérez THIRIOT ! », « libérez Bernard REY ! ». Un tract contre le projet de loi scélérate et pour la libération des camarades emprisonnés a été largement diffusé.

Un an de prison avec sursis

THIRIOT et REY lourdement condamnés !

Nos deux camarades THIRIOT et REY ont comparu les 23 et 24 avril devant la Cour de Sécurité de l'Etat. Le verdict de la Cour : un an de prison avec sursis et privation des droits civiques. L'avocat général avait demandé huit mois fermes. Les juges ont accordé à nos deux camarades des « circonstances atténuantes » dont on ne sait en quoi elles consistent précisément : devant le manque de preuves évident (aucun témoin n'a pu être cité par l'accusation), il fallait bien trouver un prétexte pour justifier le sursis !

C'est une très lourde condamnation qui rentre tout à fait dans le processus de fascisation caractérisé par l'arbitraire et la répression de purs et simples délits d'opinion. Les charges objectives retenues contre nos deux camarades (découverte de documents et de matériel à ronéoter) n'ont pu être prouvées par M. « l'Accusateur Public » (comme l'a appelé Thiriot). Et face aux explications cohérentes de nos camarades sur la provenance de ces documents et matériel, il a été impossible à l'accusation d'établir en aucune façon que ces « pièces à conviction » leur avaient jamais appartenu ; de même, les cas de REY et THIRIOT d'une part, ceux de BERNIER, MARIE, FILOU, d'autre part, ont été dissociés car « ils étaient très différents ». Et l'on verse au dossier, sans craindre la contradiction, plus de 420 documents divers, des tracts et des journaux locaux surtout, émanant de toutes les régions de France, et dont « l'Accusateur Public » voulait faire des preuves de leur appartenance au P.C.M.L.F. clandestin ! En réalité, si tous ces documents ont été réunis, c'est avant tout pour donner une apparence de légalité à ce procès, et montre le peu de respect que la bourgeoisie a de sa propre légalité : En effet, le décret de dissolution du P.C.M.L.F. et d'autres organisations prononcé le 12 juin 68, en vertu d'une loi de 36 sur les ligues fascistes, n'a pas encore fait l'objet en Conseil d'Etat d'une décision, en ce qui concerne le pourvoi déposé par le P.C.M.L.F., et qui conteste la légalité de ce décret.

Or, le procès fait aux camarades sous l'inculpation de « MAINTIEN et reconstitution du P.C.M.L.F. » est DEJA, avant que le Conseil d'Etat n'ait statué, la première APPLICATION du décret du 12 juin.

Il fallait donc que la Cour de Sécurité de l'Etat fasse la preuve de son pouvoir à statuer : c'est pourquoi « l'Accusateur Public » s'est évertué à rechercher dans des centaines de tracts et journaux locaux divers, la justification du décret du 12 juin. Il lui fallait pour cela prouver :

1) que le P.C.M.L.F. « avait provoqué à des manifestations armées » en mai 68 ;

2) que le P.C.M.L.F. portait atteinte « aux formes républicaines de l'Etat ».

(Deux conditions contenues dans la loi de 36 pour permettre de dissoudre les ligues fascistes).

Face à cet arbitraire, nos deux camarades THIRIOT et REY ont eu une attitude exemplaire devant la police et au procès : ne fléchissant jamais sous les questions du juge, fournissant une argumentation cohérente malgré leur fatigue et le régime auquel ils ont été soumis, (rappelons qu'ils ont obtenu le droit de se voir une heure par jour dans la cour de la prison, une semaine seulement avant le procès).

Chacun d'entre eux a fait une déclaration politique, dénonçant sans équivoque la justice de classe, et récusant la Cour de Sécurité de l'Etat. Le camarade THIRIOT a montré clairement dans sa déclaration la fascisation du régime et l'étape que représente leur procès dans cette fascisation. A la fin de son intervention, des applaudissements ont éclaté de toutes parts provoquant la fureur du président qui a fait évacuer « ceux qui applaudissaient ». Ici encore, la bourgeoisie a montré qu'elle était capable de violer sa propre légalité et qu'en aucun cas nous ne devons compter sur sa « justice ».

Cependant, la peine est lourde, mais elle aurait pu l'être plus encore si LE SOUTIEN POPULAIRE NE S'ETAIT PAS MANIFESTE : un camarade d'atelier de THIRIOT, témoin, a apporté avec lui plus de 700 signatures provenant de l'atelier et de la ville de THIRIOT ; des télégrammes n'ont pas cessé d'affluer pendant tout le procès. La crainte de la pression populaire est un élément déterminant : nous pouvons et nous devons à l'avenir intensifier le soutien de masse aux camarades mis en accusation par la justice de classe.

D'ailleurs, la bourgeoisie a tenté de dissimuler au maximum le sens et même l'existence de ce procès au public : peu de public admis dans une salle minuscule et maintenue aux trois-quarts vide, « haie d'honneur » de gardes mobiles mitrailleuse prête à tirer, C.R.S. non loin de là, mais soigneusement dissimulés, flics en civil en grand nombre, tout s'est passé à la sauvette, sans la moindre publicité.

La bourgeoisie a bénéficié de la complicité de sa presse. La plupart de ses journaux sont restés muets. « Le Monde », à dessein, ne développe que les subtilités juridiques, et tronque les déclarations de nos camarades pour dénaturer leur portée

politique. Madeleine JACOB, chroniqueuse judiciaire révisionniste, déclare en baillant pendant l'argumentation politique de M' MOUTET, que « les plaidoiries politiques l'ennuient », et sur ces bonnes paroles, s'en va.

TOUT au cours de la détention, de l'instruction et du procès des camarades, la bourgeoisie a montré qu'elle n'entendait reculer devant rien ; elle a franchi une nouvelle étape dans la fascisation, créant un précédent important : l'application contre les militants prolétariens d'un décret qui dévoyait une loi destinée dans son esprit à combattre le fascisme, une condamnation pour un simple délit d'opinion. Nouvelle étape caractérisée aussi par les moyens employés : accusation complètement démunie de preuves de l'appartenance des camarades au P.C.M.L.F., incapable... et pour cause, de citer des témoins, fondée presque uniquement sur des rapports de police.

Face à ces marionnettes de Marcellin, nous saurons développer à l'avenir un soutien de masse aux camarades mis en accusation par la bourgeoisie, leur assurer un appui efficace, mettre entre « l'Accusateur Public » et nos camarades le rempart des masses populaires.

« QUELLE EST LA MURAILLE REELLEMENT INDESTRUCTIBLE ? CE SONT LES MASSES, LES MILLIONS ET LES MILLIONS D'HOMMES, QUI, DE TOUT LEUR CŒUR, DE TOUTES LEURS PENSEES, SOUTIENNENT LA REVOLUTION. »

(Mao Tsé Toung, « Petit Livre Rouge », p. 99).

La bourgeoisie peut arrêter un, dix, cent camarades, elle ne pourra pas nous empêcher de marcher vers le socialisme.

Correspondant « H.-R. ».

LYON: Meeting pour exiger la libération de THIRIOT et REY

450 personnes se sont regroupées à l'appel des comités F.U. de Lyon, des comités d'action U.N.E.F. pour un Front Uni, des marxistes-léninistes de l'« Humanité-Rouge », et avec le soutien des minorités syndicales enseignantes (Ecole Emancipée et Rénovation Syndicale), L'A.G.E.L. et le P.S.U. ont refusé de s'associer au meeting ; ils imposaient la participation de la Convention des Institutions républicaines, du Parti « socialiste », de la Voix « prolétarienne » et de la Ligue « communiste », un cartel démobilisateur sous l'égide des sociaux-démocrates. Nos camarades, femmes des emprisonnés Thiriot et Rey ont réaffirmé qu'à aucun moment elles n'ont perdu courage, et que la voie de la révolution nécessitait des sacrifices, car l'ennemi de classe ne nous ferait aucun cadeau. C'est cette même volonté inflexible, que deux camarades du Mans, juste au lendemain de leur mise en liberté provisoire nous ont exprimée. Malgré les dures conditions de détention et les mesures vexatoires, à aucun moment ils n'ont perdu confiance : la classe ouvrière de France triomphera et abattra le capitalisme.

Les camarades de F.U. et de l'Ecole Emancipée ont dénoncé les nombreux faits de répression qui se multiplient dans la région lyonnaise comme dans toute la France. Le camarade mar-

xiste-léniniste de l'« H.-R. » a précisé qu'il fallait lier la lutte contre la répression à la lutte contre la fascisation : c'est ainsi qu'au moment où le pouvoir s'apprête à juger nos deux camarades emprisonnés, il prépare une loi fasciste contre les soit-disant « casseurs ». Les camarades de la F.E.A.N.F. après avoir fait le point sur la lutte qu'ils ont entreprise pour la réintégration d'un étudiant noir exclu d'une cité universitaire, ont affirmé leur entière solidarité aux marxistes-léninistes emprisonnés, anti-impérialistes conséquents qui ont prouvé par leurs actes et non seulement par leurs paroles leur solidarité avec les luttes de libération nationale des peuples africains.

C'est une ferme détermination qui a animé tous les participants du meeting, le pouvoir bourgeois peut frapper les masses populaires et les militants d'avant-garde, jamais il n'entravera le développement de la révolution.

C'est aux accents de l'Internationale que les participants se sont séparés. La lutte continue.

Ce ne sont pas les mesures d'intimidation des flics qui avaient cerné la salle du meeting qui changeront quelque chose. D'ailleurs plus d'une centaine de militants sont passés au travers des barrages de police.

ssion! A bas la répression! A bas la

LA DÉFENSE ACCUSE!

Déclaration de Jean THIRIOT devant la Cour de Sûreté de l'État

Messieurs,

Ce procès est grave. L'accusation — c'est-à-dire le gouvernement — vise à travers nous le P.C.M.L.F. qui a fait appel contre le décret de dissolution du 12 juin 1968. En effet, notre condamnation entraînerait presque obligatoirement le rejet de cet appel ; péserait lourd sur la décision du Conseil d'Etat qui doit statuer très prochainement.

Ce procès est grave. C'est aussi le biais choisi pour s'attaquer à la liberté d'opinion et d'expression des marxistes-léninistes. En effet, le délit d'opinion n'existant pas encore dans notre Code, il lui est substitué le délit de coalition. Et l'obstacle est tourné.

Ce procès s'inscrit clairement dans le cadre du processus de fascisation poursuivi par le pouvoir des monopoles pour s'opposer à la montée des luttes populaires qui se multiplient et se durcissent dans les couches victimes de la politique du pouvoir.

Peu de temps avant sa mort, le grand Staline nous avait prévenus de tels faits : « ... Autrefois, disait-il, devant le XIX^e congrès du P.C. de l'Union Soviétique le 14 octobre 1952, autrefois la bourgeoisie se permettait de jouer au libéralisme, elle défendait les libertés démocratiques bourgeoises et se créait ainsi une popularité. Maintenant il ne reste plus trace du libéralisme. Les prétendues libertés individuelles n'existent plus, les droits de l'individu ne sont reconnus maintenant qu'à ceux qui possèdent un capital, et tous les autres citoyens sont considérés comme un matériel humain brut, bon seulement à être exploité. Le principe de l'égalité en droits des hommes et des nations est foulé aux pieds, il est remplacé par le principe qui donne tous les droits à la minorité exploiteuse et prive de droits la majorité exploitée des citoyens. Le drapeau des libertés démocratiques bourgeoises est jeté par dessus bord », et Staline indiquait : « Je pense que ce drapeau, c'est à vous représentants des partis communistes et démocratiques, de le relever et de le porter en avant si vous voulez rassembler autour de vous la majorité du peuple. Nul autre que vous ne peut le relever ». Staline avait raison.

Oui, en France, il n'y a de liberté réelle que pour les riches ! Dans les usines, l'O.S. est-il libre d'échapper aux cadences épuisantes imposées par les chefs sous peine de licenciement ? Est-il libre de ne pas faire d'heures supplémentaires alors que les monopoles organisent la vie chère en taxant durement les produits de première nécessité, alors que les loyers sont très chers ? Est-il libre ? Les milliers d'ouvriers immigrés sont-ils libres de refuser d'accomplir les travaux les plus insalubres, les plus dangereux et les plus mal payés ? Le vieux travailleur est-il libre de mourir moins vite malgré une retraite de misère et l'abandon si fréquent ? Et le jeune ? est-il libre d'échapper au chômage qui le frappe souvent au sortir de l'école ? La jeunesse des facultés est-elle libre de recevoir un enseignement scientifique conforme aux intérêts de la classe ouvrière, à l'avenir socialiste de la France ? Son diplôme en poche lui donne-t-il la liberté d'avoir du travail ? Les petits paysans sont-ils libres de rester sur une terre qui ne les nourrit plus, du fait des bas prix auxquels sont achetés leurs produits ? Les petits commerçants sont-ils libres de continuer à travailler à côté des géants

du commerce qui les conduisent à la faillite, aidés il est vrai par les taxes différenciées de l'Etat des monopoles ? Sont-ils libres ? Voilà des causes du profond mécontentement populaire.

C'est parce que le gouvernement a peur de ce mécontentement général et des luttes qui s'ensuivent qu'il réduit les libertés démocratiques et décrète hors-la-loi les marxistes-léninistes et d'autres opposants ; hors-la-loi et à l'ombre.

Il est prévisible que cette fascisation du régime s'aggravera en même temps que se multiplieront et se durciront encore les luttes populaires appelées à lui faire échec. Aussi, ce procès n'est pas seulement destiné à faire provisoirement peur, il tend aussi à rendre coutumier dans la justice de ce pays les poursuites pour délit de coalition contre les adversaires politiques de l'Etat. Quand des procès de ce type auront fait jurisprudence on jugera à Paris comme à Athènes.

Ce procès présente un aspect assez particulier qu'il faut noter : à l'exclusion de tout autre chef d'inculpation... et pour cause... le délit de coalition est seul invoqué. C'est en vertu du décret du 12 juin 1968 que se déroule ce procès politique, avec, pour un semblant de justification l'appui d'un précédent qui fait date : la loi contre les ligues factieuses de 1936.

Vous remarquerez que cette loi de 1936 vise exclusivement à réprimer les groupes armés, les milices privées et tous les groupements désireux de porter atteinte « aux formes républicaines de l'Etat ».

Comme vous devez le savoir, ni les statuts et programme du P.C.M.L.F., ni nos propres activités ne répondent aux délits caractérisés par cette loi. Nous comprenons donc pourquoi le réquisitoire définitif — dont nous avons reçu copie à la prison — évoque une fabuleuse organisation occulte, à laquelle il ne manque guère que le chiffre du code, les caches d'armes, les signes de reconnaissance, etc.

Nous n'avaliserons pas, un tant soit peu, par d'inutiles dénégations les allégations fantaisistes de l'accusation dont nous comprenons la démarche. Ces développements imaginatifs visent à étoffer un dossier bien maigre et à serrer le procès sur un plan purement organisationnel.

On ne peut pas ne pas remarquer que si le décret en vertu duquel nous sommes inculpés date du grand affolement réactionnaire du printemps 1968, ses origines profondes remontent dix ans plus tôt, en 1958. C'est en mai 1958 que le régime le plus démagogique et le plus rétrograde que la France ait connu depuis la Libération était mis en place par la fraction gaulliste soutenue par l'Etat-Major colonial. Dix ans de promesses non tenues et d'exploitation renforcée des travailleurs avaient provoqué l'explosion de colère populaire que l'on sait, mais que le pouvoir bourgeois redoublant sa propagande insidieuse et permanente s'efforce de présenter comme le fruit d'on ne sait trop quelle conjuration ténébreuse. Et pourtant un proverbe bien de chez nous recommande de « ne jamais parler de corde dans la maison d'un pendu ». C'est vrai que des ministres, membres du gouvernement qui nous poursuivent, préparaient au printemps 1958 la future tournée des popotes par une préalable tournée des Etats-Majors d'Afrique du Nord, intrigant et retournant des officiers supérieurs

contre la République. C'est vrai aussi que quelques années après ils s'affrontent à leurs anciens complices et à cette occasion créent la Cour de Sûreté de l'Etat. Degueldre et Bastien Thiry sont morts, les autres condamnés ont été libérés, mais ce tribunal d'exception est resté en place. Contre qui donc est-il destiné à sévir, si ce n'est contre les adversaires du régime capitaliste, les M.L. en premier lieu, mais aussi contre les autres démocrates, adversaires du gouvernement, et les circonstances y conduisent ! La loi sur la répression collective serait une arme de plus contre les forces populaires, mais l'histoire nous enseigne que les décrets scélérats passent alors que les masses qui sont la vie demeurent et se développent. Mais c'est parce qu'il a peur de la révolte consciente et organisée de notre peuple que le pouvoir exerce sa violence de classe pour tenter d'endiguer la montée des luttes et perpétuer ainsi sa domination malfaisante. C'est vrai qu'on ne compte plus les interpellations et arrestations journalières des diffuseurs de presse, de tracts et des afficheurs souvent sauvagement matraqués. C'était déjà au nom de la liberté et de l'ordre que le pouvoir a envoyé en juin 1968 ses troupes de répression tuer deux ouvriers de Sochaux qui, comme moi, occupaient leur usine. Ces mêmes forces de répressions assassinaient à Flins Gilles Tautin, militant M.L. tombé à 17 ans. Saluons ces martyrs exemplaires. Plus récemment les casques noirs de Marcellin ont enfoncé les portes des dépôts de l'E.D.F. avec des bulldozers se faisant accompagner de voyous fascistes ceinturés de tricolore, prétendus représentants d'une ainsi dite « majorité silencieuse », mais en vérité factieux notoires organisés dans d'occultes S.A.C. et C.D.R. Ces formations de guerre civile sont des associations caractérisées de malfaiteurs, leur dernier crime connu date de l'assassinat d'un jeune afficheur progressiste dans le Nord de la France. Mais ces organisations ne sont pas dissoutes ; et — pourtant il suffirait de leur couper les protections et les fonds officieux. Pourquoi le parquet n'ordonne pas d'enquête sur ces nouveaux et anciens cacouards, héritiers des méthodes terroristes du R.P.F. : ils sont liés aux têtes du régime et de toute évidence aux organismes de répression de l'Etat bourgeois : police politique et renseignements généraux en particulier. On sait que le gouvernement invoque toujours de prétendus désordres ou violences pour justifier sa véritable violence de classe. Il est permis de se demander s'il ne les crée pas de toutes pièces en certaines occasions qui lui semblent opportunes. Ainsi le sabotage d'un caténaire sur la voie ferrée n'arrivait-il pas à point à la veille de condamner lourdement des dirigeants du mouvement commerçant de l'Isère ? Ainsi l'explosion au consulat de Grèce à Lyon n'est-elle pas survenue la veille même d'un meeting en faveur de notre libération, deux jours avant ce procès ? Mais, même lorsque la vigilance prévient et empêche la provocation, la répression s'abat, comme à l'usine Vallourec, où les C.R.S. ont agressé les ouvriers en grève en en blessant une douzaine. Il semble là que les coups de téléphone de la chambre patronale ont une valeur impérieuse pour les préfets et le ministère de l'Intérieur. Mais le jour vient où les responsables de

tels faits comparaitront devant des cours populaires où ils auront à rendre compte de leurs actes, de leurs ordres et arrêts. Un jour nous connaîtrons donc toute la vérité et les agents du capital de quelque rang soient-ils seront jugés et condamnés par les tribunaux du peuple, insensibles à toute pression. Avant de terminer, je veux éclairer une confusion et un amalgame malveillant propagés à grand fracas par les révisionnistes français qui ont inventé pour les besoins de leur mauvaise cause un « fascisme dit de gauche » appelé parfois « fascisme de toutes tendances ». Pour nous, M.L., nous réproprons les attentats individuels, les commandos de style anarchiste ou guévariste, la violence de petits groupes que ne comprennent pas les masses ouvrières et populaires. Nous affirmons que seule l'action révolutionnaire des masses, dirigée par la classe ouvrière et son Parti d'avant-garde permettra la révolution prolétarienne. Parce que je suis resté un ouvrier communiste, fidèle à l'idéal de mes 20 ans où j'adhérais au P.C.F. en 1951, parce qu'en conséquence je n'ai jamais accepté que l'on farde Lénine en Jésus-Christ ni avilisse la rigueur révolutionnaire et offensive du léninisme, je veux saluer ici, au lendemain du 100^e anniversaire de sa naissance, la mémoire de Vladimir Illich et aussi Mao Tsé Toung, le Lénine vivant de notre époque, géant de la pensée et de l'action. Guidé par les enseignements de nos grands maîtres : Marx, Engels, Lénine, Staline et Mao Tsé Toung, je suis plus assuré que jamais de l'inévitable victoire révolutionnaire de ma classe, la classe ouvrière qui, seule, a le droit de me juger. C'est dire que je récuse votre tribunal. La justice de la dictature de la bourgeoisie peut bien emprisonner des hommes, des militants comme moi-même, mais elle n'arrêtera plus la marche des idées.

Le règne de la bourgeoisie finira bientôt. Demain il y aura en France une démocratie populaire garantie par la dictature du prolétariat qui sera dix mille fois plus démocratique que le régime de la bourgeoisie actuelle, comme le prévoyait Lénine.

Vive le marxisme-léninisme toujours jeune et invincible. Vive l'Albanie Rouge et son grand dirigeant Enver Hodja.

Vive la Chine Rouge et Mao Tsé Toung, le Lénine de notre époque. Qu'il vive longtemps, très longtemps.

Clermont-Ferrand :

Soutien aux emprisonnés !

La veille de l'ouverture du procès de la Cour de Sûreté de l'Etat, et le jour du centième anniversaire de la naissance de Lénine, les C.D.H.R. de Clermont-Ferrand, le Puy, Langeac et Aurillac avaient organisé un meeting sur la Chine en 1970.

Indépendamment du succès remporté sur ce thème, soulignons qu'à de nombreuses reprises, la salle, ardente, scandait de justes mots d'ordre contre la répression et la fascisation, exigeant notamment les acquittements de Jean THIRIOT et Bernard REY. Une motion fut d'ailleurs votée en ce sens, à l'unanimité, dès l'ouverture du meeting.

Près de 300 francs furent récoltés.

DES COMITÉS D'ENTREPRISE...

Le débat dans H.R. a porté récemment sur la nature des collaborations de classe des Comités d'Entreprise. La question, telle quelle a été posée par le C.D.H.R.-Nanterre, sous la forme d'une sentence, ne nous paraît pas la meilleure façon d'aborder le problème. Faut-il jeter l'enfant avec l'eau sale du baquet ? Donnons quelques éléments de discussions à nos lecteurs, et nous désirons surtout que nos camarades ouvriers, lecteurs, nous écrivent pour nous faire part de leurs expériences. Bien entendu, ils pourront lier ce problème avec celui du rôle des délégués, et de ces permanents, de leur bureaucratisation progressive, et nous apporter leurs suggestions pour éviter le pourrissement des hommes par la pratique des C.E., et si c'est leur avis qu'il faut rejeter les C.E.

Le Comité d'entreprise a, selon la législation, deux rôles :

1) *Un rôle économique* qui permet aux membres du Comité, élus par les salariés, d'être informés et d'émettre leur avis sur la marche de l'entreprise. En aucun cas le droit de propriété de l'entreprise n'est transféré au Comité d'entreprise. Les élus n'ont qu'une voix consultative et aucun pouvoir de décision ni de gestion sur elle.

La C.G.T. revendique l'obligation de publier des bilans d'entreprise des sociétés mères et de leurs filiales dans les groupes industriels et financiers.

Elle désire avoir le droit d'examiner le « bilan consolidé » regroupant l'ensemble des bilans des sociétés-mères et de leurs filiales.

Elle demande l'extension de la compétence de l'expert-comptable du C.E. sur l'ensemble du territoire, et l'obligation de fournir tous les documents comptables permettant une véritable connaissance du bilan.

Elle demande des pouvoirs plus étendus des C.E. en vue de lutter contre les licenciements et les réductions d'horaires, sans compensation de salaires.

Elle voudrait l'obligation d'instituer dans les secteurs publics et nationalisés des organismes avec pouvoir de décision, notamment en matière économique.

Bien entendu, elle demande une augmentation croissante du nombre des élus, et des heures payées par délégué.

2) *Un rôle social* car par suite de l'ordonnance de 1945, le C.E. a la gestion des œuvres sociales qui n'ont pas la personnalité civile. Ces œuvres sociales peuvent comprendre :

a) Les institutions sociales de prévoyance et d'entraide telles que les institutions de retraites, les sociétés de secours mutuels.

b) Les œuvres sociales tendant à l'amélioration des conditions de bien-être, telles que les cantines, les coopératives de consommation, les logements, les jardins ouvriers, les crèches, les colonies de vacances.

c) Les œuvres sociales ayant pour objet l'utilisation des loisirs et l'organisation sportive.

d) Des institutions d'ordre professionnel ou éducatif attachés à l'entreprise ou en dépendant, telles que les bibliothèques, les cercles d'études, les cours de culture générale et d'enseignement ménager, mais à l'exclusion des centres d'apprentissage et de formation professionnelle.

e) Les services sociaux chargés de veiller au bien-être du travailleur de l'entreprise, de faciliter son adaptation à son travail et de collaborer avec le service médical de l'entreprise et chargé de coordonner et de promouvoir les réalisations sociales décidées par le Comité d'entreprise et PAR LE CHEF D'ENTREPRISE.

f) Le service médical propre au C.E. et éventuellement institué dans l'entreprise par le C.E. à titre d'œuvre sociale (à ne pas confondre avec le service de médecine du travail qui est à la charge de l'employeur).

Le patronat transformait jusqu'à maintenant les C.E. en instrument de collaboration de classe en les arrachant à l'influence et au contrôle des syndicats. Leurs pouvoirs, comme on le voit ci-dessus sont très limités. Aujourd'hui, le danger de collaboration est plus grand car le contrôle des syndicats, dans la mesure où ils sont enfoncés dans le réformisme ou le révisionnisme, ne peut être qu'un contrôle intégré à l'intérêt de l'entreprise. Il faut que la lutte de la classe ouvrière dirigée par les comités de base et les syndicats rouges donne aux travailleurs la direction des comités d'entreprise. Cette direction des C.E. n'en sera effective qu'après le renversement violent de la dictature de la bourgeoisie.

Noisy-le-Sec : Les ouvriers immigrés quittent la salle avec le C.D.H.R. lors d'une réunion révisionniste

Depuis quelques temps le CDHR Noisy-le-Sec mène une campagne sur le bidonville de Noisy (par collages, tracts, panneaux sur le marché, pétition révolutionnaire pour appeler les gens à l'action et regrouper les éléments avancés).

D'autre part, le C.D.H.R. de Noisy-le-Sec est lié aux travailleurs immigrés avec lesquels il fait de l'alphabétisation, et organise la défense de leurs droits face à la répression patronale.

Face à l'implantation grandissante du C.D.H.R., les dirigeants révisos du P.«C.»F. et de la C.G.T. ont tenté une entreprise de récupération en projetant à la Maison des jeunes et de la Culture un film nommé « étrangers étrangers » portant sur la question des travailleurs immigrés. Ensuite commençait le débat, bien organisé par un parterre de pontes et de permanents (Gouhier, ancien député, un permanent de l'U.D. bâtiment, entre autres).

Dans leur cerveau, le débat devait déboucher sur la désintégration de l'alpha du C.D.H.R. et à l'intégration de nombreux travailleurs immigrés dans la C.G.T.

Car, pensaient-ils, « les membres du C.D.H.R. ne manqueraient pas de tomber dans le panneau en arrivant à cette réunion avec de nombreux travailleurs immigrés. Mais malheureusement pour eux, les dirigeants révisos ont soulevé un lourd pavé pour se le laisser tomber sur les pieds. Dès le début, les dirigeants du P.«C.»F. et de la CGT se lancent dans de grands discours ronflants sur l'unité des travailleurs immigrés et des travailleurs français, et se posent comme les défenseurs de la classe ouvrière et des travailleurs immigrés. Mais si les dirigeants révisos aiment s'enivrer de beaux discours, les travailleurs immigrés eux, jugent sur des faits, sur la réalité. Justement, dans la salle, un travailleur immigré venait de faire une triste expérience de la trahison réviso. Dans une boîte de Noisy (fonderies Paris Seine), les ouvriers français et immigrés s'étaient unis en grève pour une augmentation de salaire. Au bout de quelques jours de lutte,

le délégué C.G.T. annonce royalement aux travailleurs : « Camarades, nous avons gagné ! Le patron accorde l'augmentation, nous pouvons reprendre le travail ! » Mais ce traître avait « oublié » de préciser que seuls les travailleurs français avaient touché l'augmentation. Quant aux travailleurs immigrés, qui représentent 50 % du personnel de la boîte, le délégué-collabo de la C.G.T. leur a dit de se débrouiller tout seuls avec le patron.

Voilà un bel exemple de l'unité travailleurs français-immigrés telle que la conçoit la C.G.T. !

Toujours est-il que cela n'empêche pas les pontes de continuer à se glorifier des « bienfaits » (imaginaires bien entendu) qu'ils accordaient aux travailleurs ; puis ils passèrent à l'attaque directe du C.D.H.R. de Noisy, en l'accusant de parler beaucoup et d'agir peu !

Mais les travailleurs immigrés savent bien qui les défend et qui les aide efficacement ; finalement, écœurés par toutes les calomnies et les mensonges déversés par les dirigeants révisos sur le C.D.H.R., ils sont tous sortis de la salle avec le C.D.H.R. et une bonne partie des gens étrangers au P.«C.»F. et ses combines (les trois quarts de l'assistance est sortie) après que le C.D.H.R. ait répondu aux attaques du P.«C.»F., laissant monsieur le député réviso et ses sous-fifres tout déconfits, seuls dans la salle pour discuter entre eux, car le débat était évidemment terminé.

Les travailleurs immigrés savent qui sont leurs amis et qui sont leurs ennemis ; ils combattent avec ceux qui luttent pour l'égalité des salaires entre travailleurs français et immigrés, pour qu'ils aient des logements décentes à bas prix, pour que les grèves ne profitent pas aux cadres avec augmentation par pourcentage (comme le défend la C.G.T. avec sa hiérarchisation) mais pour des augmentations de salaire inversement proportionnelles qui profitent aux ouvriers les plus exploités.

C'est seulement dans la lutte que se forge l'unité français-immigrés sur des revendications communes, et non en se trahissant les uns les autres comme les révisos, qui démobilisent les travailleurs.

A BAS LA HONTEUSE SUREXPLOITATION DES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS !

A BAS LA TRAHISON DES RÉVISOS !

VIVE L'UNITÉ TRAVAILLEURS FRANÇAIS-IMMIGRÉS !

VIVE LA LUTTE CLASSE CONTRE CLASSE !



AFFICHEZ "H. R."

ALBERT (Somme) :

80 licenciements chez Hydronord

Une bombe vient d'éclater sur ALBERT : Hydronord licencie son personnel :

- 80 travailleurs au chômage ;
- 80 familles dans le besoin.

De même chez Delprat : 25 licenciements la semaine dernière, 17 cette semaine, et ainsi de suite, un peu partout on licencie.

Voilà, camarades, ce que réserve le capital aux travailleurs : le chômage, la misère.

En fait, les capitalistes ne sont rien d'autre que des « NEGRIERS » : pour eux, le travailleur est du bétail qu'on utilise un certain temps, après quoi on s'en débarrasse ; un peu comme on jette un citron après l'avoir pressé.

Et bien « NEGRIER », nous ne sommes pas d'accord avec vous ! Nous ne sommes pas du bétail, ni même des bêtes de « somme », et votre règne touche à sa fin.

Chez Hydronord, on licencie suite à la faillite ; c'est-à-dire suite à l'ANARCHIE CAPITALISTE !

Mais rassurons-nous tout de suite sur le sort des patrons ; leurs porte-monnaies ne sont pas encore vides, car ils ont suffisamment « fait d'argent » sur le dos de leurs ouvriers. Pour les patrons, une seule préoccupation : GAGNER DE L'AR-

GENT, GAGNER ENCORE DE L'ARGENT, GAGNER TOUJOURS DE L'ARGENT ! Pour cela, EXPLOITER DE PLUS EN PLUS DURÉMENT LES TRAVAILLEURS.

Quand cela va mal, quand la situation d'un patron est mauvaise, et bien tout simplement « on liquide et on s'en va » laissant sur le pavé et la misère des familles entières. VOILA LA BELLE MORALE DE NOS NEGRIERS D'AUJOURD'HUI ; VOILA LA MORALE CAPITALISTE !

Et bien camarades, cela nous ne l'acceptons pas : NOUS VOULONS QUE ÇA CHANGE ! Mais ça ne changera pas tout seul ; pas avec les bras des autres ; il faudra qu'on s'y mettent tous, et qu'on débarrasse le plancher des négriers et autres suceurs de sang de la classe ouvrière.

Face à cela, que font les centrales syndicales traditionnelles ? RIEN, comme d'habitude ! Mieux même, certains syndicats, dont la C.G.T., répandent l'illusion que le régime capitaliste pourra assurer le plein emploi, que le chômage est dû à une mauvaise organisation. C'est là toute une ligne de trahison, car le CHOMAGE EST UN ELEMENT ESSENTIEL DU RE-

GIME CAPITALISTE ; il permet au capital d'avoir une masse importante de chômeurs (environ 1 million) avec laquelle il peut faire pression sur les ouvriers : chantage sur les salaires, étouffement des droits syndicaux... « Si tu n'es pas content, prends la porte, y en a d'autres qui ne demandent qu'à travailler », tel est le refrain des « NEGRIERS » capitalistes.

Face à ces bons gérants des intérêts du capital et à leurs singeries, les travailleurs ne s'endormiront pas ; non, ILS S'ORGANISERONT A LA BASE DANS L'ACTION. Ils prendront leurs tâches en main et ils iront toujours de l'avant, afin que le régime capitaliste cède la place au socialisme.

Camarades, il y aura encore de NOMBREUX AUTRES LICENCIEMENTS, ET DE NOMBREUSES AUTRES FAMILLES DANS LA MISÈRE SI NOUS LAISSONS FAIRE LES « NEGRIERS » CAPITALISTES !

ALORS RIPOSTONS A LA DICTATURE DES PATRONS !

REJOIGNONS LE COMITE DE LUTTE MARXISTE-LENINISTE !

LES PATRONS SONT DES BUVEURS DE SANG ET CELA DOIT CHANGER !

Pour un syndicalisme offensif

Déclaration unitaire de militants syndicalistes marseillais

Depuis l'automne dernier, à l'initiative de militants du FRONT UNI, des syndicalistes appartenant à diverses fédérations et confédérations, et des militants exclus ou à l'écart de ces organisations en raison de leur hostilité au réformisme ancien et nouveau, ont confronté leurs expériences de travailleurs syndicalistes et de révolutionnaires. Conscients de la nécessité pour le mouvement ouvrier de s'affranchir de la tutelle des appareils syndicaux, tous réformistes et tous soucieux de maintenir la volonté de lutte de la classe ouvrière dans des limites inoffensives pour l'Etat capitaliste, ils se sont efforcés de mettre en lumière les moyens utilisés par ces appareils pour continuer à duper les travailleurs. Mais, comptant également du développement inégal de la prise de conscience des travailleurs, de leur degré plus ou moins avancé de démythification par rapport aux organisations qui prétendent parler en leur nom, ces militants se sont gardés de préconiser des recettes toutes prêtes et applicables partout.

Néanmoins, le document qu'ils ont élaboré constitue une base sur laquelle le plus large accord est possible, entre syndicalistes désireux de sortir le syndicalisme de l'ornière réformiste ou néo-réformiste où les états-majors politiques et syndicaux corrompus ou « récupérés » l'ont embourbé.

Il ne constitue pas un point final au débat ouvert au sein de la classe ouvrière, à Marseille comme dans toute la France.

Au contraire, ses auteurs ne le considèrent que comme une première et modeste contribution à ce débat.

Il y en aura très probablement d'autres, car certains des points soulevés (coordination des luttes, hiérarchie, question des travailleurs immigrés, etc.) méritent un sérieux approfondissement.

Il va sans dire que, dans l'esprit de ses rédacteurs le « syndicalisme révolutionnaire » n'a rien à voir avec l'anarcho-syndicalisme de naguère. L'emploi de cette expression leur a été dictés par le fait que les organisations syndicales actuelles tournent le dos à la révolution, (ainsi que chacun a pu le voir en mai 1968, et depuis) alors que dans sa masse, — et bien que mystifiée par les bonzes et les politiciens de tous poils, — la classe ouvrière est et reste plus que jamais révolutionnaire.

D'ores et déjà cette prise de position a soulevé un grand intérêt, tant à Marseille que dans d'autres centres où cet appel a été popularisé. A Marseille même, des travailleurs appartenant à d'autres corporations que celles mentionnées, se sont joints aux premiers signataires.

Il nous a paru utile de faire connaître ce travail aux lecteurs de l'« H.-R. », surtout à un moment où, au sein de l'avant-garde révolutionnaire, s'est instauré un débat sur la nature et les perspectives du syndicalisme, débat dont l'importance ne saurait être sous-estimée.

Correspondant « H.-R. »

COLLABORATION OU LUTTE DE CLASSE ?

Mai 1968 a soulevé un immense espoir parmi les travailleurs français. Un an et demi après, il ne reste plus rien de la « grande victoire de Grenelle » et chaque militant syndical, chaque syndiqué, chaque travailleur, se pose sous des formes diverses, la même question : « Que faire ? »

Que faire pour que la volonté de lutte qu'on sent présente, se transforme en lutte effective et surtout en lutte victorieuse.

A travers la pratique de leurs centrales syndicales, à partir des positions prises en Mai 68 par les directions confédérales, nombre de militants syndicalistes, (certains de très longue date) constatent la faillite de la stratégie syndicale, qui tourne de plus en plus le dos à la lutte des classes.

Des camarades, animés par la volonté commune de définir une base minimum pour un syndicalisme révolutionnaire, ont décidé de proposer ce projet. Ce texte ne peut prétendre être complet, mais il réalise une tentative de « fusion » entre la pratique à la base dans différentes luttes, et la volonté de mettre au clair les enseignements essentiels qui en découlent.

POUR L'UNITE DES LUTTES A LA BASE. CONTRE LES RECUPERATIONS ELECTORALISTES.

Bien des travailleurs entrent en lutte sur des revendications apparemment catégorielles, mais qui en fait ne sont que des aspects particuliers de revendications générales (par exemple, pendant la dernière grève des roulants, la refonte du règlement P4R sur les roulements n'est que la forme particulière de l'amélioration des conditions de travail). Il n'est évidemment pas question de condamner le principe des luttes partielles, mais de souligner que le rôle d'un militant syndical, que ce soit pour appeler d'autres travailleurs à rejoindre le mouvement ou pour organiser le soutien de ces luttes, doit être de montrer l'aspect général de ces revendications, et d'expliquer que ces luttes partielles sont en fait la lutte de tous les travailleurs. Au contraire il n'est pas étonnant que ce soit les mêmes dirigeants syndicaux qui aient insisté tout le temps sur l'aspect « strictement » catégoriel de la lutte des roulants et qui ont empêché explicitement les autres cheminots de rejoindre le mouvement. Enfin, les résultats positifs d'une lutte catégorielle ne doivent, en aucun cas, être acquis aux dépens des autres catégories de travailleurs, mais doivent au contraire constituer un encouragement à l'action.

De même, lorsque éclatent des luttes séparées dans des branches parallèles ou dans la même ville, ne pas tenter de coordonner ces luttes à la base par des explications d'abord, des meetings et des manifestations communes ensuite, consiste à jouer objectivement le rôle de diviseurs.

En septembre, sur le port de Marseille on voyait en même temps une grève illimitée chez Durbec, un mouvement revendicatif dans le reste de la réparation navale, un chez les dockers, juste après un mouvement des officiers et des marins de remorqueurs, juste avant un chez les peintres de bord, tout cela pendant la grève des roulants, et aucune initiative n'a été prise par qui que ce soit en vue d'unifier les luttes à la base, afin de les renforcer. Cette nécessaire coordination des luttes de masse que nous souhaitons, n'a évidemment rien à voir avec les affirmations du type « pour continuer la lutte, tous, dans l'unité, vous voterez pour un tel ».

De même, la coordination des luttes engagées par les travailleurs ne passe pas par un coude à coude Billoux-Derre. Nous tenons à affirmer très nettement que nous combattons toutes les « récupérations politiques » de type électoraliste telle celle tentée en Mai 68 à la mairie de Marseille et celle camouflée aux manifestants, du 22 Novembre 1968, rue de la République à Marseille (manifestation régionale).

La rencontre des travailleurs en lutte se fait contre le pouvoir du capital et ses valets ; la social-démocratie est de ceux-là.

LUTTER D'ABORD AVEC CEUX QUI N'ONT A PERDRE QUE LEURS CHAINES.

Les efforts des militants syndicalistes doivent être portés avec attention sur les couches les plus exploitées du prolétariat : travailleurs immigrés, prolétariat des régions sous-développées et des départements d'outre mer, salariés agricoles, main-d'œuvre féminine. Par contre, il faut dénoncer le caractère profondément ambigu du travail réalisé en direction des nouvelles couches petites-bourgeoises (techniciens supérieurs, maîtres, cadres moyens) ou carrément bourgeoises (cadres supérieurs), assimilées frauduleusement au prolétariat sous le terme de salariés. Pour ces couches, dont le salaire est une partie de la plus-value extorquée à la classe ouvrière, l'action ne peut se faire sur des thèmes comme « défense des conditions de vie » ou « défense du niveau de vie » équivalant en fait de « garantie des privilèges ».

C'est uniquement en se battant sur des mots d'ordre reliant leurs luttes à celles de la classe ouvrière qu'on peut prétendre intervenir auprès des couches petites-bourgeoises : lutte contre la répression (« pas de flics à l'EGP », libertés syndicales et politiques, contre les licenciements, contre le système du pouvoir hiérarchique répressif à l'entreprise, frauduleusement justifié par la compétence).

D'ailleurs, dans les faits, les syndicalistes qui ont largement dirigé leur action vers ces catégories, ont du même mouvement, ralenti ou pratiquement cessé toute activité en direction des travailleurs immigrés, salariés agricoles ou autres couches surexploitées. De plus, à mesure que le patronat et l'Etat développent une campagne de contractualisation des salariés sous statut, les militants syndicaux doivent sans négliger de lutter contre cette campagne, diriger leur action vers les travailleurs sans contrat, ainsi que vers les travailleurs embauchés par les « loueurs d'hommes » qui forment la plupart du temps une catégorie surexploitée.

TRAVAILLEURS FRANÇAIS ET IMMIGRES, UN SEUL COMBAT.

La solidarité inconditionnelle à l'égard de nos frères les travailleurs immigrés (espagnols, portugais, grecs, yougoslaves, marocains, algériens, tunisiens, mauritaniens, sénégalais, etc...) chassés de leur pays par le sous-développement, le néo-colonialisme ou le fascisme, est pour le mouvement ouvrier un strict devoir qui découle du fait qu'ils sont partie intégrante du prolétariat du pays où ils subissent l'exploitation capitaliste.

Dans ce domaine il faut critiquer sans ménagement la carence totale des Centrales syndicales, pour qui ces travailleurs ne sont pas « intéressants » du fait qu'ils ne disposent pas du bulletin de vote et ne rentrent pas dans les calculs électoralistes des partis politiques dont elles sont le prolongement syndical.

POUR L'UNITE INTERNATIONALE DES LUTTES.

La solidarité militante et multiforme à l'égard du prolétariat des pays industriels avancés (Allemagne, Italie, Grande Bretagne, Belgique, Suède, etc...), dont les luttes sont sœurs de nos luttes, et dont les objectifs sont identiques, est un devoir d'internationalisme prolétarien.

La nécessité de cette solidarité réside dans le fait que les ennemis et les exploités du prolétariat des métropoles industrielles sont les mêmes que ceux des peuples dominés par le néo-colonialisme et le fascisme.

Ils n'ont pas d'autre vote que de lutter ensemble, et n'en ont jamais eu d'autre.

DEFENSE DE LA HIERARCHIE - DEFENSE DES PRIVILEGES.

La défense de la hiérarchie des salaires, est, en soi, un mot d'ordre réactionnaire qui préserve et augmente les hauts salaires donnés aux cadres répressifs pour leur fidélité à la bourgeoisie et accentue la division catégorielle que la bourgeoisie instaure parmi les ouvriers. Sans pour cela revendiquer, l'égalité immédiate des salaires, nous devons lutter à chaque instant pour que le grand mot d'ordre de la classe ouvrière « à travail égal, salaire égal » soit appliqué dans toutes ses conséquences. En outre, nous devons lutter pour que toute augmentation de salaire soit la même pour tous (et non hiérarchisée). Nous devons lutter pour que les abatements de zone soient supprimés ; qu'aux jeunes de moins de 18 ans soit payé intégralement leur dû et que toute discrimination soit abrogée envers les travailleurs immigrés ou les femmes travailleuses.

DEVELOPPER LES LUTTES ET NON LES BRISER.

Tout militant ou organisation syndical, qui propose à un moment donné des formes de lutte en deça des possibilités, commet une erreur opportuniste. Au fur et à mesure que ces erreurs deviennent systématiques, apparaît une ligne de collaboration de classe. Il n'y a pas de forme de lutte à rejeter a priori, mais chaque lutte restreinte doit être un tremplin pour élargir le mouvement et non un moyen de l'enterrer. On a actuellement certaines formes de lutte, comme Journées d'action, grève de 24 heures, pétitions, qui servent objectivement d'exutoire, ou de « soupe de sûreté » à une réelle volonté de lutte et ce n'est pas par hasard si ce type de luttes est tellement déconsidéré aux yeux des ouvriers depuis Mai 68.

PAS DE BONZES A LA TETE DES LUTTES.

La lutte des masses suppose la plus large démocratie pour les masses. Les luttes impulsées ou dirigées par des militants n'auront de forces profondes que si la large masse des travailleurs qui y participent, participent aussi à la discussion sur les modes d'action, le type de lutte et les objectifs à entreprendre. En cas de grève illimitée nous devons toujours insister pour que se crée un comité de grève, désigné par tous les grévistes, rassemblant syndiqués et non syndiqués, français et immigrés hommes et femmes, et responsable de ses actions devant tous les grévistes. Par contre les comités de grève composés de permanents de syndicats et de délégués passant la moitié de leur temps en délégation, ne peuvent représenter valablement les travailleurs.

Il faut aussi se garder d'un certain type de « démocratie », copiée sur la légalité bourgeoise, qui permet de se retrancher derrière les éléments les moins conscients et les moins combattifs des travailleurs. La pratique systématique du vote à bulletin secret, du référendum, etc... isolant le travailleur de tous ses camarades de combat, a un rôle de frein indésirable.

POUR DES COMITES DE GREVE NES DE L'ACTION.

L'élément principal d'une lutte sera toujours la participation résolue de la masse des travailleurs et non pas les négociations entre représentants patronaux et représentants syndicaux. De plus ces négociations doivent être dirigées par les comités de grève de base désignés par les travailleurs en lutte, composés de grévistes et d'entrepreneurs voisins toujours insister pour que se crée un comité de grève, désigné par tous les grévistes, rassemblant syndiqués et non syndiqués, français et immigrés hommes et femmes, et responsable de ses actions devant tous les grévistes. Par contre les comités de grève composés de permanents de syndicats et de délégués passant la moitié de leur temps en délégation, ne peuvent représenter valablement les travailleurs.

LES CONTRATS DE PROGRES, NOUVELLE ETAPE VERS LE SYNDICALISME « INTEGRE »

Une des principales attaques de la bourgeoisie à l'égard des travailleurs est de tenter d'enfermer le mouvement syndical dans un cadre fixé par elle. Le préavis de grève est une des plus importantes parmi ces attaques. Pour un syndicat, accepter le préavis de grève, c'est accepter que tout mouvement soit le fruit d'une cogitation en chambre de permanents et non le résultat d'une prise de conscience de masse, c'est briser toute action de masse.

De même, si la bourgeoisie cherche à imposer au mouvement syndical, la pratique systématique de commissions paritaires où tous les problèmes sont discutés en dehors de toute lutte de masse, c'est bien parce qu'elle y trouve son intérêt. Et lorsque des dirigeants syndicaux déçoivent, voire même brisent, une lutte partie de la base, sous prétexte de ne pas gêner la réunion prochaine d'une commission paritaire, ils rentrent pleinement dans la tactique du patronat. Enfin, le type le plus achevé de tentative d'intégration syndicale est le principe des contrats de progrès qui engage les syndicats pour une longue durée et liquide en fait le droit de grève. La signature par un syndicat d'un tel contrat est, en toute circonstance, inadmissible.

POPULARISONS LES LUTTES.

La force principale des travailleurs, c'est toujours la lutte organisée des travailleurs eux-mêmes. Une aide délicate peut être la solidarité d'autres travailleurs ou de la population. Toute lutte, pour peu qu'elle ait une certaine ampleur, doit être popularisée le plus largement auprès des travailleurs des parties similaires ou d'entreprises voisines d'abord, auprès des usagers des services publics s'il s'agit des travailleurs d'un service public, auprès de l'ensemble de la population ensuite. La solidarité qu'on essaiera d'obtenir pourra être des collectes en espèces ou en nature, des débrayages ou manifestations de soutien, ou même l'organisation systématique d'une action prolongée dont le meilleur exemple était les comités d'usagers des tramways marseillais d'il y a quelques années. L'absence totale d'initiatives de ce type lors des grèves dures comme celle des roulants ou des dockers rejoint la volonté systématique de division.

INTERET "NATIONAL" - INTERET DES EXPLOITEURS. A BAS LE CAPITAL.

Nous affirmons que le syndicalisme doit se fixer comme but la disparition du salariat et du patronat, et donc, la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme. Mais ceci ne doit pas rester une affirmation de principe. Pour nous cela implique que nous militons pour faire dépasser aux luttes de masse le cadre acceptable par la bourgeoisie, c'est-à-dire le cadre de son Etat. Mieux, cela implique que dans toutes nos actions nous nous efforçons d'implanter parmi les travailleurs ce but qui n'a rien de commun avec la réussite d'un bon score aux élections organisées par la bourgeoisie.

Enfin, il n'est pas question pour nous de militer pour l'intérêt « national », encore moins « général » ; le seul intérêt que nous défendons, est celui de classe des travailleurs.

UNIFIONS LES EFFORTS DES SYNDICALISTES REVOLUTIONNAIRES.

Quoi qu'en disent leurs porte-parole, aucun des Centrales syndicales, à l'heure actuelle, ne défend ces positions qui nous paraissent pourtant une base minimum pour permettre aux travailleurs d'avancer vers des succès décisifs.

Ce texte ne prétend évidemment pas clore le débat ouvert au sein du mouvement syndical, il ne constitue qu'un des éléments de ce débat qui devra nécessairement se poursuivre, au fur et à mesure que le syndicalisme rejettera la voie de la collaboration de classe pour la voie de la lutte de classe.

La plupart des rédacteurs de ce texte militent dans des organisations syndicales différentes. Ils continueront à y militer, aussi longtemps que cela leur sera possible pour y défendre sans compromission les positions énoncées ci-dessus, afin de rassembler autour d'elles tous les travailleurs fidèles au syndicalisme révolutionnaire. D'autres se trouvent déjà à l'extérieur de toute organisation (parfois à la suite d'exclusions anti-statutaires).

Tous appellent les militants syndicalistes et les travailleurs qui seraient d'accord avec cette plateforme, sans distinction d'opinions ou d'appartenance syndicale à la faire connaître et à essayer de coordonner leur action de syndicalistes révolutionnaires, malgré l'opposition déterminée de toutes les Centrales syndicales. Ils leur recommandent, par tout où les conditions sont d'ores et déjà réunies, la constitution de comités d'unité et d'action à la base, de comités de lutte, de comités de base, de comité d'action, etc... Ils leur demandent de travailler séparément ou en commun avec eux, sous des formes qui seront à déterminer, à répandre partout ces idées du syndicalisme révolutionnaire qui ont mené les travailleurs à toutes les victoires qu'ils ont obtenues dans le passé, et qui les mèneront demain à la victoire définitive sur le capitalisme exploiteur.

Ont déjà approuvé ce texte, à Marseille, des militants appartenant aux organisations syndicales suivantes :

- Syndicat des cheminots C.G.T. (actifs et retraités)
- Syndicat de la métallurgie C.G.T.
- Syndicat du personnel des compagnies de navigation C.G.T.
- Syndicat national des personnels de l'Enseignement supérieur C.G.T.
- Syndicat du personnel des banques C.G.T.
- Syndicat de la direction générale des impôts C.G.T.
- Syndicat de la Mutualité Sociale Agricole C.F.D.T.
- Syndicat des employés de la Sécurité Sociale C.F.D.T.
- Syndicat général de l'Éducation Nationale C.F.D.T.
- Syndicat national des instituteurs F.E.N.
- Syndicat national de l'enseignement secondaire F.E.N.
- Syndicat national de l'enseignement supérieur F.E.N.
- Syndicat national de l'Éducation Physique de l'enseignement public (professeurs) F.E.N.
- Syndicat national des chercheurs scientifiques F.E.N.
- Union Nationale des Étudiants de France
- Des travailleurs exclus de la C.G.T. pour leur critique publique de la capitulation de Grenelle
- Des militants ouvriers non syndiqués du bâtiment.

Camarades, le collectif de militants auteurs de cet appel n'a comme « moyens financiers » que le soutien matériel des travailleurs. Après lecture, diffusez cet appel ou mieux, reproduisez-le.

APPEL AUX CHEMINOTS (ACTIFS ET RETRAITÉS)

Des inscriptions erronées, de bonne ou de mauvaise foi, déformant sur le fond le sens de son appel aux cheminots, le Comité d'Initiative National cheminot pour l'unité à la Base et dans l'Action en a modifié la forme, comme ci-dessous. Cette nouvelle rédaction, qui n'a rien d'immuable, devrait donner satisfaction aux révolutionnaires authentiques. Le Comité d'Initiative insiste cependant sur les aspects pratiques de la conférence qui semble avoir été sousestimée par

certain, au profit du seul aspect théorique vu d'une manière unilatérale. Le Comité d'Initiative souligne que l'aspect principal de la Conférence Nationale des cheminots est qu'elle était la première tentative de la réorganisation de la classe ouvrière, à l'échelle d'une corporation, en France, sur des positions de lutte de classe, en dehors des centrales syndicales traditionnelles, réformistes et révisionnistes, de collaboration de classe.
Le Comité d'Initiative.

CONTRE LA TRAHISON, RÉORGANISONS-NOUS SUR UNE JUSTE LIGNE DE LUTTE DE CLASSES !

A la suite de leur désapprobation de la ligne réformiste des différentes centrales, des militants cheminots, cadres et exécution, de tous les services et de toutes les régions, d'appartenance syndicale très diverse, ou même démissionnaires, ou encore exclus anti-démocratiquement de la C.G.T. à la suite de leurs positions de lutte de classes, se sont réunis en CONFÉRENCE NATIONALE DES CHEMINOTS RÉVOLUTIONNAIRES, à Paris, le 7 février 1970, sous l'égide du journal « FRONT UNI ».

Ces camarades ont confronté leurs expériences pratiques de lutte de classes depuis bien avant Mai-Juin 1968, dans le cadre local, régional ou national, soit au sein de Comités d'Action, Comités de Base ou sous diverses autres formes, toutes riches d'enseignements.

De cette confrontation, il est ressorti que le courant anti-réformiste, déjà présent chez les cheminots dès le début des années 60, a connu un développement impétueux depuis le grand mouvement de masse révolutionnaire du printemps 1968. La collaboration de classe, pratiquée depuis des années par les appareils syndicaux de toutes les fédérations, C.G.T. en tête, ouvertement par certaines, et plus subtilement selon les circonstances, mais plus dangereusement pour le mouvement ouvrier, par les dirigeants de la C.G.T., jadis glorieuse, a constitué pour les cheminots, actifs et retraités, un dur enseignement par la négative.

De plus en plus nombreux, les travailleurs du rail rejettent franchement cette politique syndicale de trahison. FIDÈLE A LA LIGNE SUIVIE AUTREFOIS PAR LES ANCIENS, LES CAMARADES MOMMOUSSEAU, SEMARD, CATELA et WODLI, ILS REPRENENT EN MAIN LE DRAPEAU DE LA LUTTE CLASSE CONTRE CLASSE, POUR L'ABOLITION DU PATRONAT ET DU SALARIAT PAR L'INSTALLATION DU SOCIALISME LIBÉRATEUR.

DEFENDRE LES REVENDICATIONS ELABOREES PAR LA BASE !

Face aux marchandages sans principe, conclus sur le dos des travailleurs par les dirigeants de tous les appareils syndicaux, que ces compromis s'appellent GRENELLE, « contrat de progrès », « accord cadre », etc... LA CONFÉRENCE APPELLE TOUS LES CHEMINOTS, actifs et retraités, en liaison avec la lutte de tous les autres travailleurs, à DEVELOPPER LA LUTTE QUOTIDIENNE POUR L'AMÉLIORATION DE LEURS CONDITIONS D'EXISTENCE, SUR LE TERRAIN MEME DU RÉGIME EXISTANT, SEULE VOIE POUR DEVELOPPER LA LUTTE DE CLASSE PROLETARIENNE DES CHEMINOTS VERS LE BUT ULTIME : LA CONQUÊTE DU POUVOIR PAR LA CLASSE OUVRIÈRE, MOYEN UNIQUE DE RÉALISER LA SUPPRESSION DÉFINITIVE DU PATRONAT ET DU SALARIAT.

En opposition aux revendications définies bureaucratiquement par les appareils syndicaux, LA CONFÉRENCE APPELLE TOUS LES CHEMINOTS, actifs et retraités, à défendre de façon intransigeante, pour les faire aboutir, les revendications suivantes, qui émanent de la base elle-même :

— ANNULLATION DE TOUTES LES SANCTIONS POUR ACTION SYNDICALE OU POLITIQUE, et réintégration dans tous leurs droits, des cheminots révoqués ou autrement sanctionnés.

— SALAIRE DE BASE A 1 000 F (SOIT 1 200 F, ECHELLE 2, ESAI), PAR MOIS, sans abattement de zone, immédiatement, avec la révalorisation correspondante des RETRAITES ET PENSIONS, et l'intégration de tous les éléments du traitement.

— LES 40 HEURES IMMÉDIATES ET SANS ÉTAPE, avec refonte complète de la réglementation du travail, le P4 des roulants, comme celui des sédentaires.

— ABOLITION DE L'AUGMENTATION SYSTEMATIQUE DES SALAIRES AU POURCENTAGE.

— Resserrement de l'éventail hiérarchique avec diminution du nombre des échelles.

— Mise à la retraite d'office à 50-55 ans, selon le cas, avec interdiction des cumuls.

— Respect et INVIOUABILITÉ DU DROIT DE GREVE, sous toutes ses formes.

— Respect et inviolabilité du régime des retraites de 1911 et de celui de la Caisse de Prévoyance, sinon pour de nouvelles améliorations à l'avantage des cheminots actifs et retraités.

— Libre choix du médecin.

— Garantie de l'emploi et du déroulement normal de la carrière, avec la péréquation des retraites.

— Refus de « l'Accord-cadre » signé par toutes les directions syndicales, parce qu'il est la reconnaissance du fait accompli pour la mise en application du plan de démantèlement de la S.N.C.F. selon les impératifs monopolistes, et qu'il va, en fin de compte, à l'encontre des intérêts globaux des cheminots.

— REFUS ET DENONCIATION DES PRETENDUS « ACCORDS-PROGRES » DE COLLABORATION DE CLASSES qui lient l'obtention de revendications légitimes à la prospérité de l'entreprise en fonction du prétexte fallacieux de « rentabilité » pour mieux masquer le « profit » des trusts et des monopoles. Ces accords, qui interdisent toute action pendant leur durée, avec la signature approbative des directions syndicales, ont pour but, en fait, de réglementer et limiter le droit de grève, arme spécifique des travailleurs contre le capital. Ils ont pour conséquence d'intégrer les syndicats complices à l'appareil répressif de l'Etat qui se portent garants que leurs adhérents ne bougeront pas pendant la période considérée, qu'eux-mêmes ne lanceront pas de

mot d'ordre de grève, et ne couvriront pas les grévistes éventuels. Le fait que les appareils syndicaux, qui ont bénéficié de droits nouveaux considérables, comme les subventions et payes de permanents par la S.N.C.F., n'aient jamais pris la responsabilité, depuis Mai 1968, de lancer un seul mot d'ordre de grève à l'échelon national, brisant le préavis de cinq jours, laisse supposer que des ACCORDS SECRETS DE CE TYPE, ONT ÉTÉ PASSÉS AVEC LE POUVOIR, à GRENELLE et après.

LUTTER POUR LA DESTRUCTION DU SYSTÈME CAPITALISTE !

Devant le vaste plan de démantèlement de la S.N.C.F. au profit de la politique des monopoles, LA CONFÉRENCE CONSIDÈRE que l'outil de travail des cheminots doit être défendu par UNE ACTION COMMUNE SUR LE PLAN GLOBAL ET NATIONAL DE TYPE FRONT UNI ANTI-MONOPOLISTE, GRACE A L'ALLIANCE A LA BASE DES CHEMINOTS AVEC LES AUTRES TRAVAILLEURS CONCERNÉS, ET LES POPULATIONS LABORIEUSES DES RÉGIONS CONDAMNÉES A L'ASPHYXIE ÉCONOMIQUE. EN EFFET, LA LUTTE CONTRE LA POLITIQUE DE DÉMÉNTELEMENT EST INSEPARABLE DE LA LUTTE GÉNÉRALE DU SYSTÈME CAPITALISTE.

LA CONFÉRENCE CONSIDÈRE comme inopérante et illusoire toute lutte de type électoraliste qui placerait la défense de l'outil de travail sous la direction et l'initiative de notabilités arrivistes et politiciennes quelles qu'elles soient.

LA CONFÉRENCE CONSIDÈRE que le démantèlement de la S.N.C.F., organisé par le pouvoir, et opéré au nom de la rentabilité et du profit, consiste, à plus ou moins long terme, à créer un VASTE MONOPOLE PRIVÉ DES TRANSPORTS, D'IMPORTANCE EUROPÉENNE, PAR AIR, MER, FER ET ROUTE. Ce monopole des transports serait au service du grand plan politique des monopoles français qui consiste à ériger sur le territoire national 7 à 8 métropoles industrielles qui se développeraient en rendant des régions de plus en plus désertiques et vidées, à la fois, de leur économie traditionnelle et de leur population.

LA CONFÉRENCE CONSIDÈRE que la lutte populaire contre le plan des monopoles de démantèlement de la S.N.C.F., et pour un véritable aménagement routier, ne doit pas être seulement défensive, pour une survie artificielle et arriérée des campagnes, mais au contraire doit viser à la réalisation du socialisme dans notre pays, qui seule permettra la remise en valeur réelle de l'économie des régions rurales menacées. Ceci ne sera possible qu'en système socialiste, grâce à la nationalisation et la coordination scientifique de tous les moyens de transport : mer, air, fer, route, véritable service public dans l'intérêt exclusif du peuple. La nationalisation en système capitaliste, et l'histoire le prouve, ne sert qu'à mieux servir la politique des monopoles.

Cette remise en valeur des régions économiques actuellement asphyxiées par les monopoles, entraînera alors inévitablement un nouvel essor des transports ferroviaires : multiplication des dessertes, création de nouvelles lignes, notamment dans les directions transversales, etc... en application d'UN PLAN NATIONAL DE DÉVELOPPEMENT DES TRANSPORTS PAR CHEMIN DE FER, SOUS RÉGIME SOCIALISTE.

LA CONFÉRENCE PRÉCONISE LA TACTIQUE DES LUTTES SUIVANTES !

Face au sabotage des luttes des cheminots par les directions syndicales, au moyen de la parcellisation et du cloisonnement professionnel et catégoriel, les cheminots doivent mettre l'accent sur l'aspect général des revendications, sur l'unité à la base avant, pendant et après l'action, dans toute lutte locale et catégorielle, afin de favoriser l'extension maximum du combat revendicatif, seule voie pour aboutir à des défaites de l'Etat-Patron. Ils doivent également développer la solidarité active avec la lutte des autres travailleurs pour permettre l'extension maximum du combat de la classe ouvrière.

Face à la tactique de récupération électoraliste des centrales syndicales qui tendent à utiliser la classe ouvrière au nom de la « démocratie avancée » ou autre « alternative démocratique » comme force d'appoint dans les luttes entre les divers clans de la bourgeoisie, sans mettre en cause les fondements de l'exploitation de l'homme par l'homme, LA CONFÉRENCE APPELLE LES CHEMINOTS actifs et retraités à rejeter la tutelle des appareils fédéraux intégrés à l'Etat bourgeois. Ceux-ci ont montré suffisamment qu'ils n'étaient ni capables, ni désireux de mener la lutte revendicative des cheminots vers des victoires.

LE SYNDICAT UNIQUE DE LUTTE DE CLASSES !

Faisant la somme de leurs expériences, fruit de plusieurs années de lutte à la base, aux côtés de leurs camarades de travail, les cheminots présents à la conférence, appellent tous leurs camarades, actifs et retraités, quel que soit leur appartenance syndicale à S'ORGANISER PARTOUT OU LES CONDITIONS SONT D'ORES ET DÉJÀ REMPLIES POUR DES ACTIONS A LA BASE, A L'AIDE DE COMITES DE BASE, QU'ILS DOIVENT CRÉER POUR LES DIRIGER EFFICACEMENT. CES COMITES DE BASE, A L'IMAGE DE CEUX DÉJÀ CONSTITUÉS DANS DIVERS ÉTABLISSEMENTS ET RÉGIONS, SONT L'EMBRYON DE LA FUTURE CENTRALE SYNDICALE UNIQUE, OUTIL INDISPENSABLE POUR MENER A SON TERME LA LUTTE DES TRAVAILLEURS CONTRE LE POUVOIR DES MONOPOLES.

A cet effet, un COMITE D'INITIATIVE POUR LA CRÉATION ET LA COORDINATION DES COMITES DE BASE « CHEMINOTS » A ÉTÉ DESIGNÉ PAR LA CONFÉRENCE QUI A DÉCIDÉ ÉGALEMENT LA PARUTION D'UN JOURNAL INTITULÉ « UNITE-CHEMINOTS ».

LA CONFÉRENCE invite tous les Comités isolés existant, ainsi que les camarades cheminots isolés, en accord avec les principes contenus dans cet appel, à prendre contact avec le Comité d'Initiative, par l'intermédiaire du journal « FRONT UNI », 17, rue du Sentier, Paris-2^e.

EN AVANT POUR LA CRÉATION DE COMITES DE BASE !

EN AVANT POUR LA FUTURE CENTRALE SYNDICALE UNIQUE DE LUTTE DE CLASSE !

EN AVANT POUR L'ABOLITION DU PATRONAT ET DU SALARIAT !

Le Comité National d'Initiative Cheminots pour l'unité à la base et dans l'action.
Paris, le 7 février 1970.

1^{er} MAI 1970

Message à tous les cheminots

Le Comité d'Initiative National Cheminot pour l'Unité à la Base et dans l'Action, est persuadé que ce Premier Mai 1970 marquera une étape importante dans l'histoire des cheminots, pour leur réorganisation révolutionnaire en dehors des centrales syndicales traditionnelles de collaboration de classe.

Le Comité rappelle que le 1^{er} mai est placé sous l'unité de la classe ouvrière, dans chaque pays et dans le monde entier, contre le capitalisme et pour la disparition de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Des bornes de l'histoire glorieuse du Premier Mai sont rouges du sang des travailleurs de tous les pays. Mais chaque année il apporte de nouvelles victoires sur le capitalisme et l'impérialisme.

Deux ans après le Mai révolutionnaire de 1968, le Comité appelle les cheminots, actifs et retraités, à faire de cette journée internationale, un Premier Mai de lutte anti-capitaliste et de solidarité anti-impérialiste.

En liaison avec les travailleurs de toutes les autres corporations, à la tête des Comités de Base, d'Action, des Comités de Front Uni, les cheminots, pendant cette journée du 1^{er} mai, porteront leurs efforts en priorité :

1) EN FRANCE :

Vers les couches les plus durement exploitées du prolétariat : travailleurs immigrés, salariés agricoles, main-d'œuvre féminine et les jeunes.

2) SUR LE PLAN INTERNATIONAL :

a) Vers les victimes de l'impérialisme français, en premier lieu vers le peuple en lutte armée du Tchad et vers les peuples de Djibouti, de la Réunion, de la Guadeloupe, Martinique, Guyane, Comores, etc...

b) Vers les peuples qui, l'arme à la main, ou par d'autres moyens, luttent contre l'impérialisme américain et ses fantoches : Corée du Nord, Chine, Vietnam, Laos, Cambodge, Thaïlande, Birmanie, Indonésie, Japon, Palestine, Saint-Dominique, Amérique Latine, Afrique, etc.

c) Vers les peuples qui luttent contre l'agression ou les menaces agressives du social-impérialisme : peuples Chinois, Albanais, Roumains, etc...

d) Vers les peuples d'Europe Centrale et Orientale soumis au joug

des cliques révisionnistes qui ont rétabli le capitalisme en U.R.S.S., en Yougoslavie et dans la plupart des pays ex-socialistes de cette région du monde.

e) Vers les autres peuples en lutte contre le néo-colonialisme et le fascisme en Asie, Amérique Latine et Afrique.

f) Vers les peuples des autres pays capitalistes.

Le Comité d'Initiative adresse son fraternel salut internationaliste et prolétarien à tous les cheminots de France et du monde, ainsi qu'à la classe ouvrière mondiale.

VIVE LE 1^{er} MAI !

VIVE L'INTERNATIONALISME PROLETARIEN POUR L'ABOLITION DU PATRONAT ET DU SALARIAT PAR L'AVENEMENT DU SOCIALISME !

3) Le Comité d'Initiative National Cheminot pour l'Unité à la Base et dans l'Action, réuni le 18 avril 1970, décide la convocation d'une deuxième conférence nationale des cheminots pour le dimanche 21 juin, à Paris.

Sont invités à y assister :

a) Tous les cheminots actifs et retraités et Comités de Base ou d'Action cheminots en accord avec l'appel aux cheminots lancé par la première conférence.

b) Tous les Comités Front Uni travailleurs-étudiants, etc... participant ou désirant participer activement à la lutte des cheminots sur la base de l'appel.

c) Tous les autres groupes cheminots menant des actions identiques et parallèles, en dépit de certaines divergences tactiques ou stratégiques :

- Action cheminots ;
- Cheminots P.S.U. ;
- Etc...

d) Comme observateurs des camarades ouvriers des Comités F.U., et C.D.H.R. intéressés par l'expérience des cheminots.

A l'ordre du jour, nous proposons un débat sur le développement, l'organisation et la coordination des luttes de classe à la S.N.C.F., en liaison avec celles des autres travailleurs, et en toute indépendance vis-à-vis des centrales syndicales traditionnelles.

- Pour toutes demandes de renseignements et de contacts, s'adresser au journal, qui transmettra.

PARIS : Solidarité prolétarienne avec les éboueurs en grève !

Quelle est leur situation ? Quelles sont leurs revendications ?

Tout le monde sait d'abord qu'il s'agit d'un travail très pénible, salissant, où les travailleurs attrapent facilement des maladies.

Les éboueurs et chauffeurs de bennes sont employés soit par la ville de Paris, soit, pour certains chauffeurs, par des sociétés privées à qui le gouvernement a concédé ce service.

Les chauffeurs travaillent sept jours par semaine sur la base de 44 h par semaine. Ils sont payés 1.250 F par mois.

Les éboueurs sont encore plus exploités. 54 1/4 h de travail par semaine, salaire de 770 F environ pour un éboueur débutant.

Encore le salaire est-il divisé. 20 % du salaire est considéré comme prime de « résidence », prime qui saute en cas de maladie.

Pour les chauffeurs comme pour les éboueurs, les revendications portent entre autres sur les salaires, la semaine à 40 h, l'intégration de la prime dans le salaire, la retraite à 55 ans.

Parmi les éboueurs, la grande majorité est constituée d'ouvriers immigrés qui ne bénéficient pas du statut de la Fonction Publique. Ils ne deviennent pas titulaires au bout d'un an comme les camarades français, mais sont considérés comme « saisonniers » même s'ils font ce travail toute leur vie. Aussi leur salaire n'augmente pas avec l'ancienneté. Ils peuvent être licenciés du jour au lendemain, en fonction des « besoins », c'est-à-dire si ils deviennent « indésirables » en se manifestant dans une lutte par exemple, ou bien pour raison de « plan d'austérité » pour les masses laborieuses.

Une des principales revendications est NON AUX LICENCIEMENTS ! Les éboueurs qui ramassent les poubelles doivent aussi nettoyer les rues, et l'après-midi les marchés.

Quand des immigrés, à force d'économies sur leur salaire de misère, veulent revoir leur pays, généralement ils y restent deux mois. S'ils n'y sont pas allés depuis plusieurs années.

Avant ils reprenaient normalement leur service. Aujourd'hui, ils sont licenciés et réembauchés à leur retour, ce qui leur fait sauter les primes de fin d'année.

Quant à la retraite, il est légitime que les travailleurs qui font un travail qui use avant l'heure aient leur retraite à 55 ans.

Avant 1949, la loi le leur avait accordé. Mais une loi a alors décidé que, à partir de 1949, seuls auraient leur retraite à 55 ans ceux qui étaient titulaires avant 49. Pour les autres la retraite est repassée à 60 ans.

En février 1970, les directions syndicales ont signé avec le gouvernement un accord pourri qui divise les

travailleurs. Selon cet accord, les travailleurs qui auront eu, à partir de 1970, quinze ans de salaires en catégorie B pourront bénéficier de la retraite à 55 ans.

Un ouvrier qui a maintenant 45 ans ne peut donc en bénéficier. Un camarade explique qu'en 1949, il était trop jeune (pas encore titulaire) et en 70 trop vieux. (Pour avoir quinze ans de salaires en catégorie B à partir de 1970, il faudra qu'il attende 1985, et en 1985 il aura déjà 60 ans passés.)

Quant aux salaires, les minuscules pourcentages accordés par les ministres en mai et depuis ont été largement rebouffés par l'augmentation des prix. Mardi 21, le gouvernement a donné des miettes : 3 % au 1^{er} avril et 1,25 % au 1^{er} octobre.

La prime de résidence constitue 17 % au lieu des 20 % antérieurs.

Face à cette lutte que fait l'Etat capitaliste des riches ?

Il mobilise la presse vendue au capital pour tourner l'opinion publique contre les grévistes.

Travailleurs, nous devons être solidaires avec nos frères exploités même si les rues sont encombrées par les poubelles.

Les éboueurs ont raison de lutter. Ils montrent ainsi leur dignité qui vaut cent fois celle des exploités, ces travailleurs que certains méprisent. Un travailleur explique qu'un jour un « fils à papa » dans une belle bagnole l'a insulté en lui disant : « Vous êtes moins que les ordures que vous ramassez » ce à quoi le camarade a répondu : « Celui qui ramasse vaut mieux que celui qui les fait et les fait ramasser par les autres. »

D'autre part, le gouvernement s'est servi de sa flicaille et mobilise aussi le contingent pour briser la grève. Dans la nuit de jeudi à vendredi, les C.R.S. ont attaqué les dépôts de bennes de Romainville, Issy-les-Moulineaux et Ivry. Ils ont « kidnappé » les bennes de ramassage, instrument de travail des chauffeurs qui ne sont même pas en grève. C'est une pierre qu'il a soulevée pour la laisser retomber sur ces pieds : Vendredi matin, les chauffeurs pour riposter à cette attaque, discutaient fermement pour passer à l'action et manifester encore plus leur solidarité avec les camarades éboueurs. Certains camarades parlent de faire aussi la grève. Beaucoup disent : Ce qu'il faut c'est une bonne révolution.

Un seul responsable si les ordures ne sont pas ramassées, l'Etat capitaliste exploitateur et matraqueur, cet Etat qu'il faudra un jour renverser.

Solidarité prolétarienne avec la lutte résolue des éboueurs et de tous les exploités !

En avant vers la révolution !

Paris, le 24 avril.

Correspondant H.-R. 19'

Message adressé à l'occasion du premier Mai aux syndicats chinois

A la Fédération des syndicats de Chine.

Chers camarades,

A l'occasion du 1^{er} mai, journée internationale de lutte des travailleurs du monde entier, le Comité national d'initiative « Cheminots » pour la création et la coordination des comités de base vous adresse son salut fraternel et chaleureux.

La classe ouvrière chinoise, (et en particulier les cheminots), a une longue et glorieuse tradition de lutte révolutionnaire. C'est pourquoi leur exemple inspire ceux qui, de plus en plus nombreux chaque jour, engagent le combat contre l'Etat des monopoles et ses complices, les dirigeants du P.C.F. et de la C.G.T., et les réformistes de tout acabit.

Les cheminots progressistes et révolutionnaires français unis à l'échelle nationale par l'action de notre comité considèrent que le peuple chinois et sa classe ouvrière consti-

tuent le bastion mondial du socialisme. L'attitude à l'égard de la Chine Populaire est aujourd'hui la pierre angulaire pour juger du rôle de toute organisation et de tout militant, comme c'était le cas pour l'U.R.S.S. de Lénine et de Staline, avant que la dégénérescence révisionniste du P.C.U.S. ne la transforme en un Etat social-impérialiste.

Les cheminots révolutionnaires et progressistes de France n'oublieront jamais cette donnée fondamentale de la situation actuelle, et prenant exemple sur leurs camarades de la Grande Chine Populaire, élèveront et renforceront leur action contre l'Etat des monopoles, l'impérialisme et le social-impérialisme, pour le socialisme libérateur.

Vive la fraternité militante du peuple travailleur chinois et français ! Longue vie au camarade Mao Tsé Toung, Lénine de notre époque !

Paris, le 18 avril 1970.

Des messages similaires ont été envoyés au Conseil Central des Syndicats albanais à la Fédération des syndicats de la R. D. V. N. et aux syndicalistes du F.N.L.

S.N.E.C.M.A. - Corbeil :

ACTION TOUS AZIMUTS !

— Les grèves catégorielles éclatent spontanément dans les ateliers, et dans les bureaux de dessin ;

— Certaines actions du type « un petit tour en gueulant » sont cautionnées par la C.G.T. D'autres, du type démonstrations non-violentes, mais de caractère spectaculaire, immobilisant 1.000 personnes aux fenêtres pendant vingt minutes, sont cautionnées par la C.F.D.T. ;

— Dans l'ensemble de l'usine on assiste à une effervescence à la base non coordonnée par les syndicats ;

— La direction s'énerve, et balance 600 lettres d'avertissement pour sonder la combativité.

Le processus « action-répression » est en marche.

— La C.G.T. et la C.F.D.T. semblent

divisées sur la formulation des revendications salariales ;

— Les trotskystes de « Lutte Ouvrière » quittent la C.G.T. et prennent leur carte à la C.F.D.T.

Bien entendu, pas question pour eux d'essayer de former un comité de base ;

— La base est agitée de courants contradictoires et pratiquement sans direction politique ;

— Les jours qui vont suivre seront décisifs pour l'action engagée. Les travailleurs donneront un coup de bouton aux structures syndicales ou ils se laisseront récupérer par la C.G.T. dans des actions sans contenu politique et de ce fait sans lendemain.

Mais de toutes façons, il n'en sera pas toujours ainsi.

Correspondant H.-R.

Classe ouvrière, classe révolutionnaire jusqu'au bout :

LUTTES ÉCONOMIQUES

La question des rapports entre syndicats et Parti, entre luttes économiques et luttes politiques a toujours été d'une grande importance pour tout Parti révolutionnaire.

Un Parti révolutionnaire doit-il se désintéresser des conditions de vie des masses, de leurs besoins et de leurs revendications immédiates sous prétexte qu'elle ne pose pas directement la question du pouvoir ?

Un Parti révolutionnaire doit-il se désintéresser de la résistance inévitable et permanente de la classe ouvrière et des autres couches populaires à l'oppression capitaliste, sous prétexte qu'elle n'est pas consciemment dirigée contre tout l'ordre économique et politique de la bourgeoisie ?

Lénine, Staline et Mao Tsé toung ont toujours combattu ces idées (aujourd'hui reprises par un certain nombre de « d'intellectuels de gauche » qui se disent marxistes-léninistes et qui pensent néanmoins que la participation des communistes à la lutte économique est du « réformisme ») comme réactionnaires, nuisibles au Parti et à sa liaison avec les masses, nuisibles à la révolution prolétarienne.

Le Parti du prolétariat ne peut être une secte, un simple instrument de propagande, détaché de la vie du peuple, incapable de mobiliser et d'organiser les masses. Selon les conceptions et les enseignements de Lénine, Staline et Mao

C'est en partant de ces justes conceptions léninistes sur le rôle et les tâches d'un Parti révolutionnaire que le P.C.M.L.F., dissout arbitrairement par le décret du 12 juin, avait défini son programme.

Que disait-il ?

— Que le Parti révolutionnaire devait mener un intense travail de propagande et d'agitation politique dans tous les domaines, afin d'éduquer révolutionnairement les masses, en particulier les éléments les plus avancés, les plus conscients, et de renforcer ainsi l'avant-garde.

— Montrer la contradiction irréductible entre exploités et exploités, entre les masses populaires opprimées et la dictature de la grande bourgeoisie monopoliste, contradiction qui n'ira que s'exacerbant avec la crise générale du capitalisme et qui aboutira inévitablement à la révolution prolétarienne.

— Faire comprendre à la classe ouvrière et à ses alliés qu'il est impossible de s'affranchir du joug du capital et d'instaurer le socialisme par la voie pacifique, parlementaire, proposée par les révisionnistes modernes. Que la classe ouvrière ne peut y parvenir qu'en usant de la violence révolutionnaire contre la bourgeoisie, par la révolution prolétarienne, en établissant sa domination politique, la dictature du prolétariat, qui doit écraser la résistance des exploités et créer la société sans classe, le communisme.

— Montrer le rôle de traîtres, d'agents et de laquais de la bourgeoisie que jouent les dirigeants révisionnistes du P.C.M.L.F. et de la C.G.T., en tant que propagateurs du pacifisme, des illusions parlementaires et légalistes, en tant que briseurs de grève, en tant qu'instruments de la « paix sociale » et comme hommes de compromis qui cherchent à atténuer les contradictions de classe.

Le programme du P.C.M.L.F. disait : « Notre Parti, ses organisateurs, ses militants devront expliquer à la classe ouvrière et à ses alliés toutes ces données fondamentales. Sans cela, une prise de conscience claire ne se ferait pas. Sans cela, la bataille pour le socialisme ne serait pas mûre. Ils devront bien expliquer le caractère et les conditions de cette révolution socialiste que nous devons accomplir ».

— Mais le Parti demandait aussi à tous ses militants de participer activement à la lutte dans les entreprises, toujours « avec le souci d'élever le niveau politique, la conscience de classe et de développer la vigilance de la classe ouvrière », d'impulser la lutte pour les revendications immédiates, lutte sabotée, trahie et dévoyée par les dirigeants du P.C.M.L.F., de mobiliser les travailleurs pour l'action contre les exploités, ceci dans le but de renforcer les liaisons de l'avant-garde avec les masses, de former petit à petit l'unité de combat de la classe ouvrière, de porter des coups sérieux à l'influence des révisionnistes, et de les exclure, un jour, du mouvement ouvrier.

C'est pour cela que le programme prévoyait « la multiplication suivant les lieux, les circons-

Tsé toung, le Parti du prolétariat est un Parti de combat, qui se met résolument à la tête de toutes les manifestations de protestation et de lutte des masses populaires, qui dirige leurs luttes économiques et politiques, qui guide et oriente le mouvement de la classe ouvrière et des exploités vers le renversement de la bourgeoisie, vers la révolution prolétarienne.

Le Parti réalise la fusion du socialisme et du mouvement ouvrier et lie étroitement la théorie révolutionnaire à la pratique concrète des masses populaires, comme dit Lénine dans : « Que Faire ? » :

« Le Parti unit en un tout cohérent l'offensive contre le gouvernement au nom de tout le peuple, l'éducation révolutionnaire du prolétariat en même temps que la sauvegarde de son indépendance politique, la direction de la lutte économique de la classe ouvrière, l'utilisation de ses affrontements spontanés avec ses exploités, affrontements qui dressent et amènent sans cesse dans notre camp de nouvelles couches du prolétariat ! ».

C'est en partant de ces justes conceptions léninistes sur le rôle et les tâches d'un Parti révolutionnaire que le P.C.M.L.F., dissout arbitrairement par le décret du 12 juin, avait défini son programme.

tances ou la maturité du développement : de Comités de Base, de Conseils ouvriers, de syndicats de lutte de classe arrachés à l'influence révisionniste... Le but stratégique étant l'existence, en France, d'une Centrale Syndicale révolutionnaire répondant aux aspirations des travailleurs et aux conditions objectives de la lutte ».

Pourquoi l'avant-garde marxiste-léniniste doit-elle participer au combat revendicatif, et non seulement y participer, mais faire tout son possible pour le diriger un jour ?

1) Premièrement, parce que la lutte, même sur des motifs économiques est un facteur important pour la prise de conscience des travailleurs, quoique puisse en dire nos « gauchistes ».

C'est d'ailleurs ce que disait Lénine sur le rôle des divulgations économiques « qui donnaient l'éveil à la conscience de classe, à la lutte syndicale et à la diffusion du socialisme », même « dans les pays européens les plus avancés ».

(Que Faire ?).

Pour un marxiste-léniniste, toute manifestation de la lutte de classe, toute grève, même provoquée sur des motifs économiques et professionnels, comporte toujours un aspect social et politique.

C'est ce dont se convainquirent rapidement les ouvriers eux-mêmes, en présence de l'intervention, aux côtés de leurs patrons, de l'appareil d'Etat bourgeois.

C'est dans l'action, et d'abord le plus souvent sur ses revendications, que la classe ouvrière prend conscience de son opposition irréductible avec le patronat, qu'elle fait l'expérience de l'intransigeance, de la ruse et de la violence de la bourgeoisie, qu'elle apprend elle-même à utiliser la violence révolutionnaire (occupation d'usines, piquets, chasse aux jaunes, séquestration de patrons, etc...), qu'elle comprend la nécessité de l'organisation, etc...

De ce point de vue, la grève est une incomparable école de lutte de classe et elle forme les meilleurs combattants du prolétariat.

Le caractère politique de la grève apparaît encore plus nettement dans les périodes de grandes difficultés pour la bourgeoisie, lorsque celle-ci doit rationaliser, concentrer, surexploiter à tout prix, et donc briser à tout prix la capacité de lutte du prolétariat.

Alors, comme c'est le cas aujourd'hui, les travailleurs se heurtent inévitablement à la toute puissance des trusts, à leur « politique » de brigandage et de répression (lock-outs, licenciements...), à l'appareil d'Etat à leur service.

Tous les conflits qui se sont déroulés avant Mai (Berliet, Rhodia, Redon, Le Mans, etc...), pendant Mai, et après Mai (Cheminots, E.D.F., Renault, etc...), ont pris inévitablement un caractère politique.

Pourquoi cela ?

— D'une part, parce que dans les conditions actuelles du capitalisme français, la bourgeoisie ne manque pas d'envoyer immédiatement les

flics et son appareil de répression (Rhodia, Berliet, E.D.F...).

— D'autre part, parce que toute grève dure, déclenchée dans un secteur, et ceci dans les conditions générales du « serrage de ceinture » et du « plan d'austérité », prend inévitablement l'allure d'un véritable cri de combat pour les autres travailleurs et est susceptible de faire tache d'huile (voir les cheminots et la R.A.T.P., en septembre).

— Enfin, parce que la lutte engagée pour les revendications, si elle entraîne un grand nombre de prolétaires, accroît l'instabilité politique et économique du régime et porte un rude coup à tout l'appareil de domination bourgeois, comme ce fut le cas en Mai.

D'ailleurs, si nos intellectuels gauchistes pensent que la participation à la lutte économique est « néo-révionniste », la bourgeoisie et les révisionnistes, eux, qui ont la vue un peu plus longue, ont compris le danger d'une telle activité !

Il n'y a qu'à voir :

— L'offensive générale des « contrats de progrès » pour museler les ouvriers et obtenir, vainement, « la paix sociale ».

— Le zèle tout particulier que mettent les révisionnistes pour saboter toute grève, même minime.

2) Deuxièmement, parce que c'est dans l'action, et d'abord sur les revendications immédiates, que la classe ouvrière peut prendre conscience de sa force.

Pour les camarades qui sont ouvriers, ou qui ont travaillé en usine un certain temps, ou qui ont simplement discuté avec des travailleurs, ils peuvent se rendre compte (s'ils ne prennent pas leurs désirs pour des réalités), à quel point la classe ouvrière, même parmi sa frange la plus consciente, est découragée, divisée, démobilisée, comment elle manque de confiance en soi, en ses propres forces, du fait de toutes les trahisons, reniements, abandons et manœuvres des révisionnistes modernes : dislocation du Front Populaire du fait de l'opportunisme du P.C.M.L.F., remise des armes et abandon de la lutte pour le socialisme à la libération, sabotage du mouvement de Mai, plus tous les conflits isolés, dévoyés, orientés dans une voie de garage, vers les promesses, les négociations, les discussions.

Tout cela a semé le défaitisme, a écœuré bon nombre d'ouvriers qui doutent de l'action, de la possibilité de lutter, et de vaincre (et donc de la nécessité de s'organiser avec nous).

Alors, camarades, s'agit-il de mener la seule propagande politique, de montrer le rôle démobilisateur de la C.G.T. et du P.C.M.L.F., de montrer que la bourgeoisie est condamnée, que le peuple uni peut mettre fin à sa domination et instaurer le socialisme, pour que la classe ouvrière se mette en marche ?

Bien sûr que non !

Cette propagande, il faut la faire, elle est absolument nécessaire !

Mais il faut aussi montrer pratiquement que l'action est possible, que l'unité est possible, qu'il est possible de faire reculer l'ennemi de classe.

Et cela ne peut se faire que si nous participons à tous les conflits, si nous les préparons sur le plan de la propagande, de l'agitation et de l'organisation, si nous nous efforçons, avant et pendant l'action, de déjouer les manœuvres révisionnistes, si nous nous efforçons de battre en brèche l'organisation des révisos dans les usines, et de mettre en place nos propres organisations, sous la forme des Comités de Base, conseils ouvriers et syndicats rouges.

3) Troisièmement, parce que c'est dans l'action, dans la lutte que nous parviendrons à démasquer les révisionnistes modernes. Il ne faut pas croire que nous arriverons à ce résultat uniquement par la lutte idéologique sur les principes généraux du marxisme-léninisme.

Pour y parvenir, il faut aussi, pour les masses, l'expérience concrète de la trahison de leurs intérêts par la C.G.T. et le P.C.M.L.F.

Si les révisionnistes ont encore une large influence parmi les travailleurs, c'est non seulement parce qu'ils s'appuient sur l'aristocratie ouvrière, mais aussi parce qu'ils trompent cyniquement les travailleurs en se présentant comme les « défenseurs de leurs intérêts ».

Les révisos usent de tous les stratagèmes possibles pour endormir la classe ouvrière, pour amoindrir sa capacité de lutte, pour la détourner

ET LUTTES POLITIQUES

de l'action, tout en laissant croire qu'ils défendent nos revendications : dépôts de cahiers de revendications, pour la forme, négociations et discussions sans fin avec le patronat (emploi, salaires, retraites, mensualisation, etc...), signature d'accord-bidons qui peuvent faire illusions pendant un temps, délégations à la chambre patronale, grèves, abandon des revendications essentielles et unitaires de la classe ouvrière (40 heures immédiates, retraite à 60 ans, cadences, etc...) au profit des revendications « réalistes » et « par étapes » qui resteront platoniques ou qui seront acceptées par le patronat parce que ça ne lui coûtera pas cher et que ça permettra pour un temps, de « calmer les esprits » (ex : mensualisation en 3 ans).

C'est grâce à cet apparent travail pratique, et en s'appuyant sur les illusions des travailleurs, que les révisionnistes modernes arrivent à garder leur influence dans les usines, tout en développant la mentalité du servilisme par rapport au patronat.

Mais dès que ça chauffe un peu, dès que les ouvriers commencent à en avoir marre des cadences ou de la hausse du coût de la vie et de toutes ces simagrées, qui en fait ne leur rapportent rien, dès qu'ils s'engagent dans l'action, on voit alors les révisionnistes (avec l'aide de la C.F.D.T. et de F.O.) obligés de freiner de trahir et de saboter l'action.

C'est alors qu'ils se démasquent et apparaissent pour ce qu'ils sont : les défenseurs de la classe ouvrière en paroles, des agents de la bourgeoisie, en fait.

Mais cela n'est pas mécanique : en particulier de puis Mai-Juin 1968, les révisos ont considérablement amélioré leurs tactiques démagogiques. Au lieu de jouer ouvertement le rôle de briseurs de grève, au lieu de s'opposer brutalement aux grèves, ils prennent souvent le train en marche pour mieux torpiller le mouvement ensuite : mise sous la table des revendications principales des grévistes pour mettre en avant les revendications secondaires, reprise secteur par secteur au nom de la « démocratie » et du « vote », isolement de l'atelier ou de l'usine combattive (« Vous êtes tout seuls »), démolition par le chantage (« Les patrons sont trop forts », ou « Ils vont prendre des sanctions »), promesses de discussions ou de journée d'action, etc...

C'est pour cela que, face aux tactiques habiles de ces vieux roublards, nous devons avoir une tactique correcte, capable de les démasquer et de déjouer leurs pièges. En particulier :

— Bien définir, populariser et expliquer largement les revendications essentielles des travailleurs, ce qui est le meilleur moyen pour préparer l'action, rendre le sol brûlant sous les pieds des révisos, et les empêcher de faire reprendre le boulot pour des miettes.

— Bien avancer les revendications qui unissent les travailleurs et qui font mal aux patrons, et combattre le principe des revendications catégorielles et par étapes, qui ouvre la porte à toutes les compromissions entre syndicats et directions.

— Ne pas permettre aux révisos d'isoler la lutte de tel atelier ou de telle usine, en popularisant largement leurs actions et leurs revendications.

— Organiser le soutien financier, comme cela s'est fait à la C.I.F.T.E., à Lyon.

— Combattre en permanence, et ridiculiser le principe des négociations et des discussions avec le patronat, et avancer en permanence le principe de l'action directe, de l'action de masse.

4) Quatrièmement, parce que la liaison de l'avant-garde avec les masses, passe inévitablement par la défense de leurs conditions de vie et de travail.

Les travailleurs nous feront confiance et nous rejoindront que dans la mesure où nous serons capables, non seulement de développer un travail d'éducation révolutionnaire, mais aussi de défendre leurs intérêts quotidiens face aux capitalistes.

A ce sujet, relire : « Soucions-nous davantage des conditions de vie des masses » du président Mao Tsé toung.

Impulser la propagande et l'agitation politique dans tous les domaines, élever la conscience de classe des travailleurs et surtout des éléments les plus avancés, les entraîner dans la lutte contre l'exploitation capitaliste, pour la satisfaction des revendications et contre les dirigeants sociaux-

traîtres, mener de front le renforcement de l'avant-garde et la constitution des Comités de Base, telle a été l'orientation qu'ont suivie les marxistes-léninistes dans les usines.

De ce travail, il faut faire le bilan : tirer la leçon des échecs et des succès et faire une analyse sérieuse de la classe ouvrière (de sa situation économique et de son niveau de conscience), de l'implantation et de la force des révisos, des méthodes tactiques qu'ils emploient pour se maintenir, définir plus précisément nos tâches et nos méthodes pour nous implanter.

Ce bilan est urgent.

Mais, quoi qu'il en soit, on peut dire que le travail entrepris est un travail très long et très patient.

Pourquoi cela ?

— D'une part, nous avons à faire à une bourgeoisie extrêmement rusée et intelligente, qui a su tirer les enseignements de plusieurs mouvements révolutionnaires et qui « sait y faire » pour tromper les travailleurs et faire passer son idéologie. Elle a le don des « combinaisons politiques » particulièrement réussies, en particulier celle qui a permis de remplacer De Gaulle par Pompidou, avec tout le cirque électoral adéquat, combinaisons qui consistent toujours à développer le parlementarisme, les illusions légales et constitutionnelles parmi les travailleurs, et, en fin de compte à les détourner de l'action.

Elle sait très bien utiliser les renégats du P.C.M.L.F., comme agents de la paix sociale d'une part, comme garde-fous contre les marxistes-léninistes d'autre part.

Un jour, elle leur cède abondamment la radio et la télé pour vanter les mérites de tel ou tel « accord », un autre, elle fait semblant de les attaquer et de les craindre, afin de les faire mousser et préserver leur place « d'interlocuteur représentatif ».

Elle sait très bien lancer des campagnes d'envie, comme celle de la mensualisation, qui ne lui coûte pas cher et qui permettra de maintenir les travailleurs en haleine en leur faisant oublier, c'est du moins ce qu'elle espère, les revendications autrement importantes (40 heures, retraite, etc...).

Sans parler de son appareil de propagande qui diffuse chaque jour son idéologie pourrie, individualiste, cupide, égoïste, etc...

— D'autre part, parce que depuis plusieurs dizaines d'années, le révisionnisme moderne a entraîné une véritable dépolitisation de la classe ouvrière, un reflourissement de l'idéologie bourgeoise. Et ce manque d'éducation révolutionnaire des travailleurs, est général, y compris parmi les adhérents de base du P.C.M.L.F.

Sur toutes les questions essentielles du marxisme-léninisme : l'Etat, l'électoratisme, la révolution violente, la dictature du prolétariat, le socialisme, on assiste à une grande confusion de pensée où domine largement l'idéologie bourgeoise.

Et arriver à rendre claire ces notions, même pour un petit nombre de travailleurs, ça sera une tâche de longue haleine, qui passera inévitablement par la vérification pratique, l'expérience de la démocratie bourgeoise en voie de fascisation.

— Enfin, parce que nous avons en face de nous, non seulement la bourgeoisie, mais aussi tout l'appareil des révisos, qui, s'il a été ébranlé en Mai, est encore très puissant et très bien organisé, non pas pour mener la lutte contre les exploités, mais pour tromper les masses populaires et attaquer les marxistes-léninistes (du « coup de poing » aux méthodes plus « raffinées » qui consistent à les faire passer pour des agents du patronat et du gouvernement).

Tout cela fait que notre travail est difficile, prolongé, et que pour avancer, nous ne devons pas manquer une occasion « d'enfoncer un coin » dans la tactique de la bourgeoisie et des révisos, que nous ne devons pas manquer une occasion de nous lier aux masses et d'éveiller leur conscience, une occasion de nous entourer d'amis, d'alliés, de sympathisants. Et voilà précisément que, par rapport à ces difficultés objectives, un certain nombre d'intellectuels fléchissent, hésitent, remettent en cause la ligne et les principes, viennent déclarer que tout syndicalisme est « réformisme » par essence et se conduisent en véritables liquidateurs.

Il se passe un peu le même phénomène, à plus petite échelle, que ce qui s'était passé après

1905, où Lénine écrivait contre les « liquidateurs de gauche », contre « ceux qu'entraînaient surtout la hardiesse et l'éclat révolutionnaire des mots d'ordre, ceux qui n'avaient pas assez de fermeté pour lutter, non seulement dans les jours de fêtes révolutionnaires, mais aussi dans les jours de semaines révolutionnaires ».

« La participation des communistes à la lutte économique est du réformisme ». La belle découverte ! Où, et dans quel texte de Marx, Engels, Lénine, Staline ou Mao Tsé toung, ces camarades ont-ils trouvé de telles absurdités ?

Nos gauchistes seraient en mal de le dire, car de tels textes n'existent pas.

Que l'on nous permette de citer l'histoire du P.C.F. où il est exposé comment Lénine, le premier, a résolu la question de la création d'un Parti révolutionnaire s'appuyant sur le mouvement ouvrier :

« Dirigée par Lénine, l'Union de la lutte pour la libération de la classe ouvrière » rattachait la lutte des ouvriers pour les revendications économiques — amélioration des conditions de travail, réduction de la journée de travail, augmentation de salaire — à la lutte politique contre le tsarisme. L'Union de lutte » faisait l'éducation politique des ouvriers.

Sous la direction de Staline, l'« Union de lutte pour la libération de la classe ouvrière » de Pétersbourg fut la première à réaliser, en Russie, la fusion du socialisme avec le mouvement ouvrier. Lorsque dans la fabrique une grève éclatait, l'« Union de lutte », qui connaissait parfaitement la situation dans les entreprises par les membres de ses cercles, réagissait immédiatement en publiant des tracts, des proclamations socialistes. Ces tracts dénonçaient l'oppression dont les ouvriers étaient les victimes de la part des fabricants : ils expliquaient comment les ouvriers devaient lutter pour la défense de leurs intérêts, et ils exposaient les revendications ouvrières. Les tracts proclamaient toute la vérité sur les plaies du capitalisme, sur la vie misérable des ouvriers, sur leur accablante journée de 12 à 14 heures, sur leur situation de parias. On y trouvait également les revendications politiques appropriées...

L'« Union de la lutte pour la libération de la classe ouvrière » de Pétersbourg avait ceci d'important qu'elle représentait, selon le mot de Lénine, le premier sérieux embryon d'un Parti révolutionnaire s'appuyant sur le mouvement ouvrier.

C'est de l'expérience révolutionnaire de l'Union de lutte » de Pétersbourg que Lénine s'inspire en travaillant plus tard à la création du P.O.S.D.R. » (Fin de citation).

Lénine a mené la lutte contre les « économistes », contre ceux qui voulaient rabaisser le rôle du Parti révolutionnaire au niveau d'un simple serviteur de la lutte économique, des intérêts immédiats des travailleurs.

Mais il a aussi mené la lutte contre les « gauchistes », les « mencheviks de gauche », les « liquidateurs à rebours », les « ultimatises », « les otzovistes », tout ceux qui étaient incapables de comprendre la tactique bolchevik et qui voulaient liquider le Parti en le transformant en une secte. Nos gauchistes trouveraient-ils plus de grâce auprès de Staline ?

Laissons-le parler :

« Le Parti souffre tout d'abord de son éloignement des masses ; il faut à tout prix le lier à elles. Mais étant données nos conditions, cela n'est possible, tout d'abord, et principalement, qu'en partant des questions qui touchent particulièrement les masses. Prenons, par exemple, l'appauvrissement des masses et l'offensive du capital. Des lock-outs monstres se sont abattus en ouragan sur les ouvriers ; la réduction de la production, les licenciements arbitraires, la diminution des salaires, l'allongement de la journée de travail et, d'une façon générale, l'offensive du capital se poursuivent jusqu'à présent. Il est difficile d'imaginer les souffrances, la tension d'esprit que cet état de choses provoquent chez les ouvriers. La quantité de « malentendus » et de conflits qui surgissent entre ouvriers et patrons, la masse de questions passionnantes qui se posent à ce sujet dans le cerveau des ouvriers. *Que nos organisations, à côté de leur action politique générale, interviennent donc inlassablement dans tous ces menus conflits ; qu'elles les rattachent à la grande lutte des classes et que, tout en appuyant les*

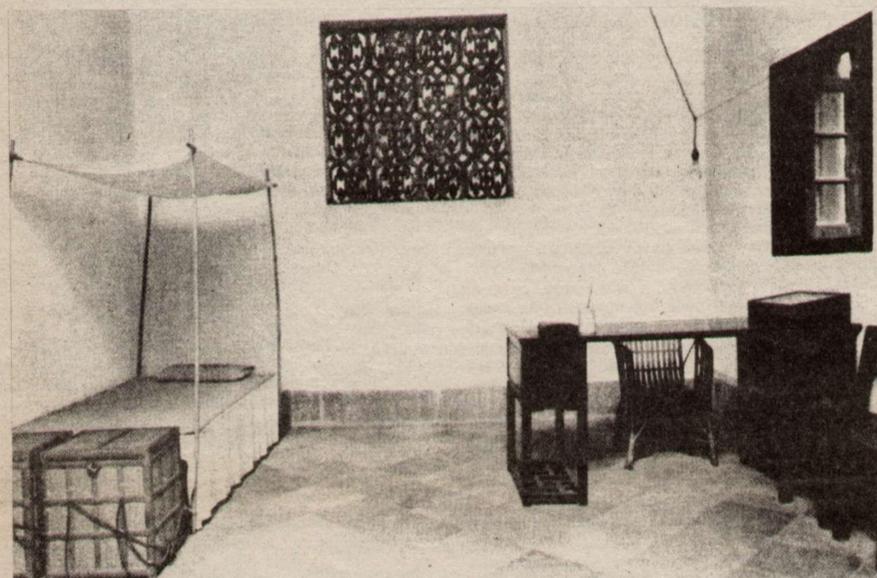
(suite page 21)

CHINE 1970, TRIOMPHE DE

A l'époque où notre « guide » y fut admis, l'Institut de Canton comptait 327 élèves venus de 20 provinces. D'une manière générale il s'agissait de cadres d'élite issus de familles paysannes et venus de la campagne, ou d'éléments actifs venus des villes avec la ferme résolution de participer au mouvement paysan.

L'enseignement dispensé portait sur les problèmes de la révolution, chinoise et mondiale. A son programme figuraient évidemment Marx et Lénine.

Les élèves apprenaient de nombreux chants révolutionnaires, s'adonnaient aussi au dessin de contenu révolutionnaire.



La chambre à coucher et le bureau du camarade Mao Tsé-toung à l'Institut du mouvement paysan.

Le Président Mao assurait personnellement quatre cours :

- 1) sur l'analyse des classes de la société chinoise ;
- 2) sur les problèmes paysans ;
- 3) sur l'éducation dans les campagnes ;
- 4) sur la géographie.

Le premier de ces cours fit l'objet d'un article publié en mars 1926 à Canton. Il constitue le premier texte édité en français dans le Tome I des « Œuvres choisies de Mao Tsé-toung ». Il commence par cette question relative au problème primordial de la révolution :

« Quels sont nos ennemis, quels sont nos amis ? »

A cette époque Mao Tsé-toung ne dirigeait pas encore le Parti communiste chinois. Les opportunistes des deux bords prétendaient s'appuyer, l'un, celui de droite, sur la bourgeoisie (en ne se préoccupant que de la coopération avec le Kouomintang et en faisant passer le « front uni » avant le Parti), l'autre, celui de gauche, sur la seule classe ouvrière des villes ; tous deux s'entendaient en fait pour mépriser la paysannerie.

Or précisément Mao Tsé-toung à la suite de ses « enquêtes et recherches », procédant à l'analyse des classes de la société chinoise, démontrait que si le prolétariat constituait la « classe dirigeante » de la révolution, son principal allié n'était autre que la paysannerie, « force principale » de cette même révolution. Au surplus, il prévoyait que toute l'aile droite du Kouomintang passerait tôt ou tard dans le camp de l'impérialisme, ce que la trahison de Tchang Kai-chek, le 12 avril 1927, allait bientôt confirmer.

Mao Tsé-toung accordait dès cette époque une vertu décisive à l'union de la théorie et de la pratique. Il recommandait aux élèves un style d'étude vraiment marxiste-léniniste, matérialis-

te dialectique, préconisant qu'ils effectuent de nombreuses « enquêtes et recherches ». Ainsi organisait-il treize comités d'étude du problème paysan groupant plus de 300 élèves, chargés d'enquêter à la campagne au sujet de 36 questions précises. Dans le même temps, il incitait les élèves à participer aux manifestations anti-impérialistes, à se joindre aux réunions d'organisation et propagande marxistes-léninistes. Enfin lorsqu'ils étaient sur le point d'être diplômés, il les envoyait au préalable dans différents districts de la région de Canton (Haiphong - Chokouan, etc.). Ils devaient s'y rendre à pied, puis étaient tenus de manger, vivre, travailler et par-

ticiper aux luttes de classe des paysans. Ainsi toute cette jeunesse révolutionnaire était-elle profondément convaincue par l'expérience de la liaison étroite entre la pratique et la théorie, et de l'importance du problème paysan pour la révolution en Chine.

Mais là ne se limitait pas l'enseignement à l'Institut National de Canton. Le Président Mao disait dès cette époque :

« Pour faire la révolution, il faut répondre à la baïonnette par la baïonnette, au fusil par le fusil. Il nous faut nos propres forces armées pour répondre aux forces armées des propriétaires fonciers. »

Aussi Chou En-laï donnait-il des cours portant sur « les affaires militaires et le mouvement paysan » et les élèves consacraient-ils une partie de leur temps d'étude à l'entraînement militaire. Ainsi, à la lumière de la théorie de la lutte armée du Président Mao, les jeunes révolutionnaires devenaient aussi aptes à des activités de caractère militaire.

La vie à l'Institut était très simple, faite d'assiduité au travail, à l'exemple même de Mao Tsé-toung et des autres professeurs membres du Parti communiste chinois. Comme on le sait, cette préparation révolutionnaire en profondeur, n'allait pas tarder à manifester ses premières conséquences ; dès septembre 1926 en effet, les « Unions paysannes » allaient connaître un développement de masse impétueux, les flammes de la lutte révolutionnaire armée allaient embraser d'innombrables localités et régions. Sous leurs étendards rouges frappés en noir d'un soc de charrue, les paysans pauvres, armés de fourches et de piques, allaient porter l'assaut contre leurs exploités sous les mots d'ordre « A bas les puissances impérialistes ! », « A bas les seigneurs de guerre ! », « A bas les propriétaires fonciers ! », « A bas les compradores ! ».

Ce premier essor de la révolution chinoise, sur lequel nous reviendrons en relatant notre visite dans la province du Houan, devait durer jusqu'au printemps 1927, où il fut réprimé par une brutale volte-face de Tchang-Kai-chek et de l'aile droite du Kouomintang.

COMMENT ADHÉRER AU PARTI COMMUNISTE CHINOIS DANS LES ANNEES 1926-1927 ?

Tous les élèves de l'Institut n'étaient pas membres du Parti communiste chinois. Pour bien comprendre la situation d'alors, il ne faut pas oublier que le « Front Uni » réunissait en fait l'aile gauche du Kouomintang et le Parti communiste. L'Institut avait un caractère officiel d'établissement d'enseignement. Il dépendait de l'administration alors dominée par le Kouomintang. Dans la principale salle de conférence figuraient les portraits de Sun Yat-sen, Marx, Engels et Lénine devant 300 places assises. Mais le Parti communiste chinois en tant que tel était clandestin, en dépit de l'attitude d'alliance et coopération du gouvernement avec l'U.R.S.S. L'ancien élève qui nous conduisait dans cette passionnante visite nous expliqua comment il avait adhéré au Parti.

La chose en vérité n'était pas facile.

Une lutte acharnée avait opposé deux conceptions, deux lignes contradictoires sur la question de l'édification du Parti.

Certains, opportunistes de droite liés à la petite bourgeoisie ou opportunistes de gauche liés à la classe ouvrière encore à l'état embryonnaire dans les grandes villes, préconisaient un Parti tout à fait ouvert, public, fondé seulement sur l'étude de quelques livres, sans activités concrètes. D'autres, dont Mao Tsé-toung, voulaient un Parti clandestin conforme à ce que demandait alors la 3^e Internationale. Mais bien entendu ceux-ci entendaient que cette clandestinité contribue à rendre le parti plus combattif, à en faire l'avant-garde de la classe ouvrière naissante, à le placer à la tête des luttes de classes d'autres couches sociales, notamment celle des paysans pauvres.

Même parmi les partisans de cette seconde ligne, il y avait eu des divergences dans le domaine concret du travail clandestin. Les futurs traitres Wang-Ming et Li-Li-san avaient défendu des positions liquidatrices non conformes à l'idéologie prolétarienne, en prétendant remettre la direction de la révolution à la bourgeoisie, sous prétexte que le prolétariat n'était pas encore assez développé.

Dans les provinces où prévalaient les points de vue défendus par Mao Tsé-toung, Chou En-laï et Tsia Chun-yu, le Parti avait rejeté toutes les



Mao Tsé-toung à l'époque du 1^{er} Congrès du Parti communiste chinois.

LA PENSÉE MAOTSETOUNG



La façade de la maison où se tint le 1^{er} Congrès du Parti communiste chinois à Shanghai.

manifestations opportunistes, de droite comme de gauche.

Notre « guide » nous expliqua donc comment il put donner son adhésion au Parti, en même temps qu'il devint élève de l'Institut national du Mouvement paysan de Canton. Son origine et sa condition sociale furent d'alors prises en considération, ainsi que sa formation initiale. Il dut remplir une formule particulière, répondre à de nombreuses questions écrites, préciser qu'il avait plus de 18 ans, se réclamer de 2 parrains déjà membres du Parti se portant garants de lui et s'engager par écrit à respecter les statuts, le programme et la discipline en vigueur dans le Parti. Notons que tout ce processus a été remis en vigueur dans le Parti communiste chinois lors de son dernier congrès ; il suffit de lire les statuts issus du IX^e congrès pour s'en rendre compte. Ainsi n'est pas « communiste » qui prétend l'être ou désire le devenir. Un « communiste » ce n'est pas n'importe quel homme, mais un militant qui présente des garanties solides et durables sur tous les plans, idéologique, politique et organisationnel. Dans la clandestinité de l'époque, notre camarade dut aussi « prêter serment », individuellement. Son engagement porta sur les points suivants :

- 1) sa participation à la lutte de classes ;
- 2) son respect des statuts du Parti ;
- 3) son respect de la discipline du Parti ;
- 4) son obligation de garder le secret le plus absolu sur toutes les activités du Parti, y compris sa propre appartenance à ses rangs ;
- 5) sa résolution irréversible de ne jamais trahir le Parti.

Actuellement, selon ce que nous indiqua ce vétéran de la longue marche, la pratique de la prestation de serment subsiste, mais s'effectue collectivement.

CHINE 1970, DRESSONS UN PREMIER BILAN DE NOTRE VOYAGE

A la fin de cette visite de l'Institut National du Mouvement paysan, nous sommes un peu comme étourdis par la richesse des enseignements qu'elle nous a prodigués. Et ce rythme là dure depuis notre arrivée en Chine à la mi-décembre ! Faisons le point. Nous avons déjà effectué de nombreuses découvertes, toutes aussi enrichissantes les unes que les autres. Nos carnets sont bourrés de notes. Le jour même de notre arrivée, nous avons tenu à nous rendre sur les lieux de la fondation du Parti communiste chinois, créé le 21 juillet 1921, dans une modeste demeure de Shanghai, par douze délégués. Et là d'emblée, ceux d'entre nous pour qui ce n'était pas le pre-

mier passage dans le grand port chinois, avaient constaté les changements profonds survenus depuis la victoire de la grande révolution culturelle prolétarienne. Naguère ces lieux étaient présentés au public comme quelque musée semblable à beaucoup d'autres. Le guide soulignait alors presque exclusivement leur caractère « historique », un peu comme si le congrès constitutif du Parti communiste chinois, interrompu ici par une intervention soudaine de la police, mais repris ensuite à bord d'une péniche ne constituait qu'un simple événement ordinaire et sans portée universelle.

La visite durait au maximum dix minutes, mais voici qu'en cette fin 1969 son style était radicalement changé. « La politique au poste de commande » n'était plus une formule creuse, mais une réalité vivante. Aux explications fournies longuement par les propagandistes de la pensée-maotsetoung, nous discernons aussitôt, comme une réalité nouvelle soudain révélee, que la Chine d'après le IX^e Congrès, c'est-à-dire d'après la victoire de la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne, était bien devenue le grand bastion du socialisme que nous espérons, à l'époque du triomphe de la pensée-maotsetoung !

Depuis ce premier congrès, quel chemin parcouru à travers tant d'héroïques combats, contre tous les ennemis de la révolution prolétarienne, ceux de l'extérieur des féodaux et de la bourgeoisie chinoise aux impérialistes étrangers, japonais et américains plus particulièrement, jusqu'à ceux infiltrés à l'intérieur des rangs du parti, opportunistes de droite et de gauche, révisionnistes, trotskystes, traîtres et renégats de tous acabit ! Deux des douzes délégués sont encore aujourd'hui membre du grand, glorieux et juste Parti communiste chinois : le Président Mao, qui n'avait alors que 28 ans, et le camarade Tong Pi-wou, actuellement membre du bureau politique. Le petit groupe des 56 militants communistes chinois de 1921 est devenu le premier Parti communiste du monde, comptant plus de 20 millions d'adhérents !

Nous sommes passés à Pékin, à Yenon, à Changcha, à Chaochan. Nous n'avons pas reconnu Wang Fon-tchin, la rue la plus animée de la capitale ; le vieux bazar, qui subsistait voici trois ans à peine comme un îlot-témoin de la Chine ancienne, a fait place à un gigantesque et clair magasin de l'état socialiste ; le métro n'est pas encore ouvert au public, mais simplement parce qu'on enseigne aux masses, usine, par usine, comment l'utiliser ; tout change à vue d'œil dans ce pays pourtant sans limites. Les enfants des écoles substitués aux « miliciens et miliciennes » pour régler la circulation, les voitures de marque « Shanghai », remplaçant les vieilles « zym » soviétiques, les magasins regor-

gent de marchandises, les soldats et commandants de l'Armée populaire présents partout pour aider le peuple, impossibles à distinguer sinon par l'âge, décidément la Chine de 1970 paraît toute neuve ! Et pourtant ne constitue-t-elle pas le juste aboutissement des 20 années écoulées, non sans difficiles luttes de classes, depuis la victoire de la révolution prolétarienne en 1949 ? l'inéluctable résultat des luttes révolutionnaires menées depuis cette fondation en 1921, du Parti communiste chinois ? l'avènement irréversible de cette société nouvelle annoncée depuis un siècle par les éveils révolutionnaires successifs du peuple chinois ?



La pièce où se réunirent les douze délégués au 1^{er} Congrès du Parti communiste chinois.

Oui, la Chine 1970, c'est à la fois tout cela, et c'est aussi bien davantage encore. C'est la Chine en marche sur les chemins du socialisme qui s'élançera demain vers les cimes du communisme, mais c'est la base d'appui de la révolution prolétarienne et anti-impérialiste mondiale, le grand arrière des peuples révolutionnaires.

La Chine 1970, c'est le triomphe du grand marxisme, du grand léninisme, de l'invincible pensée-maotsetoung !

(A suivre).

La semaine prochaine :
Qui est Mao Tsé-toung ?



La péniche sur laquelle se poursuivit le 1^{er} Congrès du Parti communiste chinois, après l'irruption de la police à Shanghai.

PUY-DE-DÔME : UNE BONNE LEÇON CONTRE L'ÉLECTORALISME DU P. "C." F.

Depuis des années, le P.C.F. nous rabat les oreilles avec l'illusion qu'il cherche à entretenir de la prise du pouvoir, pour la classe ouvrière, par l'unique voie démocratique du bulletin de vote.

Or, depuis qu'il a trahi les travailleurs, depuis qu'il a commencé à s'engager sur le chemin de l'opportunisme jusqu'au boulevard du révisionnisme, le P.C.F. ne fait que perdre des voix à chaque élection nouvelle au profit d'une bourgeoisie toujours plus habile à choisir le terrain politique, le moment du scrutin, et à truquer le système électoral. En dépit des échecs successifs, M. ROCHET et ses enfants de cœur, de rouge vêtu, mais au drapeau immaculé, nous répètent sans cesse que s'ils sont incapables d'avoir seuls la majorité, ils peuvent l'obtenir cependant, grâce à quelques concessions de principes, grâce au « programme commun », grâce aussi à leur mariage avec les « socialistes » et autres Républicains et Démocrates, roupies de sanzonnet s.

Bien entendu, les « socialistes » comme les putains à vendre, à défaut de se faire belles, se font plus désirables et exigent toujours plus dans leur corbeille de mariée. A chaque fois, en dépit d'une baisse de valeur marchande, et de prestige de valeur marchande, et de prestige au sein du peuple (DEFERRE 3 % aux présidentielles), le P.C.F. apporte toujours le maximum de ses voix pour parer la mariée. Comme de bien entendu c'est chaque fois la S.F.I.O. qui pour le minimum de voix obtient le maximum d'élus. Eternelle comédie de la même pièce qui se rejoue à chaque élection où le futur époux est cocu avant d'avoir la bague au doigt, jurant mais un peu tard qu'on ne l'y reprendra que la prochaine fois.

Les élections cantonales dans le Puy-de-Dôme, comme ailleurs, ont été une illustration de cette pièce courtoisinesque. Si au premier tour chacun partait sous ses couleurs, au deuxième, la S.F.I.O. et le P.C.F. demandaient à leurs électeurs d'« appliquer la discipline républicaine » et désignaient leurs candidats communs « de rassemblement républicain ».

En application de ce principe, et sans aucune garantie sur la politique que mèneraient les élus au Conseil général, le maximum de voix du P.C.F. se reportèrent sur le maximum de candidats S.F.I.O. et le minimum de voix S.F.I.O. se reportèrent sur le minimum de candidats du P.C.F. On était loin du fifti-fifti, mais que ne ferait-on pas pour « l'unité » ?

Le résultat c'est qu'on s'est retrouvé avec un nouveau Conseil général comprenant 24 S.F.I.O., 3 « communistes », 14 giscardiens, 8 centristes, et un indépendant (?). Surprise divine (!), 24 S.F.I.O. et 3 communistes « candidats de rassemblement républicains » cela faisait la majorité absolue plus deux voix, sur un total de 50 conseillers. Enfin, on le tenait ce pouvoir de la classe ouvrière dans le Conseil général du Puy-de-Dôme, cette préfiguration du futur parlement de FRONT POPULAIRE, de « DEMOCRATIE AVANCÉE ». Enfin on avait un Conseil général de « Démocratie avancée », dans ce département de Giscard et dans cette Auvergne de Pompidou. Les monopoles allaient voir de quel bois les « communistes » se chauffent.

Aussi, on attendait cette première séance du Conseil général où sont formées les commissions « importantes », et répartis les bons fromages. Mais laissons parler les « camarades » de la fédération du P.C.F. :

« Fort de cette composition et du désir d'union exprimé par les électeurs et les électrices du département, au cours d'une entrevue avec le groupe socialiste, les élus communistes SOLLICITERENT la présence de notre camarade CISTEL Alphonse dans la commission départementale « la plus importante ». ILS SE HEURTERENT A UN REFUS : des émissaires socialistes avaient déjà promis aux centristes de faire deux places dans cette commission de 7 membres à PIPET et à LACROIX. Nous maintenions malgré tout la candidature de CISTEL. »

Les résultats sont maintenus, les socialistes et les centristes ont été tous élus (5 socialistes et 2 centristes) avec 31, 32 ou 33 voix, le total des S.F.I.O. et centristes faisant normalement 32 voix. Mais le plus amusant (???) c'est que les giscardiens qui n'avaient aucune chance d'être élus, ont voté pour CISTEL qui a eu les 3 voix « communistes », les 14 voix des giscardiens, et la voix de l'autre indépendant, soit 18 voix.

Bien entendu, les « communistes » prétendent que les giscardiens ont voté pour les socialistes, et autant de socialistes ont voté pour CISTEL. C'est de la musique, car les socialistes ne sont pas divisés entre eux, ils sont unis comme une même crapule.

Les « communistes » peuvent gémir, ils sont cocus une fois de plus. Leurs jérémiades ne changeront rien, elles ne visent encore qu'à tromper les tra-

vailleurs pour les futures élections. Voici leurs commentaires :

« Les dirigeants socialistes qui, avec la fédération communiste, appelaient les électeurs quelques jours auparavant à la discipline républicaine, tournent le dos à cette discipline dès la clôture du scrutin. Et comme lors des présidentielles, ils rejettent l'union avec les communistes pour s'allier avec la réaction centriste. Cette attitude est la chance des banquiers qui nous gouvernent. C'est pourquoi les dirigeants socialistes seront sévèrement jugés par les démocrates de notre département qui se sont prononcés pour l'union de la gauche. »

Voilà camarades lecteurs : Les dirigeants du P.C.F. sont cocus, mais ce n'est pas leur faute. Mais alors, c'est la faute de qui ? Si les socialistes veulent coucher avec les centristes il faut les laisser faire, mais que les « communistes » persistent à vouloir faire ménage avec les sbires de Guy MOLLET, c'est de la démenche. Et pourtant le dialogue conduit par MARCHAIS va reprendre avec les socialistes, pour quelle nouvelle trahison librement consentie ?

Camarades ouvriers il faut en finir avec l'électoralisme ! rien ne peut sortir des urnes, et des « magouillages » entre révisionnistes et socialistes. Rien ne peut remplacer la lutte des classes, la lutte sur le terrain naturel d'affrontement avec le patronat et le pouvoir. Luttons dans les usines pour l'amélioration de la condition ouvrière et pour l'abolition du salariat et du patronat. Réalisons le FRONT UNI de tous les exploités contre le pouvoir des monopoles et contre l'impérialisme. Balayons les charlatans de l'électoralisme, ceux qui ont bradé les grèves de mai-juin pour les élections législatives, ceux qui ont bradé la grève de février des cheminots pour les cantonales, ceux qui s'apprêtent à brader nos luttes en cours de développement pour les futures élections municipales. Ne tombons plus dans le piège électoral : U.D.R., giscardiens, centristes, « socialistes » en peau de lapin et révisionnistes ne sont tous que les flibustiers de la bourgeoisie, qui vivent sur le dos du peuple.

Le C.D.H.R. de Clermont-Ferrand (avril 70).

Clermont-Ferrand : Flics et révisos unis contre nos afficheurs

Dans la nuit du 13 au 14 avril, 3 camarades du C.D.H.R. de Clermont-Ferrand collaient des affiches annonçant un meeting : « Chine 1970 : triomphe de la pensée mao tsé-toung, Lénine de notre époque », pour le 22 avril, à Clermont-Ferrand, meeting sur lequel nous reviendrons dans un prochain numéro.

Vers minuit, alors qu'il ne leur restait plus que quelques affiches, ces camarades ont été illégalement — au vu de la loi elle-même — embarqués par une patrouille de C.R.S. et retenus jusqu'à midi environ.

Leur comportement a été ferme : en dehors des questions d'Etat Civil, ils n'ont répondu à aucune question. Les flics ont particulièrement — et vainement — insisté pour savoir où avaient été tirées les affiches en série-graphie. Et toute la nuit, les camarades ont montré leur détermination, en chantant « l'Internationale », « La Jeune Garde » et d'autres chants révolutionnaires.

Les flics étaient devenus fous furieux à la seule vue du portrait de Mao Tsé-toung reproduit

sur les affiches, ce qui a valu une paire de gifles à l'un de nos camarades (le SS en question va-t-il oser se plaindre de « violences à agent »).

Notons enfin que ces affiches marquées à l'effigie de notre camarade Mao Tsé-toung, n'ont pas déplu qu'aux C.R.S.

... Dès la nuit suivante, les affiches du Syndicat National de l'Enseignement Secondaire (S.N.E.S.) en recouvraient dans le quartier de Montferrand, tandis que dans d'autres quartiers (comme à Saint-Jacques), les affiches du S.N.E.S. étaient collées systématiquement à côté des nôtres. C'est que le collage SNES de Montferrand avait été fait par l'étudiant révisionniste Argillet, rentré au P.C.F. après Mai 68.

C'est une illustration locale supplémentaire de l'entente cordiale et de la division du travail entre les flics et les révisionnistes : la main dans la main contre le marxisme-léninisme.

A BAS L'ETAT POLICIER !

A BAS SES COMPLICES REVISIONNISTES DU P.C.F. !

VIVE LE MARXISME-LÉNINISME !

(suite de la page 14)

GARAUDY ET LE P.C.F.

Il est pourtant des passages du livre de Garaudy qui convainquent, lorsqu'il déclare : « contrairement à ce que l'on a colporté, à mon égard, depuis trois ans dans nos fédérations et dans la presse du Parti, je ne suis nullement en désaccord avec les buts ni avec la politique de notre Parti » (p. 111). Assurément ! Ne parlons pas seulement de la pratique : le rejet des principes léninistes d'organisation organisationnelle qui remonte à loin dans le P.C.F. ; les trahisons incessantes des luttes doivent s'interpréter comme le passage aux positions de classe de la bourgeoisie. Lisons les thèses adoptées au XIX^e congrès. L'abandon des perspectives révolutionnaires, ce sont les thèses 16 et 17 sur la « démocratie avancée » (« L'entreprise commune de la gauche française » disait Garaudy) et « le passage pacifique ». Le rappel, purement de style, du recours à la violence populaire, au cas improbable où la haute bourgeoisie se défendrait par la force, n'y change rien car le Parti a oublié de préparer idéologiquement (ne parlons pas de l'aspect militaire) le peuple à une violence

qui dans le meilleur des cas serait spontanée et donc inefficace. Quant aux couches nouvelles alliées en partie de la classe ouvrière, elles font l'objet de la thèse n° 8 : « Le nombre des ingénieurs, cadres et techniciens, des enseignants, des chercheurs, des intellectuels de toutes disciplines, dont l'activité est de plus en plus nécessaire au développement économique, social et culturel, va s'accroissant. En dépit d'une grande diversité de situation, la plus grande partie d'entre eux est désormais salariée. Dans leur ensemble, ils subissent le poids de la politique des monopoles et de leur Etat. Un nombre grandissant d'ingénieurs et de techniciens sont engagés directement dans la production... »

Le XX^e congrès qui a condamné à grand renfort de publicité Garaudy a manifesté par les thèses qui synthétisent ses travaux et ses options son unité de pensée avec Garaudy. Garaudy n'est pas encore plus révisionniste que le P.C.F., Garaudy n'a fait qu'exprimer, avec toute la lourdeur et le manque de brio qui le caractérisent le révisionnisme du P.C.F.

LE JEU DES CAUTIONS

Mais alors, dans ces conditions, pourquoi y a-t-il eu différend ? Les

réponses sont de divers ordres. Le débat d'idée a pu masquer un combat pour le pouvoir au sein du P.C.F. Garaudy n'est pas un véritable théoricien. Sa fracassante entrée dans l'enseignement supérieur, qu'il doit à la sollicitude de l'Etat gaulliste, n'a pas contribué à relever le niveau moyen des mandarins de philosophie, pourtant déjà bien bas. La théorie n'était pour lui qu'un moyen de réaliser ses ambitions personnelles au sein du Parti, elle a pu en sens inverse, servir de prétexte à son élimination des organes dirigeants. Dans le P.C.F. ce n'est pas parce que l'on récuse un homme au nom de sa ligne, que, l'homme écarté, on rejette aussi la ligne. Qu'on se souvienne du limogeage de Servin et de Casanova ; on leur reprochait — sans doute à juste titre — de vouloir collaborer avec l'Etat gaulliste, après leur départ on est allé, dans cette voie, beaucoup plus loin qu'eux.

Et le débat lui-même permettait, nous l'avons dit, d'animer la préparation et le déroulement du congrès. Bien plus la forme même du débat, pourtant indigne d'un Parti qui se prétend léniniste, servait de caution de « démocratie » vis-à-vis de la « gauche française ». On entre dans le jeu des cautions. Garaudy lui-même, déchu des postes responsables mais maintenu dans le Parti et qui continue

à s'exprimer, qui a dénoncé l'inter-vention de Tchecoslovaquie ou le manque de démocratie dans le Parti est une caution « anti-stalinienne ». Althusser et ses disciples, marxistes-léninistes rigoureux tant qu'il s'agit de théorie et pas de pratique, fidèles à Staline, prêts à récupérer pour le P.C.F. et la pensée-maotsé-toung et la Révolution Culturelle sont une caution « marxiste et anti-révisionniste ». On dose savamment. Misérables jeux d'un Parti miné par l'opportunisme et le révisionnisme ! Nous sommes plus d'un à être entrés au P.C.F. dans l'intention d'y combattre pour la révolution prolétarienne et à y avoir milité de longues années. Nous ne les regretterons jamais, nous sommes conscients d'y avoir beaucoup appris et quelquefois agi utilement. Nous y avons toujours connu le combat entre deux lignes, parfois la meilleure prévalait. Mais il y a déjà longtemps que la situation, est devenue irréversible. De nombreux facteurs rendent les uns plus vite conscients que les autres. Nous savons que nous avons encore au P.C.F. de nombreux camarades dont nous ne mettons pas en doute l'attachement à la cause du prolétariat. Qu'ils ouvrent enfin les yeux !

A BAS LE REVISIONNISME !

VIVE LE MARXISME-LÉNINISME !

René.

PROLETARI DI TUTTI I PAESI, UNITEVI!

DOCUMENTO DEL

nuova unità

ORGANO CENTRALE DEL PARTITO COMUNISTA D'ITALIA (m.-l.)

La ligne de masse du Parti et les luttes ouvrières

La classe ouvrière, dans les grandes luttes de ces mois derniers, a mené une offensive massive, par laquelle elle a porté un coup dur à la bourgeoisie dont elle a accentué la crise. Au cours de ces luttes, des couches de plus en plus vastes de travailleurs ont pris conscience de la nature contre-révolutionnaire du révisionnisme, de son rôle de couverture du patronat et du gouvernement bourgeois, de son action anti-populaire.

Tel a été le caractère des luttes. Des millions de travailleurs, à l'occasion du renouvellement des contrats de travail, se sont résolument battus, non seulement pour rendre moins dures les conditions qui leur sont faites dans la vente de leur force de travail, mais encore et surtout, pour attaquer le système capitaliste d'oppression et d'exploitation.

La lutte des travailleurs italiens est partie intégrante de la lutte de tous les peuples opprimés et exploités contre l'impérialisme, le social-impérialisme révisionniste et tous ses laquais. Dans le vaste front mondial anti-impérialiste, la Chine et l'Albanie constituent les plus forts bastions du socialisme, des luttes du prolétariat et des peuples du monde entier contre l'oppression et l'exploitation.

La classe ouvrière, les masses populaires italiennes ne veulent pas payer les conséquences des tentatives désespérées de la bourgeoisie pour se tirer d'une crise qui est la sienne. La crise du capitalisme italien est liée à la crise du capitalisme et de l'impérialisme à l'échelle mondiale : « Nous sommes à l'époque où l'impérialisme marche vers son effondrement total, où le socialisme avance vers la victoire dans tous les pays du monde ».

La bourgeoisie italienne, prise dans l'étau d'une crise de plus en plus grave et traquée par la lutte des masses populaires, tente de maintenir ses positions pour la recherche du profit maximum grâce à une politique économique fondée sur l'intensification de l'exploitation, sur les bas salaires, sur l'augmentation des accidents du travail et des maladies professionnelles, sur le chômage, sur l'émigration, sur la misère de millions de familles. Minée par de profondes contradictions, la bourgeoisie déploie son action répressive sous la couverture de la « légalité démocratique et parlementaire », avec la perspective de faire capituler toujours davantage les révisionnistes en les associant plus ouvertement dans la gestion du pouvoir. Au même moment, la bourgeoisie est prête à des aventures plus manifestement réactionnaires. En exploitant des actes de terrorisme contre-révolutionnaire, la réaction bourgeoise a déchaîné une vaste opération de répression, avec l'intention d'entraver la montée des luttes populaires. Des milliers et des milliers de travailleurs, en premier lieu les militants de notre Parti, ont été dénoncés, arrêtés, poursuivis en justice, condamnés, emprisonnés. Mais les travailleurs n'ont cessé de s'aguerrir dans les persécutions, ils ont exprimé un potentiel révolutionnaire qui a effrayé la bourgeoisie et bouleversé les plans des révisionnistes, ils ont manifesté une conscience accrue et la volonté de créer une nouvelle unité à la base pour s'attaquer de façon radicale au système d'exploitation et d'oppression. En particulier la conscience du rôle décisif joué par le Parti en tant que détachement d'avant-garde de la classe ouvrière, ne cesse de devenir plus claire.

L'action de notre Parti a réussi dans certaines usines et secteurs de la production, à diriger et organiser les luttes contre le patronat et ses laquais qui ont fait leur nid dans les centrales syndicales et les partis révisionnistes. Notre ligne s'est démon-

trée capable de mobiliser de nombreux groupes d'ouvriers avancés, non seulement là où le Parti a agi directement, mais encore souvent en influençant de vastes couches d'ouvriers et des mouvements de masse qui devaient, au cours des luttes elles-mêmes, pour battre le patronat, s'opposer aux bureaucrates des syndicats et aux révisionnistes du P.C.I. et du P.S.I.U.P.

Une fois encore les traîtres au prolétariat ont consommé de nouvelles trahisons sur le dos des travailleurs. Bien qu'à grand-peine, ils ont pourtant réussi à imposer des solutions réformistes momentanées aux affrontements de classe. Mais la signature de ces accord-dûperies ne fera que les démasquer ultérieurement aux yeux des travailleurs qui s'organisent toujours davantage sous l'orientation et la direction du Parti, pour que leurs luttes se développent dans la perspective révolutionnaire. Terrorisés, les capitalistes ont eu recours, avec une fréquence toujours accrue, à la répression et à la violence réactionnaire.

Le plan réformiste que la bourgeoisie et le révisionnisme voudraient réaliser pour contenir la poussée des masses en lutte, en maintenant intégralement le pouvoir d'exploitation patronal est sans cesse plus ébranlé. Face à la poussée des masses, le capitalisme met en œuvre la violence anti-populaire, généralement sous le masque de la légalité démocratique. Mais la répression contre les masses populaires de plus en plus combattives ne fera qu'aguerrir le prolétariat et développer davantage ses capacités de lutte.

La bourgeoisie, grâce au soutien révisionniste, déploie une politique réformiste unie à des actes répressifs. La « démocratie » bourgeoise montre de plus en plus qu'elle n'est qu'une couverture de la nature réactionnaire du capital, montre de plus en plus qu'elle n'est que l'instrument de la dictature d'une petite poignée d'exploiteurs contre la grande majorité des exploités.



Le camarade Fosco Dinucci, secrétaire du P.C.M.L.I. prenant la parole à un meeting.

Le développement des luttes pose toujours avec plus de force au Parti la nécessité d'accroître ses capacités de direction. L'initiative politique, quand on la lie aux problèmes réels des masses, développe leurs capacités combattives, élève leur conscience, les organise dans la lutte.

Afin que le Parti puisse s'acquitter de ses tâches, il est nécessaire que lui-même soit la personnification de la discipline dans l'inséparable unité idéologique, politique et organisationnelle qui caractérise le détachement d'avant-garde du prolétariat. Ce n'est qu'ainsi que le Parti peut assurer une direction systématique des luttes de la classe ouvrière et des vastes masses populaires.

Tous les militants, toutes les organisations du Parti doivent s'unir toujours davantage aux masses populaires pour que le Parti soit reconnu par les travailleurs comme leur détachement d'avant-garde, comme faisant à la fois partie de la classe ouvrière et la guidant. Nous devons maintenir des liens

La ligne in rappo

constants et profonds avec les travailleurs, lutter toujours avec eux et à leur tête, dans la pleine confiance et la profonde conviction que la ligne tracée par le Parti et de mieux en mieux assimilée par les masses est juste, parce qu'elle répond aux besoins et aux intérêts des masses.

Le Parti doit être suffisamment capable de traduire sa ligne politique en action de masse pour faire comprendre et maîtriser, non seulement à ses militants, mais encore aux travailleurs chaque directive et chaque objectif de lutte. De la capacité qu'aura le Parti de mobiliser sur sa ligne des couches de plus en plus vastes de travailleurs, dépendra qu'il affirme sa fonction dirigeante.

C'est pour cela qu'il est nécessaire d'organiser de façon appropriée l'activité des masses afin qu'elle ait une continuité et qu'elle puisse se développer.

★

Notre capacité de direction se réalise dans l'activité qui nous lie toujours davantage aux masses, elle doit toujours réussir à saisir leurs intérêts et leurs besoins réels, organiser, unifier, diriger les luttes à l'intérieur de la stratégie générale du Parti.

Chaque exigence et chaque niveau de compréhension réclame au Parti une activité appropriée. A cette fin le Parti doit prendre soin des organisations de masse comme étant ses indispensables courroies de transmission. Le Parti peut ainsi élever leur conscience politique dans le rapport continu des masses avec les masses.

★

Dans son travail, le Parti met à la première place la classe ouvrière. De la capacité qu'a le Parti de se lier au prolétariat industriel et agricole, de l'organiser de façon appropriée découle la possibilité de la victoire de la révolution dans notre pays, car c'est seulement sous la direction de la classe ouvrière qu'on peut réaliser la plus grande unité des masses populaires.

Les paysans pauvres, les intellectuels, les étudiants révolutionnaires doivent soutenir activement les luttes de la classe ouvrière et agir sous la direction de celle-ci, car seul le prolétariat est la classe révolutionnaire jusqu'au bout. C'est pourquoi le Parti, tandis qu'il consacre tous ses efforts à organiser les ouvriers afin qu'ils prennent de plus en plus conscience de leurs tâches historiques, dirige leurs luttes pour infliger des coups de plus en plus durs au pouvoir bourgeois.

Dans l'organisation de la classe ouvrière le Parti garde à l'esprit ces deux directives fondamentales de travail : d'une part il organise l'avant-garde révolutionnaire marxiste-léniniste dans le Parti, en augmentant continuellement ses rangs avec les meilleurs combattants prolétariens, afin que la composition de classe du Parti soit toujours davantage d'origine prolétarienne ; d'autre part il organise les masses ouvrières en tant que masses qu'exploite le capitalisme et qui luttent pour vendre à plus haut prix leur force de travail.

Prolétarianisation du Parti signifie fondamentalement le processus par lequel la classe ouvrière, à travers son détachement d'avant-garde a les pouvoirs réels de direction de la lutte des classes. Ce qui ne peut se réaliser que dans le feu de la lutte où l'affrontement de classe fait émerger et aguerrit les militants prolétariens, qu'en liaison avec la vie du Parti où les camarades se renforcent sur le plan idéologique et dans la maîtrise de la ligne politique, en s'affirmant en tant que communistes et en enrichissant le Parti de toujours nouvelles énergies. Il est donc indispensable que le Parti vive jour après jour au feu de la lutte, profondément intégré aux masses, que chaque militant se considère lui-même comme appartenant aux travailleurs, qu'il vive avec ceux-ci les problèmes de l'exploitation.

★

En même temps que le Parti donne tous ses soins à la formation de nouveaux militants marxistes-léninistes, il se bat pour que la grande masse des travailleurs, qui souffre sous le joug de l'exploita-

COMITATO CENTRALE

di massa del Partito
porto alle lotte operaie

tion puisse résister aux attaques continuelles du capitalisme et, en se maintenant à l'offensive, puisse obtenir des améliorations salariales et des conquêtes qui, même si elles sont momentanées, rendent moins dures leur condition d'exploités.

C'est en ce sens que le Parti guide le prolétariat dans sa lutte sur les trois fronts idéologique, politique et économique, dans l'unique lutte de classe qui oppose la classe ouvrière au capitalisme. Mettre de côté un seul de ces aspects, oublier une seule de ces tâches, cela signifierait dénaturer le Parti et ne pas se battre pour la cause du prolétariat.

Le Parti Communiste (marxiste-léniniste) d'Italie est le détachement conscient et organisé de la classe ouvrière, guidé par le marxisme-léninisme et la pensée-mao-tsé-toung, science révolutionnaire fondée sur le matérialisme dialectique et historique. En maîtrisant la théorie de la lutte de classe, le Parti devra la traduire en indications concrètes de lutte et en mouvements de masse pour la prise du pouvoir et l'instauration de la dictature du prolétariat. Il doit donc être en mesure de faire assimiler aux masses les mots d'ordre et les directives de lutte, en les mobilisant aux différents degrés de conscience par une tactique extrêmement souple, capable d'adhérer fermement à leurs besoins et de les pousser vers la stratégie générale de la révolution. Ainsi seulement le Parti sera en mesure de réaliser la plus vaste unité des masses sur sa ligne qui, matérialisée en objectifs concrets, mobilisera les masses elles-mêmes dans la perspective de la révolution.

Ceci est particulièrement important dans les luttes économique-revendicatives qui affrontent les effets de l'exploitation capitaliste sans en éliminer les causes. Mais de telles luttes favorisent l'organisation de la classe en développant et renforçant l'unité des masses, qui, pas à pas, prennent conscience comment leur unité, leur capacité de mobilisation et leurs luttes peuvent permettre des victoires même partielles sur le patronat. C'est pour cette raison que les luttes revendicatives constituent l'action nécessaire de tous les jours qui nous permet d'élever la conscience de classe du prolétariat, en développant et en renforçant son unité. La limitation même des conquêtes constitue pour nous une possibilité continue de faire vérifier aux masses par leur expérience que seule la prise du pouvoir politique mettra fin à leur condition d'exploités.

Dans cette lutte le Parti devra démasquer les illusions réformistes des révisionnistes modernes qui, en partant d'acquis économiques partiels et momentanés, voudraient créer l'illusion de la possibilité d'une prise progressive du pouvoir par la classe ouvrière alors que le pouvoir du capital reste solide. En même temps, le Parti se bat contre le révisionnisme qui, par un camouflage maximaliste, veut faire croire qu'un mouvement spontané de masse, constitué par une somme de revendications dont on juge que le système est incapable de les résorber en elles-mêmes, puisse mettre en crise le capitalisme grâce à une lutte économique avancée. Il faut également refuser le schématisme et le maximalisme verbal petit-bourgeois qui prétend nier les luttes économique-revendicatives et se détourner des besoins immédiats des masses en estimant que de telles luttes sont purement « économistes » et en préférant au travail difficile d'organisation et de direction réelle la répétition de formules abstraites.

De telles positions, même si elles paraissent souvent s'opposer les unes aux autres, constituent essentiellement les trois points d'appui sur lesquels se fonde aujourd'hui le révisionnisme pour essayer de dévoyer les luttes des travailleurs et ne pas en permettre une maturation révolutionnaire complète.

Les revendications immédiates doivent être évaluées en fonction de leur capacité d'unir des forces déterminées, de faire exploser des contradictions déterminées, de mobiliser certaines couches des masses pour réaliser les alliances que le Parti considère utiles aux fins de sa stratégie, dans le processus d'accumulation du potentiel révolutionnaire et d'édification de l'armée des masses révolutionnaires dont le Parti est l'Etat-Major.

En ce sens le Parti réaffirme que c'est un élément

fondamental de sa stratégie dans les luttes ouvrières que l'union des travailleurs. Une telle unité n'est possible que dans le soutien inconditionnel des intérêts des travailleurs les plus exploités et les moins payés, donc de la majorité des travailleurs. En partant de tels intérêts, il est possible d'être réellement les défenseurs les plus conséquents des intérêts des plus larges masses populaires. Notre tactique, nos mots d'ordre, nos revendications et nos instruments organisationnels de masse doivent être liés à cet objectif. Avec cette ligne d'action, nous serons en mesure de démasquer les révisionnistes, non seulement en disant des choses justes, mais en montrant aux masses dans la pratique des luttes que nous sommes réellement leur guide authentique.



Les révisionnistes modernes, les dirigeants du P.C.I. et P.S.I.U.P., dans leur trahison des travailleurs, prouvent chaque jour qu'ils sont les laquais les plus sûrs du capitalisme, l'appui fondamental de son pouvoir fondé sur l'exploitation du prolétariat et des masses populaires. Bien qu'ils continuent à se cacher derrière un faux langage de classe et veuillent apparaître comme les amis de la classe ouvrière, chacune de leurs actions et chacun de leurs gestes sont dirigés contre les masses et favorisent les plans du capitalisme.

Leur travail tend à contenir la poussée des masses et, lorsque la lutte explose, à l'orienter sur de faux objectifs. A cette fin ils cultivent l'illusion d'une possible coexistence entre exploités et exploités, en se plaçant sur le même plan que la collaboration de classe de la Démocratie Chrétienne, du P.R.I., du P.S.U., du P.S.I. et des autres partis de la bourgeoisie. Leurs prédications ont pour but de maintenir incontesté le pouvoir du capitalisme. La même fonction est assurée par la prétendue stratégie des réformes, la stratégie qui fut hier celle de Nenni puis de Togliatti, est de nos jours celle de Longo et de Novella. Ces gens s'efforcent de cacher le véritable visage du capitalisme en l'enjolivant, tentent de paralyser les luttes et lorsqu'ils n'y parviennent pas, de les disperser en mille ruisseaux et de les rendre inefficaces, en poursuivant leur plan qui consiste à maintenir ce qu'ils appellent la paix sociale... Mais cette « paix sociale » est en réalité la paix des capitalistes qui peuvent ainsi continuer à exploiter et à s'enrichir au détriment des travailleurs tandis que pour la classe ouvrière, pour les masses travailleuses, elle signifie misère et souffrance sous le joug de l'exploitation.

Si le capitalisme a réussi à corrompre un certain groupe de travailleurs et à en faire une couche privilégiée, on le doit à cette politique révisionniste. Les révisionnistes s'appuient ensuite sur ces créatures du patronat pour créer l'illusion que tous les travailleurs pourraient atteindre ce niveau de vie ; ils essaient ainsi d'enjoliver l'exploitation, favoriser l'individualisme et la concurrence entre travailleurs, ils essaient de les opposer les uns aux autres dans la recherche des maigres miettes dont le capitalisme se sert pour son œuvre de division des travailleurs eux-mêmes.

L'action néfaste qui a pour but d'affaiblir et de diviser la classe ouvrière est conduite, au niveau économique, par les révisionnistes de la C.G.I.L. qui, bien loin d'être autonomes, sont les instruments de la politique de dirigeants du P.C.I. et du P.S.I.U.P., voire, par l'intermédiaire de la social-démocratie, directement du gouvernement bourgeois.

Les bureaucrates du syndicat réalisent leur politique de défense du patronat et de trahison des travailleurs avec divers moyens et sous diverses formes : la révision des conventions collectives à échéances fixes, selon les intérêts du capital, et non selon le rapport de force et la possibilité de lutte de la classe ouvrière ; les luttes catégorielles, qui tendent à diviser et à briser le front ouvrier ; les longs ajournements fondés sur une prétendue confiance dans le patronat et grâce auxquels on tente de substituer la confiance dans les négociations à la confiance dans la lutte ; le compromis qui, substitué à la lutte et devenant le seul objectif

auquel on tend, permet d'arrêter la lutte même si les rapports de force sont favorables au prolétariat et peuvent conduire à de plus grandes conquêtes.

Ces méthodes anti-ouvrières sont affinées et introduites de façon systématique dans la mesure où les syndicats développent sans cesse davantage leurs processus de dégénérescence au service de la planification capitaliste, assument les tâches qui leur sont confiées par le capitalisme pour endiguer et brider les poussées des travailleurs à l'intérieur des plans qu'il a lui-même établis.

Sur cette voie, la C.G.I.L. veut aujourd'hui passer à l'unité organique avec les centrales patronales C.I.S.L. et U.I.L., et mettre totalement le syndicat au service des patrons. Voici la source de la confiance que les capitalistes plaçant dans les bonzes syndicaux : ceux-ci sont appelés à accomplir directement les fonctions de blocage des luttes et de paternalisme de l'entreprise sur les lieux mêmes de travail.

Telle est la signification des prétendues conquêtes syndicales des tout derniers contrats. Assemblées d'usine, agents contractuels, position des syndicalistes dans les usines sont autant de mesures qui visent à empêcher toute possibilité d'intervention des ouvriers, en gardant fermement le syndicat entre les mains du patronat.

La reconnaissance des syndicats dans les usines est exaltée comme une victoire des travailleurs, mais en réalité elle est subordonnée aux garanties que les traîtres bureaucrates ont données au patronat lorsqu'ils ont montré clairement que leur but était de collaborer avec les patrons pour organiser la production, pour l'améliorer, pour l'accroître. Ce qui revient à aider le capitalisme dans l'exploitation scientifique des ouvriers, en augmentant les cadences de travail et en accroissant le profit patronal.

Les syndicats n'ont pas été introduits dans les usines pour mieux organiser la lutte contre le capital, mais bien pour favoriser le capital. Ils tâcheront de plus en plus de désorganiser la classe ouvrière. A cette fin, le capitalisme tendra à augmenter les possibilités d'action des bureaucrates du syndicat, cherchera à les imposer aux ouvriers avec force de loi grâce au « Statut des travailleurs », en sachant bien que l'augmentation des pouvoirs des syndicalistes traîtres signifie aussi l'augmentation des pouvoirs du patronat.

Sur cette route, qui signifie corporatisme de type fasciste du syndicat, la C.G.I.L. avance à pas toujours plus rapides, toujours à la remorque de la C.I.S.L. et de l'U.I.L. Conformément à cette voie, on cherchera à maintenir les ouvriers privés d'un authentique syndicat de classe, remplacé par les centrales corporatives privés de comités combattifs car dégénérés et remplacés par les sections syndicales d'entreprises ; privés de la possibilité de manifester leur propre volonté de façon organisée pour la défense de leur salaire.

Il en découle la nécessité de diriger plus que jamais notre travail vers la classe ouvrière, de maintenir entière sa combativité et de donner à ses luttes les instruments organisationnels adéquats.



Pour rendre aux ouvriers leur instrument de lutte revendicative, pour les organiser et les guider dans des luttes en usine, les « Comités de Lutte » se sont révélés des instruments valables.

Grâce au Comité de Lutte, de nombreux ouvriers, tout en n'ayant pas encore assimilé notre idéologie, se sont mobilisés sur la ligne du Parti, en menant des batailles décidées contre le patronat et ses laquais révisionnistes. Grâce aux Comités de Lutte, le Parti a pris de solides racines parmi les travailleurs, en renforçant ses liens avec eux, en remplissant parmi eux sa fonction de guide, en les mobilisant et en développant leur conscience révolutionnaire dans la pratique même de la lutte des classes, en se faisant les propagandistes de notre ligne politique également là où notre organisation ne parvenait pas directement et immédiatement, en préparant ainsi le terrain à une intervention plus approfondie de notre part dans le mouvement de masse.

La ligne de masse du Parti et les luttes Ouvrières (Suite et fin)

Le Comité de Lutte s'est révélé un instrument de valeur pour organiser les ouvriers, en réalisant la plus grande unité à la base et dans la lutte contre le patronat et ses laquais. Sa fonction même, qui l'oppose aux centrales syndicales et à tout l'appareil bourgeois et révisionniste, en accentue le caractère politique et révolutionnaire, car il accomplit des tâches qui, partant des luttes économiques et revendicatives immédiates, les dépassent bientôt au cours de ces luttes mêmes, en permettant une élévation de la conscience des ouvriers qu'il organise et mobilise.

Dans l'organisation des ouvriers, en réalisant l'unité à la base et dans la lutte contre le patronat et ses laquais, le Comité de Lutte agit encore comme un organe d'édification d'un authentique syndicat de classe. Cela signifie que les Comités de Lutte unissent les travailleurs, soit les adhérents aux syndicats traditionnels, soit les non-adhérents qui, les uns comme les autres, ne veulent plus être soumis aux directives des centrales syndicales. Conformément au principe qui veut qu'on travaille partout où les masses sont présentes, on doit donc lutter à l'intérieur et à l'extérieur du syndicat traditionnel pour promouvoir et favoriser le processus grâce auquel une grande partie des travailleurs se débent à l'influence des centrales syndicales.

La question du syndicat de classe en général ne peut pas se poser sur le plan d'un acte formel décidé par les membres du Parti et d'un certain nombre de travailleurs sympathisants. La perspective du syndicat de classe est liée à un processus grâce auquel une bonne partie des travailleurs prennent pleine conscience de la trahison des centrales syndicales traditionnelles, se rebellent à leur influence, s'en détachent et posent l'exigence d'un authentique syndicat de classe qui travaille et se batte dans le cadre de la stratégie révolutionnaire sous la direction politique générale du Parti. Ce qui n'exclut pas qu'une catégorie ou un groupe de travailleurs parmi les plus avancés du mouvement ouvrier porte à une maturation plus rapide les conditions nécessaires, brisent la cage révisionniste et patronale et qu'ainsi la question du syndicat de classe soit posée pour ces travailleurs. Le Parti assure l'orientation de l'initiative sur la juste voie de la lutte de classes au sein de la stratégie pour l'assaut du système capitaliste d'oppression et d'exploitation.

Un tel syndicat, sous la direction du Parti, lutte non seulement pour la conquête de meilleures conditions de vie pour les travailleurs, mais aussi pour frapper les secteurs vitaux du capitalisme.



Le Comité de Lutte surgit non seulement dans l'usine, mais aussi dans les campagnes, parmi le prolétariat agricole et les paysans pauvres, dans les écoles et partout où les masses se mobilisent dans la lutte contre le capitalisme et le révisionnisme, sur des luttes spécifiques et sur des contradictions spécifiques, où le potentiel révolutionnaire des masses explose en renversant les limites du réformisme révisionniste. Le Comité de Lutte tend à prendre de plus en plus le caractère d'une importante organisation de combat des masses, pour leur mobilisation sur la stratégie générale du Parti. Le développement des luttes et une prise de conscience toujours plus vive du prolétariat et des masses populaires à propos de la fonction de dupé et de trahison du révisionnisme pourront indiquer et permettre au Comité de Lutte l'accomplissement de tâches spécifiques dans le cadre d'une lutte plus générale pour la prise du pouvoir, dans le processus continu que réalise le Parti, processus d'accumulation et d'organisation des forces révolutionnaires.

C'est en se plaçant sur cette voie que le Parti réaffirme le rôle indispensable des revendications immédiates et la nécessité qu'elles soient mises en avant de façon conséquente par notre organisation.

Les revendications immédiates doivent être orientées sur les lignes générales des mots d'ordre qui tendent à unir la classe ouvrière en se fondant sur les intérêts et les exigences de sa grande majorité, la partie qui est la plus exploitée, en combattant l'action de division et de rupture que la bourgeoisie et les révisionnistes mettent en œuvre jour après jour.

En réaffirmant le principe : A TRAVAIL EGAL, SALAIRE EGAL, le Parti se bat contre toutes les discriminations que trace le capitalisme, discrimination de type raciste contre les femmes, discrimination contre les jeunes, discriminations territoriales grâce aux zones de salaire, discriminations quelles qu'elles soient.

Le Parti se bat contre l'augmentation des cadences de travail de plus en plus frénétiques, contre le chantage patronal qui, jouant sur les bas salaires qu'il impose, rend nécessaires les heures supplémentaires et oblige les travailleurs à des efforts tels qu'ils les usent en très peu de temps. Aussi doit-on lutter pour l'ABOLITION IMMEDIATE DE LA LOI ET DE TOUTE OBLIGATION D'HEURES

SUPPLEMENTAIRES, POUR UNE REELLE AUGMENTATION DU PERSONNEL, POUR DE SUBSTANTIELLES AUGMENTATIONS SUR LE SALAIRE DE BASE, pour ôter au patronat toute possibilité d'augmenter dans les faits l'horaire de travail qu'il affirme en paroles vouloir diminuer.

Dans notre travail, nous devons apporter un soin particulier à la lutte contre les projets du capitalisme qui tend à introduire des éléments de concurrence entre les ouvriers et qui cultive leur individualisme. A cette fin, notre lutte tendra à ENGLOBER DANS LE SALAIRE DE BASE LES FORFAITS ET LES PRIMES, tout comme on doit comprendre dans le salaire de base tous ces postes qui tendent à créer des séparations entre un ouvrier et l'autre, entre une usine et l'autre et entre les différents secteurs de la production.

Tandis que les forfaits et les primes tendent à créer des différences dans le salaire en se fondant sur la production, afin d'augmenter le rythme de l'exploitation en diminuant relativement le coût de la force de travail par des découpages continus des temps de travail, le patronat se livre à une entreprise de division et de stratification des ouvriers. Aussi est-il nécessaire de lutter pour L'ELIMINATION DES QUALIFICATIONS ET DES CATEGORIES DE CARACTERE ARTIFICIEL ET DISCRIMINATOIRE. Ces divisions sont tracées par le patronat, la plupart du temps, suivant des critères qui ne dépendent pas du rôle dans la production mais du degré de soumission au patron. Aussi est-ce un élément de corruption continue qui tend à créer des couches d'ouvriers privilégiés qui ont la fonction d'agents du patronat dans les rangs de la classe ouvrière, afin de désagréger et d'arrêter les luttes.

Pour y parvenir, le patronat tend à augmenter les différences de salaire entre une catégorie et une autre par un processus en dents de scie qui, en tenant compte du coût de la vie, baisse les salaires les plus bas et augmente les plus hauts. Il est en conséquence nécessaire de se battre pour LE RAPPROCHEMENT DES SALAIRES SUR LA BASE DES PLUS HAUTS.

Pour différencier les salaires, le mécanisme des paramètres qui expriment les différences entre catégories joue un rôle analogue. Les paramètres, introduits aujourd'hui dans tous les contrats de travail, sont des éléments de différenciation en pourcentage qui, comme tels, agrandissent la séparation entre les catégories et donc entre les ouvriers, en résorbant même les augmentations en chiffres. Ce mécanisme ne peut être bloqué que, d'une part, en supprimant certaines catégories et en diminuant les différences sur la base des plus hautes catégories, d'autre part en fixant LES AUGMENTATIONS EN CHIFFRES ET NON PAS EN POURCENTAGE, et, en même temps, en arrêtant tout mécanisme de pourcentage auquel le salaire fait aujourd'hui référence.

Le salaire, qui est toujours constitué par le minimum indispensable pour que l'ouvrier puisse reproduire sa force de travail, c'est-à-dire survivre et continuer à être exploité par le patron ne peut être augmenté que grâce à des luttes décidées par lesquelles les ouvriers fassent ployer la résistance des capitalistes.

Mais en régime capitaliste, toute augmentation de salaire tend à être résorbée par la hausse des prix, et en particulier des denrées de première nécessité, afin de préserver intacts les profits du capitalisme. D'où la lutte continue entre capital et travail. Dans cette lutte, les révisionnistes, conformément à l'esprit de collaboration de classe qui les anime ont favorisé la « politique de l'entreprise » du patronat. Les effets d'une telle politique ont été le morcellement du front des ouvriers, l'isolement des secteurs les plus faibles et l'apparition de certaines formes de corruption relative dans les secteurs productifs où les marges de profit sont plus fortes. A cette politique et au contenu trompeur que les révisionnistes lui prêtent, notre Parti oppose le principe de DECROCHER LES SALAIRES DE LA PRODUCTIVITE ET, SUR LA BASE DES EXIGENCES DU COUT DE LA VIE, LES ANCRER FERMEMENT A LA MARCHE DE LA LUTTE.

Afin que ce mot d'ordre se traduise en succès de la classe ouvrière, il est nécessaire de travailler pour que le prolétariat augmente ses propres capacités de lutte. Ce sera possible dans la mesure où auront été démasqués les opportunistes et où, dans la plus large unité révolutionnaire, le front des ouvriers saura exprimer son grand potentiel de lutte grâce à la juste direction du Parti.

A cette fin, il faut se battre contre toutes les divisions que la bourgeoisie et les révisionnistes ont ouvertes dans le front ouvrier. En ce sens reste pleinement valable l'indication d'UNIFIER LES REVENDICATIONS DES TRAVAILLEURS DES DIFFERENTES CATEGORIES ET DE GENERALISER LES LUTTES SUR LES OBJECTIFS ET INTERETS COMMUNS.

Sur cette voie, il est de notre tâche d'amorcer des luttes qui donnent le jour à un processus capable d'UNIFIER LES CONVENTIONS DE TRAVAIL

DES MEMES SECTEURS, DE REORGANISER LES OUVRIERS EN UN FRONT TOUJOURS PLUS LARGE.

Seul le renforcement des possibilités de lutte des ouvriers permettra d'obtenir de réelles conquêtes dans le secteur de la prévoyance et de l'assistance sociales, car, sur ce point, les capitalistes opposent une unité particulièrement ferme et mettent en œuvre dans leur résistance tous les moyens, ceux du patronat et ceux de la bureaucratie d'Etat. Le morcellement des luttes auquel procèdent, par méthode et dans les faits, les dirigeants révisionnistes, favorisent la situation honteuse des retraites et des prestations mutualistes, permettent que l'ouvrier soit pressé jusqu'à la moëlle quand il est dans toute sa vigueur, mis au rebut et rétribué par ce qui n'est qu'une aumône, quand il tombe malade ou vieillit.

L'unité des ouvriers, leur solidarité dans la lutte seront en mesure de faire ployer la résistance patronale. C'est en particulier possible parce que chaque travailleur sait quelle fin l'attend, quand il ne produira plus au rythme imposé par le capitalisme ou perdra complètement ses capacités de travail.

Le problème de la Sécurité Sociale est particulièrement important pour le prolétariat agricole en ce moment. Le chômage latent dans les campagnes a mis ces travailleurs dans la condition de ne pas pouvoir utiliser pleinement leur capacité de travail ; ils trouvent en effet une embauche pour une moyenne de cent jours par an. Pour pallier une telle situation, on avait réussi à obtenir des mesures d'assistance au moyen de l'inscription sur des listes tenues par les bureaux de l'Etat-civil, sur le critère de l'embauche présumée, ce qui signifie le droit de bénéficiaire de mesures d'assistance sur la base de l'inscription et non du travail réellement fourni. Aujourd'hui les autorités gouvernementales cherchent à abolir des stipulations si bien que les manœuvres agricoles n'auront droit à l'assistance que sur la base de l'embauche effective, c'est-à-dire des journées de travail effectivement accomplies. Par cette mesure on veut affamer les travailleurs de la campagne et les contraindre à l'émigration. Le capitalisme a déjà prévu dans ses plans et perspectives l'abandon de la campagne par deux millions et demi de travailleurs. Dans les desseins d'élément de chantage à l'égard des travailleurs des capitalistes, cette énorme masse devrait servir réduire leur combativité grâce à la menace de chômage, menace qui proviendrait des nouveaux chômeurs qui feraient pression à la porte des usines.

Dans ce plan infâme, les révisionnistes, comme d'habitude, ont pour rôle de masquer les manœuvres du capital. En déviant la lutte et en désignant comme objectif le contrôle des registres d'Etat-civil par les syndicats, en demandant de gérer le bureau de placement et donc en introduisant la vérification de l'embauche, c'est eux qui voudraient directement effectuer les prochaines radiations.

Contre l'escroquerie des révisionnistes, sur la demande de garanties pour ces travailleurs des campagnes notre position est : LES LISTES DE L'ETAT-CIVIL SONT INTANGIBLES — LUTTE A FOND CONTRE L'EXIGENCE D'EMBAUCHE EFFECTIVE ET LA VERIFICATION.

Cette lutte concerne non seulement le prolétariat agricole, mais encore celui de l'industrie et toutes les masses populaires, et c'est la raison pour laquelle notre Parti devra en être le promoteur principal ; il combattra en même temps pour l'égalisation des salaires, de la prévoyance et de l'assistance de tout le prolétariat industriel et agricole, toujours selon le principe : à travail égal, salaire égal.



La classe ouvrière, les vastes masses populaires prennent de plus en plus conscience de la nécessité de s'organiser en s'unissant étroitement dans la lutte contre le patronat, prennent de plus en plus conscience que la lutte contre le capitalisme doit être étroitement liée à la lutte contre l'impérialisme et le révisionnisme.

Sur cette voie, la classe ouvrière saura briser les contrats à échéance fixe qui, d'un côté permettent aux capitalistes de prendre haleine et de s'organiser en planifiant la production dans le temps grâce à cette trêve, de l'autre, en revanche, tendent à diminuer les possibilités et la combativité des ouvriers.

Sur cette voie, les masses travailleuses sauront briser les cages corporatives des centrales syndicales, en démasquant de plus en plus la tromperie révisionniste, au fur et à mesure qu'elles se battront sur la base des initiatives des Comités de Lutte.

Sur cette voie, en balayant de plus en plus l'influence révisionniste, et en guidant les masses afin qu'elles expriment pleinement leur volonté anticapitaliste, conscient de l'immense travail à accomplir, le Parti saura remplir de mieux en mieux ses tâches, en affrontant les difficultés et les peines que la lutte comporte, jusqu'à la victoire de la cause du prolétariat.

TRIBUNE DE DISCUSSION

Comité de base ou Syndicat ?

Le journal H.R. est-il adapté à la réceptivité des masses ?

A cet égard, nous estimons qu'il y a deux côtés : un positif et un négatif. (Nous rappelons que cette analyse ne part pas de notre propre imagination, mais de ce que nous pouvons retirer des conversations avec les camarades lecteurs de notre usine).

Le positif :

C'est le contenu théorique des articles de fond, des éditoriaux et de l'analyse qui est faite du capitalisme en général. Nous considérons ce côté du problème comme traité positivement.

Le négatif :

Ce sont les compte-rendus de la pratique qui ne nous semble pas correspondre à la réalité extérieure en générale. Nous avons l'impression que, bien souvent, les actions publiées sur tel ou tel aspect de la position révisionniste sont traitées de façon superficielle et se bornent à des attaques en règle contre les militants ou délégués de la CGT ou de la C.F.D.T. Nous critiquons ces attaques vulgaires, le plus souvent contre des camarades travailleurs qui, ne l'oublions pas, sont des hommes de la « base ».

Il faut se convaincre que les contradictions qui existent entre eux et nous, ne sont pas de la même nature que celles avec le capital et que, s'il y a contradiction, elles ne peuvent être antagonistes.

L'article paru page 10 du n° 30 de l'H.R., où les camarades reconnaissent l'échec du Comité de Base de Grenoble CAUB est assez édifiant.

Il est très nocif de faire des articles, des analyses superficielles et subjectives qui, en fin de compte, induisent les camarades en erreur et risquent de leur faire du tort ou de les faire reculer.

Un exemple :

L'action menée à l'époque par le Comité de Base de TUDOR, à Nîmes. Là aussi, il y a eu l'aspect positif, mais aussi l'aspect négatif. Le positif, c'était la réussite sur le plan économique de l'action des ouvriers et les attaques des révisionnistes contre les travailleurs en grève qui, en définitive, les démasquaient comme traîtres à la classe ouvrière.

Indiscutablement, les résultats revendicatifs, compte-tenu du contexte TUDOR, étaient remarquables. Cette action donna lieu à une série d'articles qui eux, étaient beaucoup moins remarquables et qui tendaient à démontrer que dorénavant c'était la seule voie juste pour les ouvriers pour faire aboutir leurs revendications. C'est alors que les camarades du Cercle d'H.R. d'Ivry reprenaient dans leur propagande ce magnifique exemple (sur le plan local TUDOR) et le balançaient dans un tract dans un contexte différent. On a pu lire dans le n° 24, la façon humoristique, mais payante, dont le succès TUDOR a été utilisé par les révisos pour mettre en boîte le journal et le Cercle d'Ivry.

Le négatif, c'est cela justement, qui a apporté de l'eau au moulin révisionniste. Toute une série de

conditions objectives avaient permis cette réussite à ce moment là. Mais ce Comité de Base, qu'est-il devenu depuis ? A-t-on analysé en son temps que le fait que le personnel séjourne peu ne permettrait pas à ce Comité de Base une action durable ? Que reste-t-il, un an après ? C'est là qu'est le danger des exemples analysés superficiellement et rapportés imparfaitement. Où la vérité est parfois cachée ! Un article sur notre usine, dans H.R., a propos d'un licenciement, parle de « délégués ». De quels délégués ? Ne soyons pas à sens unique, car nous savons mieux que quiconque que c'est le syndicat C.G.T. de base qui a agi pour cette réintégration. Pourquoi alors ne pas le dire ? A travers la majorité de ces articles, on a l'impression et même la certitude que les délégués C.G.T. ou C.F.D.T., qu'ils soient syndicaux ou du « personnel », sont pris comme têtes de turcs. On les accuse de tous les maux et de toutes les trahisons. Alors que bien souvent, ce sont des camarades, malheureusement télécommandés, mal éduqués politiquement et qui sont inconscients des prises de position qui leur sont soufflées par leurs pontes. Mais nous sommes convaincus qu'il y a des travailleurs à l'étiquette révisionniste qui, sur le plan de la lutte syndicale, sont extrêmement combattifs et hargneux et qui ont aussi valables que nous. Nous pensons que nos attaques doivent être portées sur l'idéologie et non sur les personnes, et même si parfois l'attaque personnelle est nécessaire, c'est l'idéologie de l'individu qu'il faut viser et non l'individu par lui-même.

Sur le mot d'ordre « Des Comités de Base partout » :

Nous avons analysé à fond les conditions locales pour une telle éventualité préconisée dans le n° 40 d'H.R.

Nous repoussons cette éventualité qui ne correspond nullement à la situation objective de notre usine. Nous pouvons dire avec certitude que beaucoup de travailleurs adhérant au syndicat C.G.T., ne sont au syndicat que pour l'organisation locale. Les critiques que nous avons entendues à la réunion de la remise des cartes sont là pour le confirmer. On pourrait alors nous rétorquer : « C'est donc sûr pour faire une autre organisation ! » A cela nous répondrons par une analyse complète de toutes les conditions.

1) Le syndicat ne groupe que le cinquième du personnel. Plus de la moitié lui fait confiance, mais cependant, les 4/5 du personnel, malgré nos positions locales justes, n'ont jamais voulu adhérer.

2) Le syndicat, depuis que des délégués marxistes-léninistes le dirigent, a su toujours se montrer à la hauteur pour défendre le personnel et ses revendications, aussi il n'a jamais germé dans l'esprit des gens, qu'une organisation, pour les défendre contre le capital, pouvait ou devait être différente.

3) Se couper ou rompre avec la C.G.T., c'est risquer de se faire considérer comme minoritaires et ne

pas être reconnus sur le plan légal ? Pas du tout ! Ce serait renoncer à avoir les moyens d'être en contact avec les autres usines du groupe (bien qu'elles soient syndicalement attardées).

4) Le rapport d'un de nos sympathisants nous a appris qu'à la suite des événements de Mai, vers la fin de 1968, la direction de l'usine se réjouissait ouvertement de nos affrontements avec les pontes et avec le P.C.F. Ces messieurs disaient même : « Ça y est, ce coup-ci ils vont se couper en deux ! ». Cette perspective aurait également effrayé beaucoup de travailleurs.

5) Nous ne voulons à aucun prix d'une initiative minoritaire qui serait la répression patronale et priverait le personnel de ses meilleurs défenseurs. Si un jour, le rapport des forces se transforme, nous en reparlerons.

Il ne faut pas prendre ses désirs pour des réalités. Toute initiative allant dans le sens opposé à la ligne acceptée par la majorité des marxistes-léninistes de notre usine et qui ne saurait être comprise de la masse des travailleurs relèverait du plus pur « gauchisme ».

O impatience ! Que d'erreurs irréparables tu engendres ! Tu es bien la marque des intellectuels !

« Moins de phrases pompeuses, disait Lénine, et plus de travail simple, quotidien ! ». Cet enseignement de Lénine doit s'appliquer dans les faits. Il ne consiste pas seulement à mettre des tracts dans les boîtes aux lettres, mais à se servir de tous les moyens pour faire avancer l'idéologie révolutionnaire marxiste-léniniste au travers des problèmes simples de tous les jours, que se posent les travailleurs. Gagner la confiance des masses, se lier étroitement à elles, faire corps avec elles, les éduquer et les entraîner sur des positions de classe justes, tel est notre objectif dans notre travail syndical.

Écoutons Dimitrov : « Nous devons déclarer de la façon la plus catégorique que l'ouvrier communiste, l'ouvrier révolutionnaire qui n'adhère pas au syndicat de masse de sa profession, qui ne lutte pas pour transformer le syndicat réformiste en une véritable organisation syndicale de lutte de classe, qui ne

lutte pas pour l'unité du mouvement syndical sur la base de la lutte de classe, cet ouvrier communiste, cet ouvrier révolutionnaire, ne s'acquitte pas de son premier devoir prolétarien ».

C'est à notre avis, la tactique qui s'avérerait payante idéologiquement à condition que les camarades qui militent dans les syndicats soient suffisamment avertis et éduqués politiquement pour faire apparaître à la masse des travailleurs la ligne juste et c'est cette masse qui renversera à coup sûr le rapport des forces en faveur de la lutte de classe. Mais pour cela, pas de sectarisme, pas d'impatience, pas de haine contre les travailleurs trompés. De l'activité de classe au grand jour dans les problèmes qui préoccupent les ouvriers.

Il faut poser en clair, devant les ouvriers, le problème de la démocratie syndicale, se servir des tribunes des Congrès, des réunions, des discussions, des contacts, pour poser le problème des luttes d'éducation.

Les idées justes avancent, c'est certain, et c'est comme cela que progressivement, les rapports de force peuvent changer à la base.

Pour la tête, on verra après ! Et pour conclure, si l'on nous posait la question : « Comité de Base ou travail dans le syndicat ? », nous répondrions :

En ce qui nous concerne, aucune condition ne nous permet de penser à la création d'un Comité de Base.

Mais ce que nous demandons aux marxistes-léninistes, c'est d'analyser ce problème de la « création partout de Comités de Base ». Nous sommes inquiets de ce problème, et nous ne voudrions pas que des camarades militants dans des Comités de Base voient leurs organisations plus grosses et surtout plus influentes qu'elles ne sont en réalité. Nous avons l'impression que dans les précédents articles de HR sur les Comités de Base, il y a des aspects qui sont négligés, des analyses incomplètes.

Tel est notre point de vue de militants marxistes-léninistes dirigeant un syndicat C.G.T.

Nous aimerions bien connaître où l'on en est, ailleurs, sur la force, l'organisation, l'efficacité des Comités de Base

NOTE DE LA RÉDACTION

Le comité de rédaction considère que le texte publié dans cette page pose avec force la nécessité et l'urgence d'une définition précise de la tactique des marxistes-léninistes dans les usines, au cœur même des masses ouvrières.

L'ajournement d'une rencontre nationale des ouvriers marxistes-léninistes, précédant une rencontre ouvrière plus large entre travailleurs rejetant le réformisme et le révisionnisme n'en apparaît que plus grave et plus néfaste. Il faut donc corriger cette insuffisance le plus rapidement possible. L'initiative des cheminots, par contre, devient un brillant exemple à suivre. Elle pourrait, à coup sûr, être suivie dans un très proche délai, d'une initiative du même genre en ce qui concerne les travailleurs du bâtiment, parmi lesquels nombreux sont les marxistes-léninistes. Mais ce sont les intéressés eux-mêmes qui

doivent prendre en main leurs propres tâches. L'Humanité Rouge ne peut que les aider en leur offrant ses colonnes.

Actuellement, des ouvriers marxistes-léninistes militent :

— Soit en dirigeant des syndicats CGT C.F.D.F. ou F.E.N.

— Soit à la base des syndicats ;

— Soit dans des Comités de Base ;

— Soit en constituant avec succès des sections syndicales rouges, comme dans le Cantal.

La diversité des formes d'action ne doit pas empêcher l'élaboration d'une ligne syndicale commune à l'ensemble des militants ouvriers marxistes-léninistes.

«L'Humanité Rouge» est profondément convaincue que cette importante question peut être résolue positivement dans un proche avenir.

ÉCOUTEZ LES RADIOS RÉVOLUTIONNAIRES

	Heures de Paris	Longueurs d'onde en m		Heures de Paris	Longueurs d'ondes en m
PÉKIN	19 h 30 - 20 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;	TIRANA	6 h	
	20 h 30 - 21 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;		16 h	
	21 h 30 - 22 h 30	sur 42,5 ; 45,7 ;		17 h	sur 31 et 42 m ;
	22 h 30 - 23 h 30	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.		19 h	
			21 h		
			22 h	sur 31, 42 et 215 m ;	
			23 h 30	sur 31 et 41 m.	

La "Gauche Prolétarienne" et le léninisme

La « Gauche Prolétarienne » est une tendance qui n'exprime que l'instabilité d'opinion traditionnelle des couches intermédiaires et mal définies d'intellectuels, et qui s'efforce de substituer au rapprochement avec des classes déterminées des actions d'autant plus tapageuses que le grondement des événements se fait plus fort. « On se démène, mon vieux, on se démène ! » est un mot d'ordre d'un grand nombre d'individus d'humeur révolutionnaire, entraînés par le tourbillon des événements et n'ayant aucune base, ni théorique, ni sociale.

Flottement et relâchement total dans le domaine des principes. La théorie est considérée comme secondaire : « d'abord la pratique, la théorie ensuite ! ». Autant dire jamais de théorie : « Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire » (Lénine - Que Faire ?). « A notre avis, l'absence de théorie enlève à une tendance révolutionnaire le droit d'exister, et la condamne nécessairement, tôt ou tard, à la faillite politique... » (Lénine - L'Aventurisme Révolutionnaire).

Le développement des luttes de masses, la lutte contre le révisionnisme (avilissement du marxisme) oblige, justement, les communistes tant soit peu sérieux, à se faire un devoir d'accorder encore plus d'attention à la théorie, à occuper plus résolument une position strictement définie, à se démarquer plus nettement des éléments instables et incertains.

« Nous ne sommes pas des terroristes ; nous ne répétons pas leurs erreurs puisque nous ne nous détournons pas du travail des masses » affirment les militants de la « Gauche Prolétarienne », et en même temps ils se vantent d'un acte terroriste où chacun peut voir que cet acte n'avait aucune liaison avec les masses, et que par la manière dont il a été accompli, il ne pouvait en avoir aucune. En outre, ceux qui l'ont accompli n'escomptaient, ni n'espéraient aucune intervention de soutien déterminé de la foule. Naïvement, comme les socialistes révolutionnaires russes du début du siècle, les militants de la « Gauche Prolétarienne » ne s'aperçoivent pas que leur penchant pour le terrorisme est intimement lié au fait qu'ils se sont trouvés, dès le début, et se trouvent toujours, à l'écart du mouvement ouvrier, n'essayant même pas de se transformer à partir de la classe ouvrière en lutte.

A une époque où les révolutionnaires manquent de forces et de moyens pour diriger une masse déjà en mouvement, appeler à des actions terroristes, c'est par là même, non seulement négliger le travail dans les masses, mais y semer directement la désorganisation.

Le mot d'ordre préféré de la « Gauche Prolétarienne » : « Oser critiquer, oser lutter, oser vaincre », qui est même élevé au rang d'idéologie (voir tract distribué aux lycéens de Cannes) est emprunté à Mao Tsé toung, et appliqué mécaniquement puisqu'il ne tient pas compte du contexte dans lequel il était employé : il s'adressait aux masses paysannes déjà organisées et guidées par le Parti Communiste Chinois ; ce qui n'est pas le cas en France aujourd'hui, où il s'agit justement d'organiser les classes en luttes. Appliquer de cette manière ce mot d'ordre rappelle étrangement la théorie de l'excitation par le terrorisme, la théorie de l'exacerbation de la lutte dont Lénine disait qu'« elle est une phrase creuse de subjectivistes qui oublient que le marxisme exige, pour la justification de tout mot d'ordre, une analyse précise à la fois de la réalité économique, de la situation politique et de la portée politique du mot d'ordre considéré » (une caricature du marxisme -

tome 23). « Il n'y a pas, il ne peut y avoir dans la social-démocratie aucun mot d'ordre « négatif » qui ne servirait qu'à exacerber la conscience du prolétariat contre l'impérialisme » sans montrer en même temps par une réponse positive comment la social-démocratie résoudra la question correspondante lorsqu'elle sera elle-même au pouvoir. Un mot d'ordre « négatif » non rattaché à une solution déterminée, n'exacerbe pas, mais émousse la conscience, car un tel mot d'ordre est du néant, un cri dans le vide, une déclaration sans substance ». (Une caricature du marxisme).

LA LUTTE CONTRE L'IDEOLOGIE BOURGEOISE ET CONTRE LE REVISIONNISME :

La « Gauche Prolétarienne » considère que cette lutte est « dépassée » ; l'idéologie bourgeoise est « pourrie », elle n'intéresse personne... Il va sans dire que ce jugement est totalement subjectif : la « Gauche Prolétarienne » a tout simplement « oublié » que l'idéologie dominante est celle de la classe au pouvoir, et que cette idéologie ne pourra être réellement combattue qu'une fois la dictature du prolétariat instaurée. Donc, tant que la bourgeoisie est au pouvoir, l'idéologie bourgeoise domine, et la seule façon de la combattre est d'armer la classe ouvrière et ses alliés de l'idéologie marxiste-léniniste enrichie par la pensée-maotsétoung, idéologie nécessaire au renversement du pouvoir de la bourgeoisie.

« Une idéologie, fût-elle la meilleure, fût-elle le marxisme-léninisme lui-même, est sans effet si elle n'est pas liée à des réalités objectives, ne répond pas à des besoins existant objectivement, et n'est pas assimilée par les masses populaires ».

« La théorie, force spirituelle, devient une force matérielle lorsqu'elle pénètre les masses ». (Karl Marx).

Le révisionnisme, forme de l'idéologie bourgeoise, a encore une grande emprise sur les masses populaires ; il doit être combattu au même titre que l'impérialisme.

« Une lutte contre l'impérialisme qui ne serait pas indissolublement liée à la lutte contre l'opportunisme, serait une phrase creuse ou un leurre » (Lénine, œuvres, T 23, « Programme militaire de la révolution prolétarienne »).

La « Gauche Prolétarienne » parle beaucoup de REVOLTE des masses, mais jamais de leur ORGANISATION. Elle oublie que la révolte, même déjà consciente, reste toujours au niveau de la spontanéité (cf. Que Faire ?).

Et pour cause, puisque les ouvriers, par eux-mêmes, par la lutte économique ne peuvent acquérir une conscience marxiste : celle-ci ne peut leur venir que du dehors (cf. préface de Engels à « La Guerre des paysans »). D'où la nécessité d'un Parti d'avant-garde armé de la théorie marxiste : « Seul un Parti d'avant-garde guidé par une théorie d'avant-garde est capable de remplir le rôle de combattant d'avant-garde » (Que Faire ?).

« L'activité des larges masses qui n'est pas organisée comme il convient par un fort groupe dirigeant, ne peut se maintenir longtemps, ni se développer dans une direction juste et atteindre un degré plus élevé » (Mao Tsé toung « A propos des méthodes de direction »).

En fait, le rejet du Parti, ou du moins son ravalement à un poste secondaire, qui en fait un Parti « suiviste », n'est que la manifestation petite-bourgeoise de gens qui sont incapables de se plier à la voie de la majorité.

De même, la thèse : « Les idées des masses sont justes », élevé au rang de dogme, écarte, par là-même, la nécessité de l'éducation des masses par la révolution par le Parti ; les masses, par elle-mêmes, ne peuvent pas dépasser le niveau de la politique « trade-unioniste », c'est pourquoi « Nous devons entreprendre activement l'éducation politique de la classe ouvrière, travailler à développer sa conscience politique » (Que Faire ?). Et cette éducation reste aujourd'hui encore, même à l'époque de la pensée-maotsétoung, la tâche essentielle des militants révolutionnaires. Certes, c'est une tâche qui nécessite un long et opiniâtre travail, mais les véritables révolutionnaires n'oublient pas que le marxisme-léninisme a pour but la transformation radicale des conditions de vie de l'humanité tout entière, et que par suite, il n'est pas permis à un communiste de se laisser troubler par la longueur du travail.

Les masses populaires n'ont pas attendu la « Gauche Prolétarienne » pour se révolter, pour se défendre sur leur lieu de travail, par contre, elles demandent avidement que les révolutionnaires leur apportent des connaissances politiques qu'elles ne peuvent pas trouver en usine.

« De l'activité, nous en avons beaucoup plus que vous ne le pensez, et nous savons soutenir par une lutte ouverte, par des combats de rues, même des revendications qui ne laissent entrevoir aucun « résultat tangible » ! Et ce n'est pas à vous « d'élever » notre activité, car l'activité est justement ce qui vous manque. Ne vous inclinez pas devant la spontanéité, et songez un peu plus à élever votre activité à vous, messieurs ! » (Que Faire ?).

Voilà ce que disait un ouvrier russe aux économistes et terroristes de l'époque qui préconisaient le terrorisme comme moyen « d'exciter » le mouvement ouvrier, de lui imprimer une vigoureuse impulsion.

La « Gauche Prolétarienne », dans son action auprès des masses, ne s'occupe principalement que des éléments les plus avancés qui, selon elle, sont ceux qui se révoltent, ce qui est absurde, puisqu'il faudrait dire que les habitants des bidonvilles d'Argenteuil sont plus avancés, plus conscients politiquement que les ouvriers d'une usine comme Renault, ou autre. De nouveau, culte de la spontanéité : REVOLTE = CONSCIENCE.

S'occuper avant tout des couches soi-disant plus avancées, diriger en priorité la propagande et l'agitation sur celles-ci, est une théorie anti-léniniste, puisque pour Lénine lui-même, la propagande doit se faire non seulement dans la classe ouvrière tout entière, mais encore parmi le peuple tout entier.

« Ceux là précisément risquent

le moins de ne pas voir venir la révolution qui mettent, comme le fait l'Iskra, l'agitation politique parmi tout le peuple à la base de leur programme, de leur tactique, et de leur travail d'organisation » (Que Faire ?).

« Aujourd'hui, ce ne sont pas seulement des agitateurs politiques, mais aussi les social-démocrates révolutionnaires organisateurs qui doivent aller dans toutes les classes de la population » (Que Faire ?).

« Mais le principal, évidemment, c'est la propagande et l'agitation dans toutes les couches du peuple » (Que Faire ?).

« Car, n'est pas social-démocrate quiconque oublie pratiquement que les communistes appuient tout mouvement révolutionnaire, que nous avons le devoir par conséquent d'exposer et de souligner les tâches démocratiques générales devant tout le peuple, sans dissimuler un instant nos convictions socialistes... Nous devons nous souvenir qu'un Parti révolutionnaire ne mérite son nom que lorsqu'il dirige réellement le mouvement de la classe révolutionnaire... sans nier en aucune façon, dans le principe, la violence et le terrorisme, nous demandons quand les manifestations ont pris de la force que l'on travaillât à préparer des formes de violence incluant la participation immédiate de la masse et assurant cette participation. Nous ne fermons pas les yeux sur cette tâche difficile, nous y travaillons fermement et opiniâtrement, sans nous laisser troubler par ceux qui objectent qu'il s'agit d'un avenir lointain et indéterminé. « Oui, messieurs, nous sommes aussi pour l'avenir et pas seulement pour les formes du mouvement passé. Nous préférons œuvrer longuement et difficilement à quelque chose qui a de l'avenir, plutôt que répéter facilement ce qui est déjà condamné par le passé ». (« L'aventurisme révolutionnaire » Lénine).

Seule l'incompréhension la plus grossière du marxisme pouvait amener à croire que la naissance d'un mouvement ouvrier de masse spontané nous libère de l'obligation de créer une organisation révolutionnaire, au contraire, ce mouvement nous impose précisément cette obligation, car la lutte spontanée du prolétariat ne deviendra une véritable lutte de classe du prolétariat que lorsqu'elle sera dirigée par une forte organisation révolutionnaire.

Comme nous l'enseigne le président Mao : il nous faut « un Parti discipliné, armé de la théorie marxiste-léniniste, pratiquant l'autocritique et lié aux masses populaires ; une armée dirigée par un tel Parti, un front uni de toutes les classes révolutionnaires et de tous les groupements révolutionnaires placés sous la direction d'un tel Parti ».

Nice - décembre 1969.

NANTES : Encore une bêtise de la G. P.

Vendredi 20 mars, l'A.A.F.C. organisait un meeting, à Nantes, avec HAN SUYIN sur le thème : « La femme et la révolution culturelle ». Près de 1 000 personnes vinrent applaudir chaleureusement l'oratrice. Cette soirée eut été presque parfaite si quelques militants de la GP n'y étaient venus dans le seul but, pour la plupart, d'y diffuser leur organe, la C.D.P. Les militants des A.F.C. leurs expliquèrent ce qu'était une organisation de masse et que cette organisation diffusait un journal « Aujourd'hui la Chine ».

La G.P. ne voulut rien savoir, quelques bousculades s'ensuivirent. Pour notre part, nous estimons

qu'une organisation de masse ne doit pas être un cartel de groupes et qu'en tant que militants des A.F.C., nous devons diffuser « Aujourd'hui la Chine ».

La G.P. nous a retourné que : 1^{er} eux, ils faisaient de la propagande pour la Chine dans les masses (très bien) et que 2^e, ce genre de meeting qui sépare la propagande pour la Chine de la lutte des masses en France, est un meeting révisionniste. Ils sont venus vendre leur journal pour faire cette liaison !

Bref, ils n'ont pas compris le rôle d'une organisation de masse, encore moins celle des A.A.F.C.

Le C.D.H.R. de Nantes.

LE SUD-EST ASIATIQUE, PREMIÈRE TOMBE DE L'IMPÉRIALISME YANKEE

Depuis le coup d'Etat du 18 mars, la clique Lon Nol-Sirik Matak, qui s'est emparée du pouvoir, au Cambodge, à l'instigation et pour le compte de l'impérialisme américain, a mis tout le pays à feu et à sang, suscitant l'horreur et la colère des peuples du monde entier, à commencer par le peuple Khmer lui-même. Dans toutes les provinces, celui-ci prend les armes contre la clique militaroféodale de Lon-Nol et ses hommes de mains.

En lisant les informations qui tombent d'heure en heure, une comparaison vient immédiatement à l'esprit. Le coup du 18 mars 1970, à Pnom Penh et celui du 30 septembre 1965 à Djakarta, en Indonésie, se ressemblent comme deux gouttes d'eau.

Les forces de la réaction sont les mêmes dans les deux pays : féodaux, militaires formés par les colonialistes occidentaux (ici français, là hollandais) et les impérialistes japonais, bourgeoisie compradore, bourgeoisie bureaucratique. Le tireur de ficelles est le même aussi : l'impérialisme américain.

LE POGROM, ARME FAVORITE DES CLIQUES PRO-IMPÉRIALISTES

Comme en Indonésie, la clique militaroféodale de Pnom-Penh a cherché à asseoir son pouvoir sur la haine raciale. Les massacres et persécutions odieuses, dont la population chinoise habitant l'Indonésie a été, et est encore, la victime, sont bien connues, encore que les « grandes voix » de la conscience bourgeoise, si promptes à se faire entendre en d'autres circonstances, aient observé, à ce sujet, un silence de mort.

Plus récemment, la population chinoise et indienne a été en butte à des persécutions non moins sauvages de la part des fantoches de Malaisie.

Dans un cas comme dans l'autre, le principe « diviser pour régner », appliqué jusques, et y compris, au pogrom, a pour but de suggérer au peuple que ses malheurs ne viennent pas de l'exploitation féodale et néo-colonialiste, mais des « métèques ». En élevant l'antisémitisme à la hauteur d'une institution d'Etat, le nazisme allemand avait montré la voie.

Lon Nol, Sirik Matak et leurs complices, imitant Suharto et Hitler, ont donc cherché, eux aussi, à provoquer, chez le peuple Khmer, une réaction xénophobe, et à le détourner de lutter contre ses vrais ennemis : l'impérialisme américain et ses hommes de main.

Au cambodge, ce sont les vietnamiens qui ont été la cible des protagonistes. Dans ce pays, dont l'histoire a été mêlée depuis des siècles à celle du Vietnam, la population d'origine vietnamienne représente 10 % des 6 500 000 habitants du pays.

De tout temps, la communauté vietnamienne a toujours vécu en bonne intelligence avec le peuple travailleur khmer. Cette amitié s'est encore renforcée dans la lutte contre l'impérialisme français, japonais, français encore, puis américain. C'est dire que les sentiments anti-vietnamiens n'ont aucune base de masse dans le peuple Khmer, n'en déplaie à certains correspondants occidentaux, toujours prêts à prendre leurs désirs pour des réalités. Les massacres de vietnamiens, dont la presse du monde entier est bien obligée de faire état, est donc le fait d'une petite minorité des forces militaires et policières khmères, aidées parfois de groupes armés recrutés dans le lumpen-prolétariat, et encadrés de féodaux férocièrement réactionnaires.

Cependant, six semaines après le coup d'Etat, le peuple Khmer a bien pris les armes, mais pas pour massacrer les vietnamiens. Partout, les unités fantoches sont harcelées et étrillées. Des unités entières, officiers en tête, passent au maquis. Pnom Penh est isolée. Le complot des impérialistes yankees et de l'extrême réaction khmère est en train de s'effondrer.

PROVOCATION ET ECHEC DES IMPÉRIALISTES

Il faut noter à ce sujet, l'extrême réticence de la presse bourgeoise française à reconnaître cette levée en masse du peuple Khmer. Jusqu'à ces derniers jours, en effet, on ne parlait, dans notre bonne presse, que d'affrontement entre « vietcongs » et forces khmères. Le cas du « Monde » est particulièrement caractéristique. Il y quelques mois, il avait publié un reportage sur les maquis de gauche khmers, désignés sous le nom de « khmers rouges ». Il y indiquait, entre autre, que les « khmers rouges » contrôlaient de vastes zones du pays, et notamment la quasi totalité des provinces de Battambang (à l'ouest) et Rattanakiri (au nord-est).

Le coup d'Etat pro-yankee a amené la partie

de la bourgeoisie cambodgienne qui soutenait Sihanouk, et Sihanouk lui-même, à se rapprocher des forces progressistes qu'il combattait encore, il y quelques semaines. Ces dernières ont fait savoir qu'elles étaient prêtes à lutter aux côtés des partisans de Sihanouk, dans le cadre d'un front uni national pour l'indépendance et la liberté du peuple. De telles alliances se sont forgées dans la lutte au Laos (Néo-Lao Haxhat et neutralistes patriotes), en Indonésie (P.K.I., anciens partisans de Sukarno et musulmans progressistes), en Birmanie (P.C. birman, progressistes et minorités nationales opprimées par le pouvoir réactionnaire) et dans d'autres pays du Sud-Est asiatique.

Les exemples de la Chine et du Vietnam — où de telles alliances ont abouti à la défaite des impérialistes et à l'instauration du pouvoir populaire — ont inspiré tous les peuples de cette région du monde, dont les problèmes sont semblables à ceux que les peuples frères chinois et



vietnamiens, eurent à résoudre. Mais l'honorable correspondant du « Monde », Pomonti, devenu soudainement aussi myope que ses confrères du « Figaro » et du « New York Daily News », ne voyait plus que des « vietcongs ».

L'ORTF se cramponne encore à cette version mensongère, s'alignant elle aussi, sur les chefs d'orchestre yankee.

Mais la vérité est têtue, et la presse bourgeoise commence maintenant à reconnaître que la population khmère, et en particulier la paysannerie, rejoint en masse les rangs de la lutte armée. Le complot impérialiste se retourne donc contre les stratèges du Pentagone, comme nous l'enseigne le camarade Mao Tsé toung : « provocation, échec, nouvelle provocation, nouvel échec, et ainsi jusqu'à leur ruine, telle est la logique des impérialistes et de tous les réactionnaires à l'égard de la cause du peuple, et jamais ils n'iront contre cette logique ».

MALHEUR AU FOU QUI ENFOURCHE UN TIGRE !

Comment ne pas penser à ce proverbe chinois, en voyant la situation désespérée où se débat l'impérialisme yankee en Asie ?

En effet, il paraît étonnant que l'administration Nixon se soit fourrée dans le guépier cambodgien, alors qu'elle clame sa volonté de retirer « progressivement » (!) ses troupes du Vietnam et du Sud-Est asiatique en général.

Comment le peuple américain ajoutera-t-il la moindre fois à l'intention proclamée par Nixon de retirer 150 000 soldats du Vietnam d'ici 1971, et d'accélérer le processus de « vietnamisation » du conflit, alors que l'une des premières initiatives du « gouvernement » Lon Nol-Sirik Matak a été précisément de faire appel à l'aide américaine ?

Vietnamisation ? L'administration fantoche de Saïgon n'est plus qu'un conglomérat de cliques qui s'entre-déchirent, auquel personne n'obéit plus. Au Laos ? Malgré l'intervention de troupes thaïlandaises, les unités combattantes du Pathet Lao et des neutralistes patriotes, ont renforcé leur position ces derniers temps. Dans un communiqué publié le 16 avril : « Le bureau d'information du front patriotique lao rapporte que, selon des statistiques encore incomplètes, les forces armées patriotiques du Laos ont mis hors d'action 10 700 ennemis, entre novembre et mars. Parmi les troupes ennemis anéantis, figurent un grand nombre d'officiers fantoches, de merce-

noires thaïlandais et de « conseillers », et des hommes des « forces spéciales » des Etats-Unis. 92 avions américains ont été abattus ou détruits au sol.

Les forces patriotiques ont capturé ou détruit plus de 2 700 armes diverses, 160 postes émetteurs de radio, 179 véhicules militaires, et des centaines de tonnes d'armes et de matériel militaire.

Les combats livrés par l'armée et le peuple du Laos durant ces cinq derniers mois, ont été plus acharnés et plus fréquents à la suite de la grande victoire de Nam Bak ».

En Thaïlande ? Ça ne va pas fort là non plus pour Nixon et ses hommes de paille de la clique Thanom-Praphas : un compte rendu publié le 19 mars dernier par « La Voix du Peuple Thaïlandais », indique que :

Les forces armées patriotiques et la population thaïlandaises ont, depuis le début de l'année, lancé plusieurs attaques contre l'ennemi, et ont remporté de nouvelles victoires. Ils ont détruit de nombreux postes de police de la clique réactionnaire U.S.-Thanom.

Durant cette période, dit la radio, l'armée populaire de libération et la population dans le Nord-Est de la Thaïlande, ont successivement attaqué les troupes réactionnaires locales de la clique U.S.-Thanom. Les forces armées patriotiques et la population du district de Nakae, province de Nakorn Phanom, ont attaqué à 7 reprises, des postes des troupes réactionnaires et de la police, dans la première semaine du mois de mars. Elles ont également saboté les lignes de transport de l'ennemi et ont fait sauter 9 ponts. En février, les forces armées patriotiques et la population de la province de Sakol Nakorn ont attaqué des véhicules ennemis dans le district de Wanonnawas, ont assailli des postes ennemis, les troupes et la police réactionnaires, dans le district de Sawang Din Dan, ont tendu une embuscade à des fonctionnaires réactionnaires dans un sous-district et ont engagé l'ennemi plusieurs fois dans le district de Warichphum.

Dans le Sud de la Thaïlande, poursuit la radio, les forces armées patriotiques et la population ont récemment détruit des postes de police nouvellement étendus par la clique U.S.-Thanom. Les forces armées patriotiques et la population de la province de Phatalung ont attaqué, en février, un poste de police du district, relevant directement de l'administration de la province, et y ont mis hors de combat tous les soldats ennemis. Le 15 mars, l'armée populaire de libération a héroïquement attaqué une « unité de défense de village » de la clique U.S.-Thanom, dans le district de Chawang, province de Nakorn Sri-thamarat, et ont tué son chef. Au début de mars, les forces armées patriotiques et la population ont lancé des attaques contre un poste de police dans le même district, et anéanti nombre d'ennemis ».

En Malaisie ? « La Voix de la Révolution Malaise » fait le point, dans un article publié le 14 mars. En ces termes :

« La voie consistant à encercler les villes à partir de la campagne, et à s'emparer du pouvoir par la lutte armée que le Parti Communiste de Malaisie a toujours suivie, est la seule voie correcte pour la révolution malaise. La victoire finale ne pourra être remportée que si l'on persévère dans cette voie révolutionnaire.

La radio a souligné que depuis le début de cette année, l'armée de libération nationale de Malaisie avait remporté de nouvelles victoires dans des attaques successives contre l'ennemi. Les équipes de travail et de propagande de l'armée de libération nationale de Malaisie sont chaleureusement accueillies partout où elles se rendent, par les masses paysannes de toutes les nationalités de Malaisie. Dans les régions rurales, les jeunes gens s'engagent de plus en plus nombreux dans l'armée de libération nationale de Malaisie. Les bases et les régions de guérilla sont de plus en plus solides et s'étendent. Les masses populaires des villes et de la campagne ont acclamé avec enthousiasme ces nouvelles victoires et, en réponse à l'appel du Parti Communiste de Malaisie, ont mené, par divers moyens, une lutte héroïque contre la persécution exercée par la clique des fantoches et pour la défense de leurs intérêts vitaux ».

En Indonésie ? Malgré les massacres de 1965-1966, la lutte armée populaire gagne chaque jour un peu plus de terrain. Le plan économique de « redressement » a fait fiasco devant l'attitude d'hostilité, passive ou active, de l'immense majorité de la population, et les impérialistes qui investissent chez Suharto-Nasution, se trouvent dans la peu enviable situation de quelqu'un qui aurait à remplir le tonneau des Danaïdes.

(Suite page 23)

Léninisme ou social-impérialisme ?

Sous ce titre, le « Renmin Ribao », le « Honggi » et le « Jiefangjun bao » ont publié, le 22 avril, un article commun de leur rédaction en commémoration du centième anniversaire de la naissance du grand LÉNINE.

Cette article est d'une portée idéologique et politique considérable, et nous engageons nos lecteurs à se reporter aux publications chinoises qui le reprendront en français pour le lire intégralement et l'étudier.

Mais, d'ores et déjà, en voici quelques extraits qui nous sont apparus particulièrement importants.

— 1 —

LE DRAPEAU DU LÉNINISME EST INVINCIBLE

Le 22 avril marque, cette année, le centième anniversaire de la naissance du grand Lénine.

C'est avec le plus profond respect pour le grand Lénine que les marxistes-léninistes, le prolétariat et les peuples révolutionnaires du monde entier commémorent cette journée historique.

Lénine fut, après la mort de Marx et d'Engels, le grand dirigeant du mouvement communiste international, le grand éducateur du prolétariat et des peuples opprimés du monde.

En 1871, dans l'année qui suivit la naissance de Lénine, éclata l'insurrection de la Commune de Paris, qui fut la première tentative du prolétariat pour renverser la bourgeoisie. Lorsque Lénine commença ses activités révolutionnaires — fin du 19^e, début du 20^e siècle — le monde entra dans l'époque de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne. Dans sa lutte contre l'impérialisme et les opportunistes de toutes espèces et, en particulier, contre le révisionnisme de la 2^e internationale, Lénine continua, sauvegarda et développa le marxisme, le faisant accéder à une étape nouvelle, celle du léninisme. Tout comme Staline l'a dit : « Le léninisme est le marxisme de l'époque de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne ».

Lénine analysa les contradictions de l'impérialisme, mit en évidence ses lois, et résolut toute une série de questions d'importance majeure concernant la révolution prolétarienne à l'époque de l'impérialisme, et notamment la suivante : le socialisme « triomphera d'abord dans un seul ou dans plusieurs pays ». Il exposa en termes explicites l'idée que le prolétariat doit s'assurer la direction dans la révolution démocratique bourgeoise, et dirigea le prolétariat russe dans cette répétition générale que fut la révolution de 1905.

La grande Révolution Socialiste d'Octobre, dirigée par Lénine, permit la transformation fondamentale du monde ancien, capitaliste, en un monde nouveau, socialiste, inaugurant ainsi une ère nouvelle dans l'histoire de l'humanité.

Dans les domaines de la théorie, comme de la pratique, la contribution de Lénine à la cause de la révolution prolétarienne est immense.

A la mort de Lénine, Staline continua et sauvegarda la cause du léninisme dans la lutte contre les ennemis de classe de l'intérieur et de l'extérieur du pays, et contre les opportunistes de droite et « de gauche » au sein du Parti. Sous la direction de Staline, le peuple soviétique poursuivit son avance dans la voie du socialisme, et remporta de grandes victoires. C'est toujours sous la conduite de Staline qu'il devint, au cours de la seconde guerre mondiale, le principal artisan de la victoire sur l'agression fasciste, et qu'il accomplit de magnifiques exploits qui demeureront à jamais immortels dans l'histoire de l'humanité.

Les communistes et le peuple chinois n'oublieront jamais que c'est dans le léninisme qu'ils ont trouvé la voie de leur émancipation. Le camarade Mao Tsé toung a dit : « Les salves de la Révolution d'Octobre nous apportèrent le marxisme-léninisme ». « Ils (les chinois) découvrirent cette vérité universellement valable qu'est le marxisme-léninisme », et la physionomie de la Chine se mit à changer ». Et d'indiquer : « Le peuple chinois a toujours considéré que la révolution chinoise est la continuation de la Grande Révolution Socialiste d'Octobre » ...

— 3 —

LA QUESTION FONDAMENTALE DU LÉNINISME, C'EST LA DICTATURE DU PROLETARIAT

Dans sa lutte contre l'opportunisme, contre le révisionnisme, Lénine a indiqué à maintes reprises : « La question fondamentale dans la révolution prolétarienne, c'est de prendre le pouvoir par la violence, de briser la machine d'Etat de la bourgeoisie, et d'instaurer la dictature du prolétariat ».

Lénine dit : « Celui-ci (l'Etat bourgeois) ne peut céder la place à l'Etat prolétarien (à la dictature du prolétariat) par voie « d'extinction », mais seulement, en règle générale, par une révolution violente ».

Lénine dit encore : « La théorie de Marx sur la dictature du prolétariat est indissolublement liée à toute sa doctrine sur le rôle révolutionnaire du prolétariat dans l'histoire. L'aboutissement de ce rôle, c'est la dictature prolétarienne ».

La victoire de la Révolution d'Octobre, dirigée par Lénine, fut la victoire de la théorie marxiste de la révolution prolétarienne et de la dictature du prolétariat. La voie de la Révolution d'Octobre, c'est la voie par laquelle le prolétariat instaure sa dictature par la révolution violente.

A l'époque de la Révolution d'Octobre, Lénine fit le bilan de la pratique révolutionnaire nouvelle, et développa encore la théorie marxiste de la dictature du prolétariat. Il dit notamment : la révolution socialiste, « c'est toute une époque de conflits de classes aigus ». « Tant qu'elle (cette époque) n'est pas terminée, les exploités gardent inéluctablement l'espoir d'une restauration, espoir qui se transforme en tentatives de restauration ». Par conséquent, il estime que la dictature du prolétariat « est nécessaire... non seulement pour le prolétariat qui aura renversé la bourgeoisie, mais encore pour toute la période historique qui sépare le capitalisme de la « société sans classe », du communisme ».

Aujourd'hui, tandis que nous commémorens le centième anniversaire de la naissance de Lénine, réétudions ces thèses brillantes est d'une très importante signification pratique.

On sait que c'est précisément sur cette question fondamentale que constituent la révolution prolétarienne et la dictature du prolétariat que la clique des renégats révisionnistes soviétiques a trahi le léninisme et la Révolution d'Octobre.

Dès que le visage révisionniste de Krouchtchev commença à se dessiner, le camarade Mao Tsé toung indiqua de façon pénétrante : « A mon avis, il y a deux « épées » : l'une est Lénine et l'autre Staline. Cette épée qu'est Staline, les russes l'ont maintenant rejetée ». « Cette épée qu'est Lénine, n'a-t-elle pas aussi été rejetée quelque peu par certains dirigeants soviétiques ? Je pense qu'elle l'a été dans une large mesure. La Révolution d'Octobre est-elle toujours valable ? Peut-elle encore servir d'exemple aux différents pays ? Le rapport de Krouchtchev, au 20^e Congrès du P.C.U.S. dit qu'il est possible de parvenir au pouvoir par la voie parlementaire : en d'autres termes, les différents pays n'auraient plus besoin de suivre l'exemple de la Révolution d'Octobre. Cette porte, une fois ouverte, le léninisme a été pratiquement rejeté ».

— 7 —

QUE LES PEUPLES DU MONDE ENTIER S'UNISSENT ET LUTTENT POUR ABATTRE L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN, LE RÉVISIONNISME SOVIÉTIQUE ET TOUTE LA RÉACTION

Le camarade Mao Tsé toung a dit : « L'Union soviétique fut le premier Etat socialiste, et son Parti communiste, le Parti créé par Lénine. Bien que la direction du Parti et de l'Etat soviétiques soit à présent usurpés par les révisionnistes, je conseille aux camarades d'avoir la ferme conviction que le peuple soviétique, la grande masse des membres du Parti et des cadres sont bons et veulent la révolution, et que la domination du révisionnisme ne sera pas de longue durée ».

Le peuple chinois éprouve des sentiments profonds envers le peuple soviétique. Au cours de la Grande Révolution d'Octobre, dirigée par Lénine, les travailleurs chinois se trouvant alors en Russie, ont lutté épaule contre épaule avec les prolétaires russes. Au cours de la longue lutte révolutionnaire, nos deux peuples se sont soutenus et entraînés, établissant entre eux d'étroits liens d'amitié. La poignée d'oligarques révisionnistes soviétiques s'emploie avec rage à semer la discorde entre les peuples chinois et soviétiques, et à saboter leurs relations. Mais en définitive, elle ne fait que soulever une pierre pour se la laisser retomber sur les pieds.

Eduqué par Lénine et Staline, le peuple soviétique est un grand peuple, riche d'une glorieuse tradition révolutionnaire, il ne se laissera pas régenter plus longtemps par les nouveaux tsars. Les conquêtes de la Révolution d'Octobre ont été réduites à néant par les renégats révisionnistes soviétiques, mais les principes de cette révolution sont éternels. Sous le grand drapeau de Lénine, le courant impétueux de la révolution populaire emportera, à coup sûr, la carapace de glace de la domination révisionniste, et le principe du socialisme reviendra sur la terre de l'Union soviétique.

Le camarade Mao Tsé toung a dit :

« En un mot, que ce soit en Chine, ou dans les autres pays du monde, plus de 90 pour cent de la population en viendront à soutenir le marxisme-léninisme. Dans le monde, il y a maintenant encore un grand nombre de gens qui, trompés par la social-démocratie, le révisionnisme, l'impérialisme et toute la réaction, n'ont toujours pas pris conscience. Mais, en fin de compte, ils prendront graduellement conscience et soutiendront le marxisme-léninisme. Cette vérité qu'est le marxisme-léninisme, est irrésistible. Les masses populaires en viendront, tôt ou tard, à faire la révolution. La révolution mondiale finira par triompher ».

Au moment où nous commémorens le centième anniversaire de la naissance du grand Lénine, nous constatons avec joie que guidée par le marxisme, le léninisme, la pensée-maotséoung, la cause révolutionnaire du prolétariat mondiale remporte victoire sur victoire. Les forces marxistes-léninistes authentiques du monde entier, s'accroissent et se renforcent de jour en jour. La lutte libératrice des nations et peuples opprimés se développe avec impétuosité. Les pays et les peuples, victimes de l'agression, du contrôle, des ingérences et des vexations de l'impérialisme américain et du révisionnisme soviétique, sont en train de se constituer en un front uni des plus larges. Une nouvelle période historique de la lutte contre l'impérialisme américain et le révisionnisme soviétique est déjà commencée.

Le glas a sonné pour l'impérialisme et le social-impérialisme.

Le marxisme, le léninisme, la pensée-maotséoung, toujours victorieux, est une arme puissante qui permet au prolétariat de connaître le monde et de le transformer, une arme puissante qui fait progresser l'histoire. Une fois intégrés aux masses révolutionnaires, qui se chiffrent par centaines de millions, et à la pratique concrète de la révolution du peuple dans tous les pays, le marxisme, le léninisme, la pensée-maotséoung, déploieront une force révolutionnaire d'une puissance infinie qui brisera complètement l'ensemble du monde ancien !

Vive le grand marxisme !

Vive le grand léninisme !

Vive la grande pensée-maotséoung !

LETTRE A L'« H. R. » DE LA DÉLÉGATION DU G.R.P. A LA CONFÉRENCE DE PARIS

Paris le 20 avril 1970

Chers amis,

Tout récemment, plus d'un millier de vietnamiens résidant au cambodge, ont été massacrés de sang-froid sur les ordres du groupe Lon Nol-Sirik Matak, agents des Etats-Unis, auteurs du coup d'Etat de Phnom Penh.

En ce moment, les vies de centaines de milliers d'autres vietnamiens de cette communauté sont en très grave danger.

Sans nul doute, l'opinion publique mondiale et vous même, avez été profondément préoccupés par ce génocide monstrueux, aussi bien que par l'extrême gravité de la situation actuelle au Cambodge, due à l'intensification et l'extension de la guerre par les Etats-Unis, sur toute l'Indochine.

Nous nous permettons de vous demander de bien vouloir agir pour arrêter immédiatement les mains des assassins forcenés du groupe putchiste Lon Nol-Sirik Matak, et pour dénoncer avec vigueur la poursuite et l'extension constan-

te de la guerre au Sud-Vietnam par les Etats-Unis. Exigez :

— Que les Etats-Unis et le groupe Lon Nol-Sirik Matak mettent immédiatement fin aux massacres et toutes vexations à l'encontre des ressortissants vietnamiens résidant au Cambodge, et respectent leur droit légal de résidence dans ce pays.

— Que les Etats-Unis mettent fin à la guerre d'agression et retirent immédiatement, sans poser aucune condition, toutes les troupes hors du Sud-Vietnam et de l'Indochine, pour laisser aux peuples de cette région décider de leurs propres affaires sans ingérence étrangère.

En espérant que cet appel pressant trouvera auprès de vous un accueil compréhensif, je vous prie d'accepter, chers amis, nos remerciements anticipés, et nos salutations les plus cordiales et fraternelles.

Pour la Délégation du Gouvernement
Révolutionnaire Provisoire de la
République du Sud-Vietnam
DINH BA THI.

TOMBEAU DE L'IMPÉRIALISME... (Suite de la page 21)



Le camarade Gogo NUSHI, membre du Bureau politique du Parti du Travail d'Albanie, dont nous avons annoncé le décès dans notre numéro 56 du 16 avril.

En Birmanie ? Les informations parvenues de ce pays montrent que la situation y est excellente pour les forces populaires engagées dans la lutte armée contre le régime réactionnaire de Ne Win.

Aux Philippines ? Au début du mois d'avril, le pays tout entier a été secoué par une vague de grèves et de manifestations anti-impérialistes sans précédent, malgré la répression meurtrière, ordonnée par le « président » Marcos.

Même dans des régions jusque-là sans problèmes, comme les îles Salomon, en Papouasie, le peuple se soulève et combat héroïquement l'armée et la police des colonialistes américains et australiens.

Enfin, rappelons le fait le plus important de ces dernières années dans cette partie du monde : l'essor rapide de la lutte armée révolutionnaire dans l'Inde, pays de plus de 500 millions d'habitants.

Alors, comment Nixon compte-t-il se dépêtrer de cette situation, que le coup d'état du 18 mars, au Cambodge, ne fait qu'aggraver ?

S'il poursuit le retrait des forces yankees du Vietnam et des autres pays qu'elles occupent, toutes les cliques fantoches seront balayées en un temps assez bref, toutes ne reposant que sur les baïonnettes yankees.

Mais s'il décidait de revenir en force, il lui faudrait consentir un effort encore bien plus grand que tous les précédents. Il a fallu à Truman et Eisenhower 250 000 hommes pour conserver à grand peine la Corée du Sud (et à quel prix ?). Avec 600 000 hommes, Johnson et Nixon n'ont même pas pu conserver le Sud-Vietnam et le Laos ! Combien faudrait-il de soldats, de B-52 et de millions de dollars pour tenter seulement d'endiguer la marée montante de la Révolution ?

A vrai dire, en mettant en application le plan Staley Taylor d'intervention limitée au Vietnam (1961), Kennedy a « enfourché le tigre » et condamné l'impérialisme américain à une défaite de portée mondiale. Cette défaite, rien ne pourra la conjurer.

**LES REVISIONNISTES RUSSES
DANS LE MEME BATEAU**

Le social-impérialisme russe observe un silence éloquent sur la montée irréversible des luttes populaires dans l'Asie du Sud-Est.

Certes, dans tous les pays de cette partie du monde, les Partis communistes marxistes-léninistes

tes, armés de la pensée-maotsetoung dirigent le combat populaire anti-impérialiste, et l'influence révisionniste y a été balayée pour toujours.

Mais Brejnev, Kossyguine, et leurs complices vont sans cesse plus loin dans la trahison.

Il ne se passe de jour qui n'apporte une nouvelle information sur leur collaboration active avec les impérialistes japonais, les réactionnaires indiens, thaïlandais et malais, et même avec la clique de Tchang Kaï chek, réfugiée à Taiwan. Ils complotent avec les impérialistes U.S., Britanniques et Français, pour tenter d'enrayer, sous le couvert d'une pseudo « conférence de Genève », la lutte révolutionnaire et libératrice des peuples Khmer et Lao.

L'ATTITUDE A L'EGARD DE L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN EST CE QUI PERMET DE DISTINGUER LES VRAIS RÉVOLUTIONNAIRES DES FAUX...

... a rappelé le camarade Chou En-laï, dans les allocutions qu'il a prononcées au cours de sa récente visite en République démocratique populaire de Corée. Or, si les pseudo-communistes de Moscou sont apparus en pleine lumière, comme des complices actifs des impérialistes, la République Populaire de Chine, avec son grand Parti Communiste armé de la pensée-maotsetoung, est apparue plus clairement que jamais comme le grand arrière des forces populaires de l'Asie et du monde entier, en lutte pour la libération nationale et le socialisme. Le resserrement de ses liens fraternels avec la Corée populaire, la solidarité militante inébranlable avec la R.D. du Vietnam et le G.R.P. du Vietnam, le soutien multiforme qu'elle a apporté aux patriotes et aux révolutionnaires de tous les pays du Sud-Est asiatique, montre aux peuples d'Asie, et du monde entier, qui sont les vrais communistes et qui sont les renégats.

De ce point de vue, les jours où le Mouvement Communiste International célèbre le centième anniversaire de Lénine, auront été marqués par le commencement de la fin de la mystification révisionniste. Il est clair pour tout le monde, et pas seulement en Asie, que le social-impérialisme russe est partie intégrante du camp de la contre-révolution aux côtés de l'impérialisme yankee. Pour l'un comme pour l'autre, le verdict de l'histoire est déjà prononcé, et il n'y aura ni grâce ni pardon.

Hugues DEGENOST.

**Faites connaître
le marxisme-léninisme !**

EDITIONS EN LANGUES ÉTRANGÈRES DE PEKIN

— MAO TSE-TOUNG :

	brochés	reliés
— œuvres choisies tome I	6,20 F	9,70 F
— œuvres choisies tome II	8,00 F	12,00 F
— œuvres choisies tome III	6,20 F	9,70 F
— œuvres choisies tome IV	8,00 F	12,00 F
— sur la guerre populaire		0,50 F

— LÉNINE :

— la révolution prolétarienne et le renégat Kautsky		1,40 F
— l'impérialisme, stade suprême du capitalisme		2,00 F
— deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique de l'État		1,60 F
— la maladie infantile du communisme (le « gauchisme »)		1,20 F
— sur les questions nationales et coloniales		0,50 F
— sur les prévisions de tempêtes révolutionnaires en Orient		0,50 F
— l'État et la révolution		2,00 F
— Karl Marx		0,85 F

— KARL MARX :

— salaire, prix, profit		2,00 F
— travail salarié et capital		0,85 F

— CHEN PO-TA :

— la théorie de Mao Tsé-toung sur la révolution chinoise		1,00 F
— citations du président Mao Tsé-toung		1,40 F

— MARX, ENGELS :

— manifeste du parti communiste		1,05 F
— la pensée mao tsé-toung, arme invincible		0,70 F

En vente à la librairie « Le Phénix », 72, boulevard Sébastopol, Paris-3^e ;

Au siège des « Amitiés Franco-Chinoises », 32, rue Maurice Ripoche, Paris-14^e ;

Par notre intermédiaire à l'H.R., BP 134, Paris-20^e.

SAINT-DOMINGUE... PORTO-RICO... TRINIDAD

Montée révolutionnaire aux Caraïbes !

Les événements qui se déroulent actuellement à Trinidad, île des Antilles, peuplée d'un million d'habitants (Noirs, Indiens de l'Inde, Chinois et Créoles) marquent un nouveau pas dans la montée révolutionnaire des peuples de cette région.

Depuis l'intervention de marines U.S. en 1965 à Saint-Domingue, et celle, plus récente, des forces coloniales britanniques à Anguilla, la lutte révolutionnaire a gagné partout, en ampleur et en profondeur. A Saint-Domingue, le peuple se révolte contre le régime semi-fasciste de Balaguer ; à Porto Rico, contre le colonialisme yankee, à la Guadeloupe, contre le colonialisme français, mal camouflé sous la « départementalisation » ; à Curaçao, contre le colonialisme hollandais. A la Trinité, le prolétariat et la petite bourgeoisie noirs se révoltent contre le gouvernement « indépendant » de Williams. Indépendant ? L'île recèle une base militaire américaine, elle est liée à la Grande-Bretagne par une alliance militaire,

et ses richesses (pétrole, bitume, sucre, etc.) sont entièrement entre les mains du capital étranger.

Le problème commun de tous les peuples des Caraïbes, c'est la domination ouverte ou camouflée de l'impérialisme et du néo-colonialisme.

D'ailleurs, le premier réflexe de Williams a été celui de tout Quisling : appeler ses maîtres (en l'occurrence les impérialistes britanniques et américains) au secours. Quelle que soit l'attitude que ces derniers adopteront, la révolte de la Trinité ne sera pas un feu de paille, et aucune intervention étrangère ne pourra l'éteindre. Tôt ou tard, les peuples des Caraïbes chasseront leurs oppresseurs. Les salves de Port of Spain sont un nouveau signal d'alarme qui retentit dans les oreilles des impérialistes. Mais ces derniers seront de plus en plus incapables de veiller au grain toujours et partout.

LUTTES ÉCONOMIQUES... (Suite de la page 11)

protestations et les revendications quotidiennes des masses, elles illustrent, par les faits vivants, les grands principes de notre Parti. Ne doit-il pas être évident pour chacun que c'est sur ce terrain seulement qu'on peut mettre en mouvement les masses « acculées à un mur », sur ce terrain seulement qu'on peut leur « faire quitter » ce maudit point mort ? Or, leur « faire quitter » ce point mort, c'est les rallier autour de nos organisations ».

« Il faut seulement que les Comités d'usines interviennent inlassablement dans tout ce qui touche la lutte des ouvriers, qu'ils défendent leurs intérêts quotidiens et rattachent ces derniers aux intérêts vitaux de la classe des prolétaires ». (La crise du Parti et nos tâches).

En France, avec les difficultés de la bourgeoisie, la crise financière et économique qui a déjà

commencé et qui n'ira qu'en s'aggravant, l'offensive du capital s'accélère : blocages des salaires, hausse des prix, augmentation des impôts, concentrations industrielles qui conduisent à des licenciements massifs, surexploitation des jeunes, des femmes, des travailleurs immigrés, accroissement des cadences, lock-out, etc...

Tout cela est à la base des conflits violents, mais dispersés, qui se produisent aux quatre coins de la France.

Les communistes marxistes-léninistes doivent intervenir sur toutes ces questions, combiner étroitement la lutte politique et la lutte économique, le renforcement de l'avant-garde et la création de Comités de Base, ou syndicats rouges.

Les communistes marxistes-léninistes doivent se préparer aux prochaines batailles de classe,

aux prochains assauts du prolétariat qui nécessairement prendront un tour plus violent, plus combatif que celui de Mai-Juin 1968.

Et la meilleure manière de s'y préparer, c'est souder leurs rangs ; de mener une lutte intransigeante et constante contre toutes les déviations du marxisme-léninisme (qu'elles soient de « gauche » ou de « droite ») et ceci dans tous les domaines (théorique, politique, organisationnel), de forger une avant-garde où règne une unité de vue et d'action à toute épreuve, une avant-garde centralisée, disciplinée, unie, monolithique, une avant-garde qui ne soit pas impuissante devant les prochains combats de la classe ouvrière, mais au contraire qui soit capable d'y prendre une part active, et si possible, de les diriger, sans sectarisme, ni opportunisme, vers la Révolution Proletarienne.

CHINE 1970, TRIOMPHE DE LA PENSÉE MAOTSETOUNG

(1)

31 décembre 1969, minuit.

Dans l'air à peine rafraîchi de la nuit retentissent soudain tous les pick-ups publics de Canton. A grand flots d'ondes entraînant, ils déversent « L'Orient rouge » sur la musique duquel sont réveillés chaque matin à 6 heures (ou 6 heures 30 suivant les latitudes des régions) des centaines de millions de Chinois. Cet hymne révolutionnaire crée la joie, impulse l'ardeur.

Mais qu'annonce-t-il donc à cet instant précis, inhabituel ? Nous sommes déjà au delà des douze coups, qui ont sonné la fin de l'an. Prêts à nous coucher, nous voici engagés depuis deux minutes dans une année nouvelle. Nous commençons à vivre ce premier janvier 1970. Zéro heure cinq minutes passe... La voix assurée d'une speakerine, tout aussi stimulante que la musique lui succède, prononce un long discours.

Mais nous ne comprenons rien. Notre vocabulaire en chinois se limite à quelques mots usuels, quatre ou cinq au maximum, et sans doute les prononçons-nous de manière barbare. Nous n'en savons pas moins, qu'ici rien n'est abandonné à la fantaisie, à ce qu'on appelle chez nous, dans l'occident capitaliste, le « hasard » ou le « destin ». Nous avons conscience que ces paroles nocturnes portent sur quelque événement d'importance. Dans cette Chine devenue le bastion du socialisme dans le monde et tout récemment sortie de la première grande révolution culturelle prolétarienne de l'Histoire, on peut être assuré que tout ce qui est dit au peuple, tout ce qui concerne le peuple est toujours de la plus haute importance. Ici, pour reprendre une image de Lénine, « la plus modeste cuisinière fait de la politique, s'intéresse aux affaires de l'état ». Et pas seulement les « cuisinières », mais tout le monde, les enfants, les vieillards, les adultes, les ouvriers comme les paysans, les cadres de l'état et du parti comme les intellectuels en cours de rééducation.

Quelques heures plus tard, lorsque le soleil ne rougeoit plus, mais inonde déjà cette province tropicale de ses chauds rayons (pendant la journée la température monte jusqu'à 27 degrés) Li, notre interprète, nous fournira l'explication attendue.

A l'occasion de l'ouverture du nouvel an, le « Renmin Ribao », le « Hongqi » et le « Jiefangjun Bao », les plus grands journaux chinois, ont publié un éditorial particulièrement important : « Allons au devant des grandes années 70 ! » Dès les premiers instants de cette journée inaugurale de la nouvelle décennie, c'est la lecture de ce texte politique qui était communiquée à la population entière par la voie des hauts-parleurs installés partout, dans les villes comme dans les communes populaires.

Ici, personne ne songe à « réveiller au champagne ». Rien ne ressemble en cette nuit de Chine à ce qui se passe, dans les mêmes circonstances, à Paris, New-York ou Moscou. Ici le pouvoir prolétarien ne laisse jamais au peuple la moindre occasion d'oublier que les deux tiers de l'humanité souffrent encore sous le talon de fer de l'impérialisme et du capitalisme. Et ce peuple, enthousiasmé dans son immense majorité par la perspective exaltante du communisme, est préparé, se prépare lui-même activement pour les luttes implacables, mais inéluctablement victorieuses, qu'il va devoir soutenir ou qui vont se développer dans tous les continents pendant les dix années à venir. Et par la suite encore, sans nul doute.

Voici à peine dix ans, Mao Tsétoung proclamait :

« L'époque dans laquelle nous entrons et qui s'étendra sur une cinquantaine, voire sur une centaine d'années, sera une grande époque. Elle verra un changement radical du système social à l'échelle mondiale ; ce sera une époque de grands bouleversements, une époque sans pareille dans l'histoire ».

Ici on apprécie volontiers le temps « par décennie ». Peut-être doit-on cette sagesse au Président Mao, qui oppose la patience à l'impatience, qui tient compte avec réalisme des dimensions de l'histoire ? Peut-être a-t-il lui-même puisé cette éminente qualité dans la pratique, dans les conditions objectives de la révolution chinoise ?

Analyser la situation et son évolution « dans les années 30 du XX^e siècle », comme il le fit, avec quelle vision prophétique de l'avenir, dans son étude « De la guerre prolongée », n'était-ce pas, précisément, raisonner dialectiquement en fonction des deux dimensions caractéristiques de la Chine, son immense étendue, sa population immense. Et maintenant que nous sommes entrés dans l'époque de la révolution mondiale, n'est-il pas également plus sage de considérer l'histoire « par décennies » ?

Justement, ce dernier soir de l'année 69, la dernière des années 60, nous avons été invités à un dîner d'amitié par le Comité révolutionnaire provincial du Kouang-toung. Aussitôt arrivés dans la pièce de réception, nous comprenons que le chef de la délégation qui nous reçoit est l'un des représentants les plus authentiques de l'histoire de la révolution chinoise, cette histoire qui s'identifie avec la vie héroïque du peuple chinois comme avec la vie même de Mao Tsétoung. Il nous est présenté sans cérémonie par l'un des membres du département du comité central du Parti communiste chinois chargé d'organiser notre visite :

« Le camarade Wang (ou Tchang)... » Excusez-nous, camarades chinois, si nous n'écrivons pas sur le coup vos patronymes et prénoms, nous ne parvenons pas à les retenir... « ... vice-président du Comité révolutionnaire de la province, membre du Comité central du Parti. »

De lui-même, Li complète pour nous ce que chaque camarade chinois ici présent sait déjà :

« ... un vétéran de la longue marche. » En uniforme de l'Armée populaire de libération, sans aucun insigne de grade, notre hôte, cheveux blancs, petite taille, le regard extrêmement vif, nous met à l'aise d'emblée :

« Pas de protocole, camarades, asseyez-vous. »

Li, pendant nos rencontres, parle pour deux, alternant français et chinois. Mais ce soir une inquiétude le tourmente, il nous a prévenus : parviendra-t-il à comprendre correctement le dialecte cantonnais, si différent du chinois ?

En vérité, dès le début de la conversation, il se détend, paraît à l'aise, se débrouille parfaitement, bien qu'originaire de Kharbine, capitale de la province du Heilongkiang, dans l'extrême nord.

« Pas de protocole, reprend notre hôte, la grande révolution culturelle prolétarienne nous a débarrassés de traditions inutiles dans ce domaine. »

Nous sommes bien d'accord. La sincérité de l'amitié entre communistes chinois et français n'a nul besoin d'artifices fastueux.

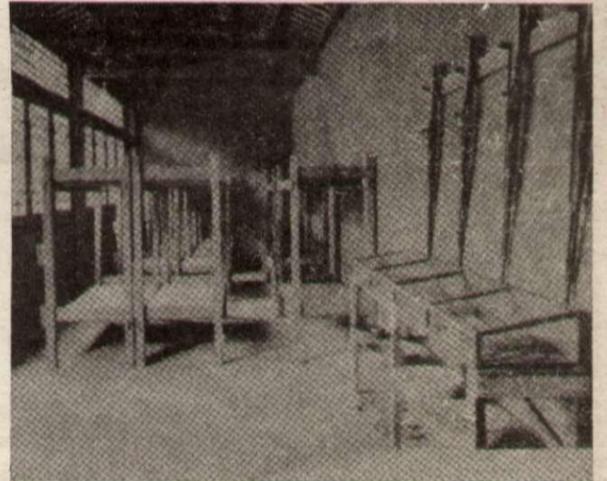
« Le Président Mao, poursuit-il, nous fournit lui-même un exemple. Il est né le 26 décembre 1893 ; voici cinq jours tombait son anniversaire. Mais il exige depuis longtemps qu'aucune manifestation ne soit organisée à cette occasion. Il refuse que soit célébrée la date de sa naissance. »

La révolution culturelle a aussi imposé de justes limites à la vieille habitude de porter des toasts (peut-être importée d'Union Soviétique ?). Soulignons au passage que cette pratique n'était d'ailleurs pas adaptée au tempérament de nombreux camarades et amis chinois ; ceux-ci trempaient seulement le bout des lèvres dans le

« mao-tai », seuls les plus hardis (en général les plus âgés) allaient jusqu'à suivre le mauvais exemple des visiteurs étrangers en vidant d'un seul coup leur petit verre d'alcool... et, quelquefois ne pouvaient dissimuler une grimace !

Mais trêve de plaisanterie.

Sans doute par modestie naturelle, le camarade du Comité central n'évoque pas pour nous ses souvenirs de « la longue marche ». Après une digression due à notre initiative sur la fameuse « Soupe de serpents » que nous ne goûterons pas ce soir car « ce n'est pas la saison », il nous apprend qu'il fut élève de l'Institut National du Mouvement paysan organisé et dirigé par Mao Tsétoung en 1926 à Canton. Et nous offre de s'adjoindre modestement à l'équipe des jeunes filles « propagandistes de la pensée-maotsetoung » pour nous servir de guide dans la visite de cette fameuse école transformée aujourd'hui en musée d'une portée hautement politique. Quel guide plus expérimenté pouvions-nous souhaiter ?



Le dortoir des élèves. Remarquez les fusils au-dessus des lits, qui servent à l'entraînement militaire.

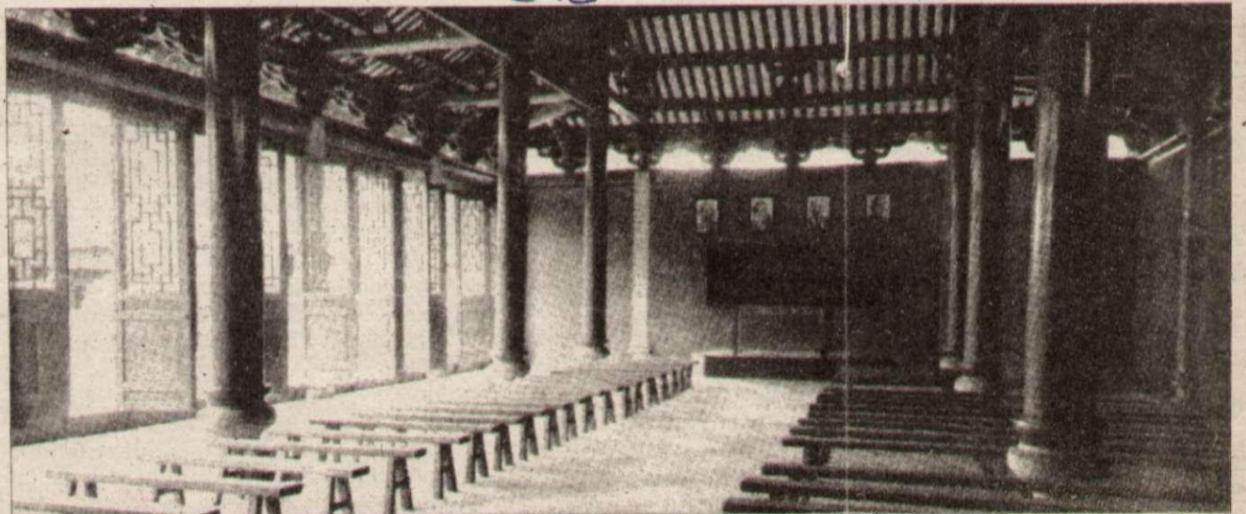
L'INSTITUT NATIONAL DU MOUVEMENT PAYSAN DE CANTON

Dans quelles circonstances historiques fut donc créé ce centre d'enseignement ? Dès 1924, à peine plus de deux ans après la fondation du Parti communiste chinois, Mao-Tsétoung avait constitué un « front uni » révolutionnaire avec le Kouomintang. Il sut utiliser habilement cette association, dirigée en fait, et clandestinement, par des membres du Parti, pour fonder et organiser les écoles de formation de cadres révolutionnaires, à Canton comme à Changcha. Nous verrons plus loin ce qu'il fit à ce sujet dans la capitale provinciale du Hounan.

Malgré les oppositions de l'opportuniste de droite Tchen Tou-sieou, et des tenants de l'opportuniste de gauche représentés par Tchang Kouo-tao, Mao Tsétoung orienta l'enseignement de ces centres vers la formation de militants destinés au travail parmi les paysans. C'était là répondre aux besoins concrets de la révolution.

A Canton, Mao Tsétoung devint directeur de l'Institut ; parmi les professeurs figuraient Chou En-laï et Tsiang Chun-yu, que le Kouomintang devait faire assassiner en 1927.

SUITE PAGE 12



La salle de réunion. On remarquera au fond sur le mur les portraits de Marx, Engels, Lénine, et Sun Yat-sen.